

CONSEIL COMMUNAL DU 28 AOÛT 2013
GEMEENTERAAD VAN 28 AUGUSTUS 2013

REGISTRE - REGISTER

Présents	Michel Eylenbosch, <i>Président du Conseil/Voorzitter van de Raad</i> ;
Aanwezig	Françoise Schepmans, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Khadija Tamditi, Laura Pinti, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Jacques De Winne, <i>Secrétaire du Conseil/Secretaris van de Raad</i> .
Excusés	Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Badia El Belghiti, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Hassan Rahali, Nicole Linders-Duboccage, Youssef Lakhloifi, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
Verontschuldigd	

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:20
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:20

#012/28.08.2013/A/0001# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Evaluation du directeur stagiaire en fin de deuxième année de stage -
Madame Michèle CROISIER, directrice stagiaire de l'Ecole communale
n°13 – Enseignement communal fondamental francophone.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;
Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;
Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;
Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du

23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s) rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

- 1° ‘favorable’;
- 2° ‘réservée’;
- 3° ‘défavorable’. » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année Fin de seconde année Suite

Favorable Favorable Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an

Favorable Défavorable Fin d'office du stage

Favorable Réservé Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée :

- Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ;
- Si « défavorable » : fin d'office du stage

Réservé Favorable Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an

Réservé Défavorable Fin d'office

Défavorable / Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article 33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention ‘favorable’ à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention ‘défavorable’ à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention ‘réservée’ à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1er : « En vue de l'attribution de la mention

d'évaluation, [...] , le pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que Madame Michèle CROISIER achève sa deuxième année de prestations dans la fonction de direction de l'Ecole 13 ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 20 septembre 2012, d'attribuer à l'intéressée une mention favorable à son évaluation de fin de première année de stage de direction ;

Considérant que Madame Michèle CROISIER a pris connaissance du rapport rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien qui a été joint audit rapport d'évaluation ;

Considérant que l'intéressée a demandé à être entendue par le Conseil communal avant que ce dernier ne lui octroie la mention de son évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :

d'entendre Madame Michèle CROISIER en vue de l'attribution de la mention de son évaluation (favorable, réservé ou défavorable);

VOTE AU SCRUTIN SECRET:

Article 2 :

par 23 votes "défavorables", 8 votes "réservés", 1 vote "favorable" et un bulletin nul, d'octroyer à l'intéressée une mention défavorable à son évaluation.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Décision prise par scrutin secret : Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Evaluatie van een directeur in stage na het tweede jaar - Mevrouw Michèle CROISIER - Stagedoende directrice van de Gemeenteschool nr13.
Gemeentelijk franstalig onderwijs.**

Besluit bij geheime stemming : De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

LE CONSEIL,

Considérant que le service Imprimerie sera prochainement déplacé vers la rue des Quatre Vents ;

Considérant que ledit bâtiment ne dispose pas d'une pointeuse

Sur proposition du Collège échevinal du 06.03.2013;

Vu le protocole d'accord n°353 du comité de négociation du 06.05.2013;

DECIDE:

Article unique:

de fixer l'horaire de travail des membres du personnel du service Imprimerie, après transfert vers la rue des Quatre Vents, comme suit :

de 7h30 à 12h

de 12h30 à 15h30

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Dienst Drukkerij - Uurrooster.

DE RAAD,

Overwegende dat de dienst Drukkerij binnenkort overgeplaatst wordt naar de Vier windenstraat;

Overwegende dat dit gebouw niet over een prikklok beschikt;

Op voorstel van het Schepencollege van 06.03.2013;

Gelet op het protokoolakkoord nr 353 van het onderhandelingscomité van 06.05.2013;

BESLUIT:

Enig artikel:

het uurrooster voor de personeelsleden van de dienst Drukkerij, na overplaatsing naar de Vier windenstraat, als volgt vast te stellen:

van 7u30 tot 12u

van 12u30 tot 15u30

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

**Adhésion de Madame l'Echevine de la Jeunesse Sarah Turine à l'asbl
Atout Projet.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en sa séance du 27 mars 2013 d'autoriser l'adhésion de Mme Sarah Turine, Echevine de la Jeunesse à l'asbl « Atout Projet » ;

Considérant que l'asbl Atout Projet a pour mission l'encadrement et l'animation d'enfants et d'adolescents de 6 à 18 ans issus de quartiers socialement ou culturellement défavorisés des 19 communes de la région de Bruxelles-Capitale ;

considérant que l'adhésion à l'asbl Atout Projet s'adresse aux Echevins de la Jeunesse de la Région de Bruxelles-Capitale ;

considérant l'intérêt pour la commune que représente cette adhésion (échanges d'informations, collaborations intercommunales, soutien de projets communaux et intercommunaux, mise à disposition d'animateurs pour des projets locaux;

Sur proposition du Collège des Bougmestre et Echevins;

DECIDE:

Article unique:

d'approuver l'adhésion de Madame Sarah Turine, Echevine de la Jeunesse à l'asbl « Atout Projet ».

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Toetreding van Mevrouw Sarah Turine, Schepen van Jeugd, tot de vzw
'Atout Projet'.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van het schepencollege in zitting van 27 maart 2013 om toe te stemmen in de toetreding van Mevrouw Sarah Turine, Schepen van Jeugd, tot de vzw « Atout Projet » ;

Overwegende dat de vzw « Atout Projet » als opdracht heeft te zorgen voor omkadering van, en activiteiten voor kinderen en adolescenten van 6 tot 18 jaar, die voortkomen uit wijken van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die op sociaal of cultureel gebied minder begunstigd zijn ;

Overwegende dat men zich voor de toetreding tot de vzw « Atout Projet » richt tot de Schepenen van Jeugd van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het belang voor de gemeente van deze toetreding (uitwisseling van informatie, intergemeentelijke samenwerking, ondersteuning van gemeentelijke en intergemeentelijke projecten, terbeschikkingstelling van animators voor lokale projecten) ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Enig artikel:

de toetreding van Mevrouw Sarah Turine, Schepen van Jeugd, tot de vzw ‘Atout Projet’ goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0004# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside exceptionnel à la 99ème Unité Mettewie - Les Scouts - Bruxelles Horizon.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 2 juin 2013 de la 99^{ème} Unité Mettewie, située rue du Bon Pasteur, 50 à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE05 001371606975, concernant une demande de subside pour le camp d'été;

Considérant qu'un subside de 400,00 EUR pourrait être octroyé;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2013;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1:

d'approuver l'octroi d'un subside de 400,00 EUR à la 99^{ème} Unité Mettewie, située rue du Bon Pasteur, 50 à Molenbeek, (tva:néant) titulaire du compte bancaire BE05 001371606975, pour le camp d'été;

Article 2:

d'engager la somme de 400,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de

l'exercice 2013.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Toekenning van een buitengewone subsidie aan 99ème Unité Mettewie -
Les Scouts - Bruxelles Horizon.**

DE RAAD,

Gelet op de mail van 2 juni 2013 van 99ème Unité Mettewie, die gevestigd is in de Goede Herdersstraat 50, te Molenbeek, houder van het rekeningnummer BE05 001371606975, betreffende een verzoek om een subsidie te bekomen voor het zomerkamp;

Overwegende dat er een subsidie van 400,00 EUR zou kunnen worden toegekend;

Overwegende dat de benodigde kredieten ingeschreven zijn op de begrotingsartikelen 7610/332/02 van het boekjaar 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLUIT :

Artikel 1:

de toekenning goed te keuren van een subsidie van 400,00 EUR aan 99ème Unité Mettewie, die gevestigd is in de Goede Herdersstraat 50, te Molenbeek, (btw: geen) houder van het rekeningnummer BE05 001371606975, voor het zomerkamp;

Artikel 2:

Een bedrag van 400,00 EUR vast te leggen op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het boekjaar 2013.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

C.P.A.S. - Budget 2013 - Modifications budgétaires n°1

LE CONSEIL,

Vu l'article 88 de la loi organique du 08.07.1976 des C.P.A.S. ;
Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 26.06.2013 par laquelle celui-ci arrête le tableau des modifications budgétaires n°1 de l'exercice 2013;
Vu l'avis favorable du Comité de concertation ;
Vu la délibération du Collège échevinal en date du 24.07.2013 ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 26.06.2013 arrêtant les modifications budgétaires n°1 au budget de l'exercice 2013 du C.P.A.S.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 24 votes positifs, 8 votes négatifs, 1 abstention.

Ont voté contre cette proposition : Mohammadi Chahid, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk Berckmans, Farida Tahar.

O.C.M.W. - Begroting 2013 - Begrotingswijzigingen nr 1.

DE RAAD,

Gezien artikel 88 van de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de O.C.M.W.'s ;

Gezien de beraadslaging van 26.06.2013 van de Raad voor sociaal welzijn, die het tabel van de begrotingswijzigingen nr 1 van het dienstjaar 2013 vaststelt;

Gezien het gunstig advies van het Overlegcomité;

Gezien de beraadslaging van het Schepencollege in datum van 24.07.2013;

BESLIST :

Enig artikel :

de beraadslaging van de Raad voor sociaal welzijn van 26.06.2013 betreffende de begrotingswijzigingen nr 1 van de begroting 2013 van het O.C.M.W. goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 24 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Stemden ze tegen dit voorstel : Mohammadi Chahid, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk Berckmans, Farida Tahar.

#012/28.08.2013/A/0006# **Finances - Financiën**

Fabrique d'église Anglicane Unifiée - Budget 2013.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune d'Ixelles nous a fait parvenir pour avis le budget 2013 de l'église Anglicane unifiée ;

Considérant que ce budget se présente comme suit:

	Total des Recettes	Total des Dépenses	Résultat
Budget 2012	368.750,00 EUR	368.750,00 EUR	-

Considérant que ce budget est en équilibre sans intervention communale ;

Considérant que la circonscription de cette église s'étend sur le territoire de la commune ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004

du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

d'émettre un avis favorable sur le budget 2013 de l'église Anglicane unifiée.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle pour approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Kerkfabriek Eéngemaakte Anglicaanse kerk - Begroting 2013.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Elsene ons de begrotingen van de dienstjaar 2013 van de Eéngemaakte Anglicaanse kerk heeft laten geworden;

Overwegende dat deze begroting zich als volgt voorstelt :

	Totaal Ontvangsten	Totaal Uitgaven	Resultaat
Begroting 2012		368.750,00 EUR	-

Overwegende dat deze begroting in evenwicht is, zonder tussenkomst van de gemeente ;

Overwegende dat de omschrijving van deze kerkfabriek zich over het grondgebied van de gemeente uitstrekt ;

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2013 van de Eéngemaakte Anglicaanse kerk.

Onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/28.08.2013/A/0007# **Finances - Financiën**

Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste - Budget 2013.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste nous a fait parvenir son budget 2013 ;

Considérant que la fabrique d'église a omis d'inscrire à l'article 52 des dépenses extraordinaires, le résultat présumé de l'exercice courant, à savoir 1.893,58 EUR ;

Considérant qu'afin de présenter le budget en équilibre, il y a lieu d'inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (subside ordinaire de la commune) un montant de 26.218,58 EUR ;

Considérant que le budget se présente comme suit après corrections :

RECETTES	47.418,58 EUR
DEPENSES	47.418,58 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1

d'émettre un avis favorable, sur le budget 2013, de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste, moyennant corrections ;

Article 2

d'accorder à la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste un subside ordinaire de 26.218,58 EUR et d'engager cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2013.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 31 votes positifs, 1 vote négatif, 1 abstention.

A voté contre cette proposition : Dirk De Block.

Kerkfabriek Sint-Jan de Doper - Begroting 2013.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Jan de Doper ons haar begroting 2013 heeft laten geworden ;

Overwegende dat de kerkfabriek vergeten is op artikel 52 van de buitengewone uitgaven het bedrag in te schrijven van het vermoedelijk resultaat van het lopend dienstjaar, nl. 1.893,58 EUR ;

Overwegende dat teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten het nodig is, op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag in te schrijven van 26.218,58 EUR ;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet mits verbeteringen :

ONTVANGSTEN	47.418,58 EUR
UITGAVEN	47.418,58 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de

kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de eredienst;
Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;
Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2013 van de kerkfabriek Sint-Jan de Doper, mits verbeteringen ;

Artikel 2

aan de kerkfabriek Sint-Jan de Doper, een gewone toelage van 26.218,58 EUR toe te kennen en deze uitgave aan te wenden op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van 2013.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 1 onthouding.

Stemde zij tegen dit voorstel : Dirk De Block.

#012/28.08.2013/A/0008# **Finances - Financiën**

Finances - Fabrique d'église de la Résurrection - Budget 2013.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Financiën - Kerkfabriek van de Verrijzenis - Begroting 2013.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

#012/28.08.2013/A/0009# **Logistique - Logistiek**

Nouvelle loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 par. 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17 par. 2, 1^oa) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;

EST INFORMÉ DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

26 juin 2013 – Achat de mobilier de bureaux 2013. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 8.000,00 EUR TVAC – 1040/741/51 et 7626/741/51 – fonds d'emprunts

26 juin 2013 – Achat de matériel d'exploitation pour le service Garage. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 8.000,00 EUR TVAC – 1360/744/98 – fonds d'emprunts

26 juin 2013 – Achat de matériel d'exploitation pour le service de la Propreté publique. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 32.999,99 EUR TVAC – 8750/744/98 – fonds d'emprunts

26 juin 2013 – Achat d'équipement de sonorisation pour les séances du Conseil communal. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 50.000,00 EUR TVAC – 1040/744/98 – fonds d'emprunts

10 juillet 2013 – Achat de matériel d'exploitation pour les festivités. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 14.100,00 EUR TVAC – 7630/744/98 – fonds d'emprunts

10 juillet 2013 – Achat de tentes pour le Château du Karreveld. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 14.500,00 EUR TVAC – 7620/744/98 – fonds d'emprunts

10 juillet 2013 – Achat de matériel d'exploitation pour les services des Ateliers et Pavage. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 70.800,00 EUR TVAC – 1370/741/51, 1370/744/98 et 4210/744/98 – fonds propres et fonds d'emprunts

24 juillet 2013 – Achat d'un chargeur compact sur pneus. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 87.500,00 EUR TVAC – 8780/744/98 – fonds d'emprunts

31 juillet 2013 - Achat de copieurs pour divers services communaux - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 62.000,00 EUR TVAC – 1040/742/52, 1332/742/52, 7222/742/52, 7223/742/52 par des fonds d'emprunts et 1040/742/52, 1332/742/52, 7222/742/52, 7223/742/52 par des fonds propres

DECIDE:

Article unique :
d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

**Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten -
Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en
Schepenen.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 par. 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17 par. 2, 1^oa) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

**WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN
HET COLLEGE :**

26 juni 2013 – Aankoop van kantoor meubilair. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 8.000,00 BTW inbegrepen – 1040/741/51 en 7626/741/51 – leningsfondsen

26 juni 2013 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de dienst Garage. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 8.000,00 BTW inbegrepen – 1360/744/98 – leningsfondsen

26 juni 2013 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de dienst Openbare Reinheid. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 32.999,99 BTW inbegrepen – 8750/744/98 – leningsfondsen

26 juni 2013 – Aankoop van uitrusting voor het geluidssysteem van de vergaderingen van de Gemeenteraad. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van

artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 50.000,00 BTW inbegrepen – 1040/744/98 – leningsfondsen

10 juli 2013 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de festiviteiten. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 14.100,00 BTW inbegrepen – 7630/744/98 – leningsfondsen

10 juli 2013 – Aankoop van tenten voor het Karreveldkasteel. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 14.500,00 BTW inbegrepen – 7620/744/98 – leningsfondsen

10 juli 2013 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de diensten Werkplaatsen en Bestrating. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 70.800,00 BTW inbegrepen – 1370/741/51, 1370/744/98 en 4210/744/98 – eigenfondsen en leningsfondsen

24 juli 2013 – Aankoop van een compacte lader op wielen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 87.500,00 BTW inbegrepen – 8780/744/98 – leningsfondsen

31 juli 2013 - Aankoop van kopieerapparaten voor de verschillende diensten - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 62.000,00 BTW inbegrepen – 1040/742/52, 1332/742/52, 7222/742/52, 7223/742/52 door leningsfondsen en 1040/123/12, 1332/124/48, 7220/123/12 door eigenfondsen

BESLUIT:

Enige artikel :

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Achat de mobilier scolaire 2013 - Approbation des conditions et du mode de passation – Application de l'article 26, §1, 1° e) de la loi du 15 juin 2006.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° e (Seul les offres non réglementaires ou non-acceptable ont été introduites dans le cadre d'une procédure ouverte) ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2013/298 relatif au marché "Achat de mobilier scolaire 2013" établi par le service de l'Economat ;

Considérant que ce marché est divisé en lots ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 27.768,60 EUR hors TVA ou 33.600,00 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, articles 7222/741/51, 7223/741/51 et 7610/741/51;

Sur proposition du Collège échevinal du 31 juillet 2013;

DECIDE :

Article 1:

d'approuver le cahier spécial des charges N° 2013/298 et le montant estimé du marché "Achat de mobilier scolaire 2013", établis par le service de l'Economat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 27.768,60 EUR hors TVA ou 33.600,00 EUR, 21% TVA comprise.

Article 2:

de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché en application de l'article 26, §1, 1° e) de la loi du 15 juin 2006.

Article 3:

de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée :

- Alvan, rue de Berlaimont 2 - Z.I. à 6220 Fleurus
- A-Z Office, Rouge-Thier, 16 à 4920 Aywaille
- Baert, Essenestraat 16 à 1740 Ternat
- Inofec, Gentseweg 518 à 8793 Waregem
- Buro Shop, rue du Tige, 13 à 4040 Herstal

- Ouest collectivités - Wesco, Mechelse steenweg 401 à 1930 Zaventem - Nossegem.

Article 4:

de prévoir la dépense au budget extraordinaire de l'exercice 2013, articles 7222/741/51 : 5.200,00 EUR TVAC

7223/741/51 : 27.900,00 EUR TVAC

7610/741/51 : 500,00 EUR TVAC

Article 5:

Le marché dont il est question à l'article 1er sera financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Aankoop van schoolmeubilair 2013 - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing van het artikel 26, § 1, 1° e) van de wet van 15 juni 2006.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1° e (geen of geen passende inschrijvingen werden ontvangen in het kader van een openbare procedure);

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 3;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop van schoolmeubilair 2013" een bijzonder bestek met nr. 2013/298 werd opgesteld door de Dienst Economaat;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in percelen;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 27.768,60 EUR excl. btw of 33.600,00 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2013, op artikelen 7222/741/51, 7223/741/51 en 7610/741/51 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 juli 2013;

BESLUIT:

Artikel 1:

goedkeuring wordt verleend aan het bijzonder bestek met nr. 2013/298 en de raming voor de opdracht “Aankoop van schoolmeubilair 2013”, opgesteld door de Dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzonder bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 27.768,60 EUR excl. btw of 33.600,00 EUR incl. 21% btw.

Artikel 2:

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van het artikel 26, § 1, 1° e) van de wet van 15 juni 2006.

Artikel 3:

volgende firma's worden uitgenodigd om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure:

- Alvan, rue de Berlaimont 2 - Z.I. te 6220 Fleurus
- A-Z Office, Rouge-Thier, 16 te 4920 Aywaille
- Baert, Essenestraat 16 te 1740 Ternat
- Inofec, Gentseweg 518 te 8793 Waregem
- Buro Shop, rue du Tige, 13 te 4040 Herstal
- Ouest collectivités - Wesco, Mechelse steenweg 401 te 1930 Zaventem - Nossegem.

Artikel 4:

de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2013, op artikelen
7222/741/51: 5.200,00 EUR TVAC
7223/741/51: 27.900,00 EUR TVAC
7610/741/51: 500,00 EUR TVAC van de buitengewone dienst.

Artikel 5:

De opdracht waarvan sprake in artikel 1 zal gefinancierd worden met een lening.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0011# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

Boulevard Léopold II, 170 - Bien acquis dans le cadre du contrat de quartier durable Autour de Léopold - Occupation de locaux du 1er étage par la Mission Locale de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Considérant que, dans le cadre du Contrat de quartier durable « Autour de Léopold », la Commune a acquis un bien situé boulevard Léopold II 170 ;
Considérant que la Mission Locale souhaite occuper les locaux du 1er étage pour y développer des activités liées à l'insertion socio-professionnelle ;
Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation précaire entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la Mission Locale de Molenbeek-Saint-Jean pour une durée limitée au 31 décembre 2013 avec une possibilité de reconduction tacite par période de 3 mois ;
Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 500 EUR par mois comprenant l'occupation et une participation aux coûts énergétiques ;
Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire par la Mission Locale de Molenbeek des locaux du 1er étage du bâtiment sis boulevard Léopold II, 170 dans le cadre du Contrat de Quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation à la somme de 500 EUR par mois correspondant à l'occupation et une participation aux coûts énergétiques.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la LEtutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Leopold II-laan 170 - Aangekocht goed in het kader van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold » - Gebruik van de lokalen op de eerste verdieping door de Mission Locale van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente in het kader van Duurzaam Wijkcontract « Rond Leopold » een goed heeft aangekocht dat gelegen is in de Leopold II-laan 170;

Overwegende dat de Mission Locale de lokalen op de eerste verdieping wil

gebruiken om er activiteiten te ontwikkelen die verband houden met sociaal-professionele inschakeling ;

Overwegende dat er een bruikleenovereenkomst moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de Mission Locale van Sint-Jans-Molenbeek voor een tot 31 december 2013 beperkte duur met de mogelijkheid van een stilzwijgende verlenging met periodes van 3 maanden ;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in de storting van een gebruiksrecht van 500 EUR per maand die het gebruik en de deelname in de energiekosten inhoudt ;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 3 juli 2013 ;

B E S L U I T :

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het bruikleen van de lokalen op de eerste verdieping van het gebouw gelegen in de Leopold II-laan 170 door de Mission Locale van Molenbeek in het kader van Duurzaam Wijkcontract « Rond Leopold » goed te keuren;

Artikel 2 :

Het bedrag van het gebruiksrecht vast te leggen op 500 EUR per maand wat overeenkomt met het gebruik en een deelname in de energiekosten.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0012# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

Boulevard Léopold II, 170 – Bien acquis dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold » – Occupation de locaux du rez-de-chaussée par l'ABEF.

LE CONSEIL,

Considérant que, dans le cadre du Contrat de quartier durable « Autour de Léopold », la Commune a acquis un bien situé boulevard Léopold II 170 ;

Considérant que le dossier de base de ce contrat de quartier comporte l'opération MO.3 : Soutien méthodologique et accompagnement scolaire ;

Considérant que dans le cadre de cette opération, l'ASBL Association Bruxelloise d'Entraide et de Formations (ABEF) souhaite occuper le rez-de-chaussée afin d'apporter un soutien scolaire réservé aux rhétoriciens et universitaires ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation précaire entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL ABEF pour une durée limitée au 31 décembre 2013 avec possibilité de reconduction tacite par période de 3 mois ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 200 EUR par mois comprenant l'occupation et une participation aux coûts énergétiques ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire par l'ASBL Association Bruxelloise d'Entraide et de Formations (ABEF), des locaux du rez-de-chaussée du bâtiment sis boulevard Léopold II, 170 dans le cadre du Contrat de Quartier durable « Autour de Léopold » ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation à la somme de 200 EUR par mois correspondant à l'occupation et une participation aux coûts énergétiques.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Leopold II-laan 170 – Aangekocht goed in het kader van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold » – Gebruik van de lokalen op de gelijkvloerse verdieping door de ABEF.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente in het kader van Duurzaam Wijkcontract « Rond Leopold » een goed heeft aangekocht dat gelegen is in de Leopold II-laan 170;

Overwegende dat het basisdossier van dit Wijkcontract “ingreep MO.3 :

Methodologische hulp en schoolbegeleiding” omvat ;
Overwegende dat in het kader van deze ingreep, de VZW Association Bruxelloise d’Entraide et de Formations (ABEF) de gelijkvloerse verdieping wil gebruiken om schoolhulp te bieden die is voorbehouden voor leerlingen van de retorica en universitairen ;
Overwegende dat er een bruikleenovereenkomst moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de VZW ABEF voor een tot 31 december 2013 beperkte duur met de mogelijkheid van een stilzwijgende verlenging met periodes van 3 maanden ;
Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in de storting van een gebruiksrecht van 200 EUR per maand die het gebruik en de deelname in de energiekosten inhoudt ;
Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;
Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

B E S L U I T :

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het bruikleen van de lokalen op de gelijkvloerse verdieping van het gebouw gelegen in de Leopold II-laan 170 door de VZW Association Bruxelloise d’Entraide et de Formations (ABEF) in het kader van Duurzaam Wijkcontract « Rond Leopold » goed te keuren;

Artikel 2 :

Het bedrag van het gebruiksrecht vast te leggen op het bedrag van 200 EUR per maand wat overeenkomt met het gebruik en een deelname in de energiekosten.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0013# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

Convention d’occupation précaire de la péniche communale.

LE CONSEIL

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean est propriétaire d'une péniche depuis décembre 2012 ;

Considérant que la péniche sera amarrée dans le port de Bruxelles dès la fin juillet 2013 jusqu'en décembre 2014 ;

Considérant que dès lors la péniche devra être occupée par mesures de sécurité et afin d'en assurer l'entretien ;

Considérant que la péniche comprend un logement qui peut accueillir un concierge ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation précaire entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et un occupant qui pourra faire office de concierge pour une durée limitée au 31 décembre 2014 ;

Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation et la prise en charge par l'occupant des coûts énergétiques ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 24.07.2013 ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire de la péniche communale par une personne faisant office de concierge ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation et la prise en charge par l'occupant des coûts énergétiques.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst voor het bruikleen van het gemeentelijke woonschip.

DE RAAD

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is van een woonschip sinds december 2012 ;

Overwegende dat het woonschip wordt vastgemeerd in de haven van Brussel vanaf juli 2013 tot en met décembre 2014 ;

Overwegende dat het woonschip dus moet worden voorzien van veiligheidsmaatregelen om het onderhoud te verzekeren ;

Overwegende dat het woonschip een woning bevat waarin een conciërge kan worden ondergebracht;

Overwegende dat er een bruikleenovereenkomst moet worden gesloten tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en een gebruiker die als conciërge dienst kan doen voor de beperkte duur tot en met 31 december 2014 ;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het gebruik gratis is en dat de energiekosten voor rekening zijn van de gebruiker ;

Overwegende dat deze overeenkomst is voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen d.d. 24.07.2013;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het bruikleen van het gemeentelijke woonschip door een persoon die dienst doet als conciërge goed te keuren;

Artikel 2 :

Goed te keuren dat het gebruik gratis is en dat de energiekosten voor rekening zijn van de gebruiker.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0014# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

Convention entre la Commune et le Port de Bruxelles relative à l'occupation par la péniche communale du Quai aux Matériaux.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean est propriétaire d'une péniche depuis décembre 2012 ;

Considérant que la péniche devra être amarrée dans le port de Bruxelles dès la fin juillet 2013 jusqu'en décembre 2014 ;

Considérant qu'après contact avec celui-ci, le Port de Bruxelles propose que la péniche occupe le Quai des Matériaux ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation

entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et le Port de Bruxelles pour une durée limitée au 31 décembre 2014 ;
Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation ;
Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 24.07.2013 ;

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver le projet de convention entre la Commune et le Port de Bruxelles relative à l'occupation gratuite par la péniche communale du Quai aux Matériaux jusqu'au 31.12.2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst tussen de Gemeente en de Haven van Brussel met betrekking tot het gemeentelijke woonschip dat wordt aangemeerd aan de Materialenkaai.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is van een woonschip sinds december 2012 ;

Overwegende dat het woonschip wordt aangemeerd in de haven van Brussel vanaf juli 2013 tot en met december 2014;

Overwegende dat na onderhoud met de Haven van Brussel de betrokken voorstelt dat het woonschip aan de Materialenkaai wordt aangemeerd;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden gesloten tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Haven van Brussel voor een beperkte duur tot en met 31 december 2014 ;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het gebruik van de kaai door het aangemeerde woonschip gratis is ;

Overwegende dat deze overeenkomst is voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen d.d. 24.07.2013;

B E S L U I T

Enig artikel :

De ontwerpovereenkomst tussen de Gemeente en de Haven van Brussel met betrekking tot het gratis gebruik van de Materialenkaai door het aangemeerde gemeentelijke woonchip, goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0015# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

Rue du Jardinier, 77-79 – Bien acquis dans le cadre du contrat de quartier Ateliers-Mommaerts – Occupation de locaux par l'a.s.b.l. AMPHORA.

Le point est reporté à la prochaine réunion.

Hovenierstraat 77-79 – Goed aangekocht in het kader van wijkcontract Werkhuizen-Mommaerts – Gebruik van de lokalen door de v.z.w. AMPHORA.

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

#012/28.08.2013/A/0016# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

Rue du Jardinier, 77-79 – Bien acquis dans le cadre du contrat de quartier Ateliers-Mommaerts – Occupation de locaux par l'a.s.b.l. LES pour le projet « Maison de la Femme».

Le point est reporté à la prochaine réunion.

Hovenierstraat 77-79 – Goed aangekocht in het kader van wijkcontract Werkhuizen-Mommaerts – Gebruik van de lokalen door de v.z.w. LES voor het project « Maison de la Femme ».

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

#012/28.08.2013/A/0017# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Contrat de Quartier Cinema Belle-Vue – FEDER 2013 – PGV –

Réhabilitation partielle du site Bellevue – Terrain vague situé entre la rue Evariste Pierron et la rue Brunfaut – Cadastré Division 2 Section B 495/E/2 et Division 2 Section B 495/F/2 – Négociation de l'acquisition.

LE CONSEIL :

Vu la notification du 28 novembre 2008 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale octroyant une subvention de 2.750.000,00 euro à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « Espace Hôtelier Bellevue » dans le cadre de la programmation Feder 2013 (Projet P22-14) ;

Vu la notification du 01/09/2008 de la décision du Gouvernement fédéral du 22 juillet 2008 acceptant l'avenant 2008 à la convention 2005-2007 de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un nouveau projet « 1.1.2 Espace Hôtelier Bellevue » pour un montant d'investissement de 400.000 euros ;

Vu la notification du 01/06/2009 de la décision du Gouvernement fédéral du 03 avril 2009 acceptant la convention « Contrat Ville Durable 2009 » de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un projet « 5. Opérations visant à intensifier les mécanismes économiques sur le territoire communal » pour un montant d'investissement de 1.100.000 euros, dont minimum 370.000 euros pour l'opération « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Vu la notification du 23/07/2010 de la décision du Gouvernement fédéral du 25 juin 2010 acceptant la convention « Avenant 2010 au Contrat Ville Durable 2009 » de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un projet « 5. Opérations visant à intensifier les mécanismes économiques sur le territoire communal » pour un montant d'investissement de 50.000 euros, dont minimum 25.000 euros pour l'opération « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Vu la notification du 7 mars 2011 de la décision du Gouvernement fédéral du 3 décembre 2010 acceptant la convention « Avenant 2011 à l'Avenant Ville Durable 2010 » de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un projet « 5. Opérations visant à intensifier les mécanismes économiques sur le territoire communal » pour un montant d'investissement de 2 fois 12.500 euros, dont minimum 2 fois 6.250 euros pour l'opération « Espace Hôtelier Bellevue » ;

Vu la décision du 10/12/2009 du Gouvernement régional approuvant le programme quadriennal de revitalisation des quartiers « Cinéma Belle-Vue » pour un montant global de 10.892.662 € à charge de la Région (dont l'opération n° 5a.6 pour la réhabilitation partielle de l'ancien site industriel « Brasseries Bellevue » - opération « Espace hôtelier Bellevue ». / budget : 350.000 €);

Considérant que les parcelles, cadastrées Division 2 section B 495/E/2 et Division 2 section B 495/F/2, sises entre la rue Evariste Pierron et la rue Brunfaut, sont reprises aux cartes cadastrales et qu'elles disposent de potentialités favorables en ce qui concerne les surfaces ;

Considérant que l'acquisition de ces parcelles est nécessaire pour le développement du site Bellevue réhabilité;

Considérant que la parcelle sera utilisée dans le cadre du 'Projet 4: Activation via le travail et lutte contre la pauvreté', faisant partie de la convention PGV 2013, dont le programme a été approuvé par le Collège du Bourgmestre et Echevins en date du 20 février 2013, et plus particulièrement pour l'installation d'un potager partagé;

Considérant que la parcelle servira également pour la mise en place de sondes géothermiques ayant comme fonction la régularisation de la température du site Bellevue;

Vu l'estimation des parcelles susmentionnées en date du 14 février 2013 par le receveur du Bureau de l'Enregistrement de Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de **56.100,00 EUR** (parcelle Division 2 Section B 495/E/2) et **10.890,00 EUR** (parcelle Division 2 Section B 495/F/2);

Considérant qu'en application de l'article 7 de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation des quartiers, toute acquisition d'immeuble nécessaire à la réalisation d'un programme de revitalisation peut être réalisée par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Considérant que dans le chapitre IV de la circulaire du Gouvernement provincial du Brabant du 22 mars 1982 il est autorisé d'inclure dans le prix une indemnité de remplacement si le bien est « expropriable » ;

Considérant que le présent dossier autorise une indemnité de 19 %, soit 12.728,10 EUR, et que le montant total de la dépense pour l'acquisition des parcelles susmentionnées est dès lors estimé à **79.718,10 EUR** ;

Considérant que ces parcelles appartiennent à la Régie foncière;

Considérant que les crédits nécessaires, soit **79.718,10 euro** sont inscrits à l'article 9301/711/60 (terrain) du budget extraordinaire de l'exercice en cours et que la dépense sera couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, de la PGV, des fonds Feder 2013 et le solde sur fonds d'emprunt

DECIDE

Article 1 :

D'approuver le principe de l'acquisition par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean des biens, sis entre la rue Evariste Pierron et la rue Brunfaut et cadastrés Division 2 section B 495/E/2 et Division 2 section B 495/F/2, appartenant à la Régie foncière, dans le cadre de la réhabilitation partielle du site Bellevue, pour un montant maximal de 79.718,10 EUR ;

Article 2:

D'engager la dépense de 79.718,10 EUR à l'article 9301/711/60 (terrain) du

budget extraordinaire de l'exercice en cours;

Article 3:

De couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Bellevue, de la PGV, des fonds feder 2013 et le solde par fonds d'emprunts ;

Article 4:

De désigner le comité d'acquisition (Bruxelles II) en vue de passer l'acte authentique.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Wijkcontract Cinema Belle-Vue – EFRO 2013 – Grootstedenbeleid –
Gedeeltelijke renovatie van de Bellevue-site – Braakliggend terrein gelegen
tussen de Evariste Pierronstraat en de Brunfautstraat – Gekadastreerd
Afdeling 2 Sectie B 495/2/E en Afdeling 2 Sectie B 495/2/F –
Onderhandeling van de aankoop.**

DE RAAD :

Gezien de betekening op 28 november 2008 van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een subsidie toekent van 2.750.000,00 euro aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van de uitvoering van haar project « Espace Hôtelier Bellevue » in het kader van het programma Efro 2013 (Project P22-14) ;

Gezien de betekening op 01/09/2008 van de beslissing van de Federale Regering van 22 juli 2008 die het aanhangsel 2008 aanvaardt bij de overeenkomst 2005-2007 van het Grootstedenbeleid met de invoering van een nieuw project « 1.1.2 Espace Hôtelier Bellevue » voor een investeringsbedrag van 400.000 euro;

Gezien de betekening op 01/06/2009 van de beslissing van de Federale Regering van 03 april 2009 die de overeenkomst « Overeenkomst Duurzame Stad 2009 » van het Grootstedenbeleid aanvaardt met invoering van een project « 5. Ingrepes met het oog op het intensifiëren van de economische mechanismen over het gemeentelijk grondgebied » voor een investeringsbedrag van 1.100.000 euro, waarvan minstens 370.000 euro voor ingreep « Espace Hôtelier Bellevue »;

Gezien de betekening op 23/07/2010 van de beslissing van de Federale regering van 25 juni 2010 dat de overeenkomst « Aanhangsel 2010 bij Overeenkomst Duurzame Stad 2009 » van het Grootstedenbeleid aanvaardt met invoering van een project « 5. Ingrepes met het oog op het intensifiëren van de economische mechanismen over het gemeentelijk grondgebied » voor een investeringsbedrag van 50.000 euro, waarvan minstens 25.000 euro voor ingreep « Espace Hôtelier Bellevue »;

Gezien de betekening op 7 maart 2011 van de beslissing van de Federale regering van 3 december 2010 dat de overeenkomst « Aanhangsel 2011 bij het Aanhangsel Duurzame Stad 2010 » van het Grootstedenbeleid aanvaardt met invoering van een project « 5. Ingrepes met het oog op het intensificeren van de economische mechanismen over het gemeentelijk grondgebied » voor een investeringsbedrag van 2 maal 12.500 euro, waarvan minstens 2 maal 6.250 euro voor de ingreep « Espace Hôtelier Bellevue »;

Gezien de beslissing van 10/12/2009 van de Gewestelijke regering houdende goedkeuring van het vierjarenprogramma van de herwaardering van de wijken « Cinema Belle-Vue » voor een totaalbedrag van 10.892.662 € ten laste van het Gewest (waarvan ingreep_nr. 5a.6 voor de gedeeltelijke renovatie van de voormalige industriële site « Brouwerij Bellevue » - ingreep « Espace hôtelier Bellevue » / budget : 350.000 €);

Overwegende dat de percelen, gekadastreerd Afdeling 2 Sectie B 495/E/2 en Afdeling 2 Sectie B 495/F/2, gelegen tussen de Evariste Pierronstraat en de Brunfautstraat, op de kadastrale kaarten worden vermeld en dat ze een gunstige gelegenheid bieden wat betreft grondoppervlakten;

Overwegende dat de aankoop van deze percelen noodzakelijk is voor de ontwikkeling van de gerenoveerde Bellevue-site;

Overwegende immers dat het perceel zal worden gebruikt in het kader van ‘Project 4: Activering via het werk en de armoedebestrijding’, behorend tot de Grootstedenbeleid-conventie van 2013, waarvan het programma werd goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen op 20 februari 2013, en meer in het bijzonder voor de installatie van een gedeelde moestuin;

Overwegende dat het perceel eveneens zal worden gebruikt voor het plaatsen van geothermische sondes die zullen dienen ter regulatie van de temperatuur in de Bellevue-site;

Gezien de raming van de bovenvermelde percelen op 14 februari 2013 door de Ontvanger van het Registratiekantoor van Sint-Jans-Molenbeek voor een bedrag van **56.100,00 euro** (perceel Afdeling 2 Sectie B 495/E/2) en **10.890,00 euro** (perceel Afdeling 2 Sectie B 495/F/2);

Overwegende dat in toepassing van artikel 7 van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, elke verwerving van onroerende goederen vereist voor de uitvoering van een stedelijk herwaarderingsprogramma door onteigening ten algemeen nutte tot stand kan worden gebracht;

Overwegende dat in hoofdstuk IV van de omzendbrief van het Provinciebestuur van Brabant van 22 maart 1982 het toegelaten is om een wederbeleggingsvergoeding bij de prijs te voegen, als het goed mag “onteigend” worden;

Overwegende dat het onderhavige dossier een wederbeleggingsvergoeding van 19 % toelaat, hetzij 12.728,10 euro, en dat het totale bedrag van de uitgave voor de verwerving van bovenvermelde percelen dus geraamd wordt op **79.718,10 euro**;

Overwegende dat deze percelen toebehoren aan de Grondregie;

Overwegende dat de nodige kredieten, hetzij **79.718,10 euro**, zijn ingeschreven

op artikel 9301/711/60 (terrein) van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en dat de uitgave wordt gedekt door de in het kader van Wijkcontract Cinéma Bellevue toegekende subsidies, door GSB, dorr Efro 2013 en het saldo door leningsgelden;

BESLUIT

Artikel 1 :

Het principe voor de aankoop door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van de onroerende goederen gelegen tussen de Evariste Pierronstraat en de Brunfautstraat en gekadastreerd Afdeling 2 Sectie B 495/E/2 en Afdeling 2 Sectie B 495/F/2, in eigendom van de Grondregie, in het kader van de gedeeltelijke herwaardering van de Bellevuesite voor een maximumbedrag van 79.718,10 euro goed te keuren;

Artikel 2:

De uitgave voor een bedrag van 79.718,10 euro aan te rekenen op artikel 9301/711/60 (terrein) van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar;

Artikel 3:

De uitgave te dekken door de in het kader van Wijkcontract Cinéma Bellevue toegekende subsidies, door GSB, door Efro 2013 en het saldo door leningsgelden;

Artikel 4:

Het aankoopcomité (Brussel II) aan te stellen met het oog op het verlijden van de authentieke akte.

Verzending van onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0018# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II – Modification du règlement «enveloppe de quartier».

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine) du 27 mai 2010;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2012 (séance du 13 décembre 2012) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme quadriennal du Contrat de Quartier Durable Autour de Léopold II;

Considérant que le projet « Enveloppe de quartier est inscrit au programme du Contrat de quartier durable au niveau des projets socio-économiques, pour un montant total de EUR. 120.000 ;

Considérant que l'approbation du règlement a été approuvée le 14 août 2012 par le Collège échevinal ;

Considérant que certaines modifications ont été apportées au dit règlement ;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver le règlement en annexe.

Une copie de la présente délibération ainsi que le dossier complet sera transmise aux autorités subsidiantes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gesubsidieerde projecten- Duurzaam wijkcontract Rond Leopold –
Wijziging van het reglement «wijkenveloppe».**

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2012 (zitting van 13 december 2012) waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het vierjarig programma van Duurzaam wijkcontract Rond Leopold goedkeurt;

Overwegende dat het project « Wijkenveloppe » is ingeschreven op het programma van het Duurzaam wijkcontract op het vlak van de sociaal-economische projecten, voor een totaal bedrag van 120.000 EUR;

Overwegende dat het reglement op 14 augustus is goedgekeurd door het Schepencollege ;

Overwegende dat er aan dit reglement bepaalde wijzigingen werden aangebracht ;

BESLUIT:

Enig artikel:
Het reglement in bijlage goed te keuren.

Een kopie van deze beraadslaging alsook het volledige dossier zullen worden overgemaakt aan de subsidiërende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0019# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de Quartier Ecluse - Saint-Lazare - Op 5b7 - Antenne de quartier
- Convention WAQ Imelda.**

LE CONSEIL,

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale du 23 décembre 2008 (séance du 18 décembre 2008) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale approuve le programme quadriennal du contrat de quartier « Ecluse – Saint-Lazare »

Considérant que ledit programme prévoit l'opération 5b.7 – Antenne de Quartier qui veut créer un lieu de rencontre pour les habitants du quartier et qui, dans ce but, dispose des locaux Chaussée de Ninove 122 ;

Considérant que l'Ecole primaire Imelda (située 130 chaussée de Ninove) cherche un local pour pouvoir organiser des activités pédagogiques (échec, musique, etc) pour ses élèves pendant l'heure de table ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'Ecole Imelda pour une durée d'une année scolaire, de septembre 2013 à juin 2014 ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques qui a marqué son accord quant à son contenu ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 31 juillet 2013 ;

D E C I D E:

Article unique :

De prendre connaissance et d'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée d'une année scolaire par l'Ecole Imelda de locaux sis dans le bâtiment communal se trouvant chaussée de Ninove 122.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

**Wijkcontract Sluis - Sint-Lazarus - Wijkantenne - Gebruiksovereenkomst
WAQ Imelda.**

DE RAAD,

Gezien de betekening van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2008 (zitting van 18 december 2008) waarmee het vierjarig programma van Wijkcontract Sluis - Sint-Lazarus wordt goedgekeurd ;

Gezien dit programma in een wijkantenne (ingreep 5b.7) voorziet, die een ontmoetingsplaats wil creëren voor de bewoners van de wijk en die daarvoor beschikt over de lokalen van het pand gelegen in de Ninoofsesteenweg 122 ;

Gezien de Imelda Basisschool (Ninoofsesteenweg 130) op zoek is naar een lokaal om pedagogische activiteiten aan te bieden aan haar leerlingen tijdens de middagpauze (schaken, muziek, etc) ;

Overwegende dat en een gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de Imelda Basisschool voor de duur van één schooljaar; _

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken die akkoord is gegaan met de inhoud ervan ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 31 juli 2013 ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Kennis te nemen van de ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de Imelda Basisschool van de lokalen gelegen in het gemeentelijke gebouw dat zich bevindt in de Ninoofsesteenweg 122, voor een periode van 1 schooljaar, en deze goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0020# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

PGV – Habitat Solidaire Séniors – Terrain inoccupé sis à l'angle de la rue de la Campine et de la rue Van Malder – Cadastré Division 3 Section B 820 w7 – Négociation de l'acquisition.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collèges des Bourgmestre et Echevins en date du 20 février 2013 décidant entre autres:

- d'approuver les termes du projet de convention Politique des Grandes Villes 2013 (période allant du 1er janvier au 31 décembre 2013) à introduire à la Politique Fédérale des Grandes Villes (SPP Intégration Sociale) ;
- d'approuver le tableau financier détaillé présentant le budget alloué à chaque opération ;

Considérant que le Projet Habitat Solidaire Sénior est un des projets à mettre en place dans le cadre de la Convention Politique des Grandes Villes 2013;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 2 mai 2013 décidant entre autres:

- d'approuver la fiche de projet concernant le Projet Habitat Solidaire Sénior;

Considérant que l'acquisition d'un terrain est nécessaire pour la réalisation dudit projet;

Considérant que la parcelle, cadastrée Division 3 Section B 820 w7, sise à l'angle de la rue de la Campine et de la rue Van Malder, est reprise aux cartes cadastrales et qu'elle dispose de potentialités favorables en ce qui concerne la surface;

Vu l'estimation de la parcelle susmentionnée en date du 19 juin 2013 par le Receveur du Bureau de l'Enregistrement de Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de **156.000,00 EUR** ;

Considérant que dans le chapitre IV de la circulaire du Gouvernement provincial du Brabant du 22 mars 1982 il est autorisé d'inclure dans le prix une indemnité de remplacement si le bien est « expropriable » ;

Considérant que le présent dossier autorise une indemnité de 17,5 %, soit **27.300,00 EUR**, et que le montant total de la dépense pour l'acquisition du bien est dès lors estimé à **183.300,00 EUR** ;

Considérant que les crédits nécessaires, soit **183.300,00 EUR**, sont inscrits à l'article 9301/711/60 (terrain) du budget extraordinaire de l'exercice en cours et que la dépense sera couverte par les subsides octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes et le solde sur fonds d'emprunt

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver le principe de l'acquisition par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean du bien sis à l'angle de la rue de la Campine et de la rue Van Malder, cadastré Division 3 Section B 820 w7, dans le cadre de l'Habitat Solidaire Sénior, pour un montant maximal de 183.300,00 EUR;

Article 2:

D'engager la dépense de 183.300,00 EUR à l'article 9301/711/60 (terrain) du budget extraordinaire de l'exercice en cours;

Article 3:

De couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes et le solde par fonds d'emprunt ;

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Grootstedenbeleid – Solidair wonen voor senioren – Braakliggend terrein gelegen op de hoek van de Kempenstraat met de Van Malderstraat – Gekadastreerd Afdeling 3 Sectie B 820 w7 – Onderhandeling van de aankoop.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 20 februari 2013 waarin onder andere wordt besloten:

- de bepalingen van het voorstel van conventie ‘Grootstedenbeleid 2013 (periode gaande van 1 januari tot 31 december)’ goed te keuren en in te dienen bij de Federale dienst Grootstedenbeleid (POD Maatschappelijke integratie);
- de gedetailleerde financiële tabellen goed te keuren waarin het budget dat aan elk project zal worden besteed, wordt weergegeven;

Overwegende dat één van de te creëren projecten in het kader van de Grootstedenbeleid-conventie 2013 het project Solidair Wonen voor senioren is; Gezien de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 2 mei 2013 waarin onder andere wordt besloten:

- de projectfiche betreffende het project Solidair Wonen voor senioren goed te keuren;

Overwegende dat voor het verwezenlijken van het project een terrein moet worden aangekocht;

Overwegende dat het perceel, gekadastreerd Afdeling 3 Sectie B 820 w7, gelegen op de hoek van de Kempenstraat met de Van Malderstraat, op de kadastrale kaarten wordt vermeld en dat het een gunstige gelegenheid biedt wat betreft de oppervlakte;

Gezien de raming van het bovenvermelde perceel op 19 juni 2013 door de Ontvanger van het Registratiekantoor van Sint-Jans-Molenbeek voor een bedrag van **156.000 euro**;

Overwegende dat in hoofdstuk IV van de omzendbrief van het Provinciebestuur van Brabant van 22 maart 1982 het toegelaten is om een wederbeleggingsvergoeding bij de prijs te voegen, als het goed mag “onteigend” worden;

Overwegende dat het onderhavige dossier een wederbeleggingsvergoeding van 17,5 % toelaat, hetzij **27.300,00 euro**, en dat het totale bedrag van de uitgave voor de verwerving van het vastgoed dus geraamd wordt op **183.300,00 euro**;

Overwegende dat de nodige kredieten, hetzij **183.300,00 euro**, zijn ingeschreven op artikel 9301/711/60 (terrein) van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en dat de uitgave wordt gedekt door toegekende subsidies in het kader van het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het principe van de aankoop door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van de onroerende goederen gelegen op de hoek van de Kempenstraat met de Van Malderstraat en gekadastreerd Afdeling 3 Sectie B 820 w7, in het kader van Solidair Wonen voor senioren voor een maximumbedrag van 183.300,00 euro goed te keuren;

Artikel 2:

De uitgave voor een bedrag van 183.300,00 euro aan te rekenen op artikel 9301/711/60 (terrein) van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar;

Artikel 3:

De uitgave te dekken door toegekende subsidies in het kader van het grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden;

Verzending van onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0021# Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten

Projets Subsidiés - Contrat de quartier Rives Ouest - Projet Beliris (Op 4,5 (P20) & 4,9 (R31)) - Marché public de travaux - marché conjoint - Réengagement de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 28 avril 2011 portant décision :

- De prendre connaissance du projet de protocole et d'approver les termes de celui-ci tel que proposé par l'Etat Fédéral, projet rubriqué « 4.1.34 Contrat de Quartier 2008-2011 Rives Ouest à Molenbeek-Saint-Jean »,
- D'approver le principe de la délégation par Beliris à la Commune de la « Maîtrise d'ouvrage déléguée » pour les études et « Maîtrise d'ouvrage » pour les Travaux ;
- D'approver le principe d'un marché conjoint et de charger l'Etat fédéral

via son administration « Service Public Fédéral Mobilité et Transports » de la passation et du contrôle du marché au nom de la commune (pour les initiatives liées au volet 4 (R31 et P20),

Considérant que le protocole susmentionné prévoyait un montant pour lesdites opérations de 916.575 euros tvac ;

Considérant que la différence est à charge de la commune dans le cadre du Contrat de Quartier Rives Ouest ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 17 novembre 2011 portant décision :

- De prendre connaissance du dossier d'adjudication pour le marché de travaux pour les opérations de voiries 4.5 (P20) et 4.9 (R31) fourni pour information par Beliris dans le cadre de l'organisation du marché conjoint tel qu'approuvé par décision du Conseil communal du 28/04/2011,

- d'approuver la dépense estimée à 772.353 euros htva, soit 934.547,13 euros TVAC ;

- d'imputer un montant de 110.000 euros à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire en cours, de le couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du CQ Rives Ouest et le solde par des fonds d'emprunt.

Considérant que ce marché n'a pas pu être attribué avant le 31 décembre 2011 et qu'il faut par conséquent réengager la dépense sur le budget 2013 ;

Considérant que les crédits sont inscrits à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu les articles 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver la dépense estimée à 772.353 euros htva, soit 934.547,13 euros TVAC pour l'exécution des travaux relatifs à cette opération ;

Article 2 :

D'engager un montant de 110.000 euros à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire en cours, de le couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du CQ Rives Ouest et le solde par des fonds d'emprunt.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux autorités de Tutelle (APL & AATL).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gesubsidieerde Projecten – Wijkcontract West Oevers - Belirisproject
(Ingreep 4,5 (P20) & 4,9 (R31)) – Overheid opdracht van werken -
Gezamenlijke opdracht - Herinschrijving van de uitgave.**

DE RAAD :

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 april 2012 houdende beslissing :

- Kennis te nemen van het protocolontwerp, onder rubriek « 4.1.34 Wijkcontract 2008-2011 West Oevers te Sint-Jans-Molenbeek », en er de bepalingen van goed te keuren zoals die werden voorgesteld door de Federale Overheid,
- Het principe goed te keuren van de delegatie door Beliris aan de Gemeente van de bevoegdheid van « gedelegeerd Bouwheer » voor de studies en de bevoegdheid van « Bouwheer » voor de werken ;
- Het principe van een gezamelijke overheidsopdracht goed te keuren en de Federale Overheid via haar “Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer” te belasten met de gunning en de controle van de overheidsopdracht in naam van de gemeente (voor de initiatieven gekoppeld aan luik 4 (R31 en P20), Overwegende dat het bovenvermelde protocol een bedrag van 916.575 EUR btw incl. voorziet voor de vermelde ingrepen;
- Overwegende dat het verschil ten laste van de gemeente valt in het kader van Wijkcontract West Oevers ;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2011 houdende beslissing :

- Kennis te nemen van het aanbestedingsdossier van de overheidsopdracht voor werken voor de ingrepen aan het wegennet 4.5 (P20) en 4.9 (R31) dat ter informatie is aangeleverd door Beliris in het kader van de organisatie van de samengevoegde opdracht zoals goedgekeurd door de beslissing van de Gemeenteraad van 28/04/2011;
- De uitgave goed te keuren die geraamd is op 772.353,00 EUR btw excl., hetzij 934.547,13 EUR btw incl.
- Een bedrag van 110.000,00 EUR in te schrijven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar, het te dekken door de in het kader van Wijkcontract West Oevers toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden.

Overwegende dat deze opdracht niet kon worden gegund voor 31 december 2011 en dat de uitgave bijgevolg opnieuw moet worden aangerekend op het budget van 2013;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en dat de uitgave gedekt wordt door verscheidene subsidies en het saldo door leningsgelden;

Gezien artikel 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1

De uitgave goed te keuren die geraamd is op 772.353,00 EUR btw excl., hetzij 934.547,13 EUR btw incl. voor de uitvoering van de werken betreffende deze ingreep.

Artikel 2

Een bedrag van 110.000,00 EUR in te schrijven op artikel 9301/731/60 van de

buitengewone begroting van het lopende dienstjaar, het te dekken door de in het kader van Wijkcontract Westoevers toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden.

Verzending van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de Toezichthoudende overheid (BPB & BROH)

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0022# Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken

Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 – Marchés publics – Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins – CC13.0038.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17§2-1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 24 juillet 2013 - Travaux Publics – Renforcement de la climatisation du local serveur de la salle informatique et placement d'un système d'alarme à la maison communale – Projet - 29.000,00 EUR TVAC - Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 - Fonds d'emprunt ;
- 17 juillet 2013 - Travaux Publics – Travaux à l'école communale n°9 - rue du Gulden Bodem, 2 – Placement d'un boitier d'impulsion et remplacement des compteurs électriques – Marché de travaux - 3.114,54 EUR TVAC - Art. 7220/125/06 du budget ordinaire de l'exercice 2013;
- 26 juin 2013 - Travaux Publics - Ecole 13bis, rue des Béguines, 101 – Marché de travaux relatif à la fourniture et au placement de deux classes pavillonnaires et d'un sanitaire central – Projet - 81.000,00 EUR TVAC – art. 7220/723/60 budget extraordinaire de l'exercice 2013 - Fonds d'emprunt ;

DECIDE :

Article unique:

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 – Overheidsopdrachten –
Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en
Schepenen – GR13.0038.**

DE RAAD :

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 17§2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

**WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN
HET COLLEGE :**

- 24 juli 2013 – Werken Openbare – Versterking van de airconditioning van het serverlokaal van de informaticazaal en installatie van een alarmsysteem in het gemeentehuis – Ontwerp - 29.000,00 EUR BTW inbegrepen - Art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – leningsgelden ;
- 17 juli 2013 – Werken Openbare – Werken aan de Gemeenteschool nr. 9 - Gulden Bodemstraat, 2 – Installatie van een impulsoverbrenger en vervanging van de elektriciteitsmeters – Werken opdracht - 3.114,54 EUR BTW inbegrepen - Art. 7220/125/06 van de gewone begroting van dienstjaar 2013
- 26 juni 2013 - Werken Openbare - School 13bis, Begijnenvest 101 - Opdracht van werken met betrekking tot de levering en installatie van twee paviljoenklassen en van een centraal sanitair - Ontwerp - 81.000,00 EUR BTW inbegrepen – art. 7220/723/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – leningsgelden ;

BESLUIT :

Enig artikel:

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0023# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 – Marchés publics – Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins – CC13.0037.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 236§2 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la modification de marchés publics en cours entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10%, en vertu des art. 7 et 8 de l'A. R. du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

EST INFORMÉ DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 24 juillet 2013 – Travaux Publics – Restauration des galeries funéraires du Cimetière communal – Travaux de stabilisation d'ornement – Adaptation de la dépense - 1.623,82 EUR TVAC – Art. 8780/725/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Plan triennal 2007-2009 – Projet n° 05 – Rénovation complète de la voirie et des trottoirs lot 1 et lot 2 – Adaptation de la dépense – 50.078,90 EUR TVAC - Art. 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Plan triennal 2007-2009 – Projet n° 05 – Rénovation complète de la voirie et des trottoirs lot 1 et lot 2 – Adaptation de la dépense – 65.313,97 EUR TVAC - Art. 4210/731/60/10 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Marché de services d'auteur de projet en vue de la rénovation lourde et du réaménagement des hangars de la rue de l'Intendant, 63/65 et de l'ensemble du bien immobilier situé rue des Quatre-Vents, 25/31 – Adaptation de la dépense – 9.584,48 EUR TVAC - Art. 1370/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;

- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Marché de service relatif à la mission d'étude d'un nouveau réseau de caméras de vidéosurveillance sur le territoire communal – Adaptation de la dépense - Avenant n°1 au cahier spécial des charges – 12.705,00 EUR TVAC - Art. 4210/741/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Rénovation lourde et réaménagement des hangars de la rue de l'Intendant, 63/65 – Adaptation de la dépense – 340.926,27 EUR TVAC - Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Marché de services relatif à la mission d'auteur de projet en vue de l'aménagement de deux maisons en sept logements au 25-25bis rue des Quatre-Vents – Adaptation de la dépense - Avenant n°1 au cahier spécial des charges – 17.407,37 EUR TVAC - Art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 31 juillet 2013 – Travaux Publics - Marché de services relatif à la mission d'auteur de projet en vue de la construction d'une nouvelle école néerlandophone rue de la Semence – Adaptation de la dépense - Avenant n°2 au cahier spécial des charges – 4.840,00 EUR TVAC - Art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 avril 2013 – Travaux Publics - Marché de travaux d'étanchéisation du mur mitoyen n°38, à la rue Ransfort 40 – Art. 249 de la Nouvelle Loi Communale - adaptation de la dépense – 2.400,00 EUR TVAC ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Marché de travaux d'étanchéisation du mur mitoyen n°38, à la rue Ransfort 40 – Art. 249 de la Nouvelle Loi Communale - Adaptation de la dépense et approbation du décompte – 3.400,00 EUR TVAC - Art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Rue de l'Intendant 63/65 – Remplacement des portes de garage – Adaptation de la dépense – 151,43 EUR TVAC - Art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Rue Doyen Adriaens – Rénovation de l'éclairage et des installation électriques – Adaptation de la dépense – 2.048,34 EUR TVAC - Art. 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;
- 24 juillet 2013 – Travaux Publics - Stade Pévenage – avenue du Château, 1 – Remplacement des grilles pare-ballons – Adaptation de la dépense – 887,50 EUR TVAC - Art. 7640/0724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – Fonds d'emprunt ;

DECIDE :

Article unique:
d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

**Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 – Overheidsopdrachten –
Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en
Schepenen – GR13.0037.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236§2 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen m.b.t. het wijzigen van de aangang zijnde overheidsopdrachten die een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengen krachtens art. 7 en 8 van het K.B. van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Restauratie van de grafgalerijen van de Gemeentelijke begraafplaats - Stabilisatiewerken aan de ornamenten - Aanpassing van de uitgave - 1.623,82 EUR BTW inbegrepen – Art. 8780/725/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 - Leningsgelden;
- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Driejarenplan 2007-2009 - Ontwerp nr. 5 - Volledige heraanleg van de rijweg en de voetpaden perceel 1 en perceel 2 - Aanpassing van de uitgave – 50.078,90 EUR BTW inbegrepen – Art. 4210/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 - Leningsgelden;
- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Driejarenplan 2007-2009 - Ontwerp nr. 5 - Volledige heraanleg van de rijweg en de voetpaden perceel 1 en perceel 2 - Aanpassing van de uitgave – 65.313,97 EUR BTW inbegrepen – Art. 4210/731/60/10 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 - Leningsgelden;

- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Opdracht als projectontwerper met het oog op de zware renovatie en herinrichting van de hangars van de Opzichtersstraat 63/65 en van het geheel van het pand gelegen vierwindenstraat 25/31 - Aanpassing van de uitgave – 9.584,48 EUR BTW inbegrepen – Art. 1370/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 - Leningsgelden;
- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Opdracht met betrekking tot de studieopdracht voor een nieuw netwerk van bewakingscamera's op het gemeentelijk grondgebied - Aanpassing van de uitgave - Bijlage nr. 1 bij het bijzonder bestek – 12.705,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 4210/741/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 - Leningsgelden;
- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Zware renovatie en herinrichting van de hangars in de Opzichtersstraat 63/65 - Aanpassing van de uitgave – 340.926,27 EUR BTW inbegrepen – Art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 - Leningsgelden;
- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Opdracht als projectontwerper met het oog op de inrichting van twee huizen en zeven woningen Vier Windenstraat 25-25bis - Aanpassing van de uitgave - Bijlage nr. 1 bij het bijzonder bestek – 17.407,37 EUR BTW inbegrepen – Art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 - Leningsgelden;
- 31 juli 2013 – Werken Openbare - Opdracht als projectontwerper met het oog op de bouw van een nieuwe Nederlandstalige school in de Zaadstraat - Aanpassing van de uitgave - Bijlage nr. 2 bij het bijzonder bestek – 4.840,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – leningsgelden
- 24 april 2013 – Werken Openbare - Openbare Werken - Overheidsopdracht voor werken inzake het waterdichtmaken van de scheidingsmuur nr. 38 in de Ransfortstraat 40 – Art. 249 van de Nieuwe Gemeentewet – Aanpassing van de uitgave – 2.400,00 EUR BTW inbegrepen.
- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Openbare Werken - Overheidsopdracht voor werken inzake het waterdichtmaken van de scheidingsmuur nr. 38 in de Ransfortstraat 40 – Art. 249 van de Nieuwe Gemeentewet – Aanpassing van de uitgave – 3.400,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden
- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Opzichtersstraat 63/65 - Vervanging van de garagepoorten - Aanpassing van de uitgave – 151,43 EUR BTW inbegrepen – Art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden

- 24 juli 2013 – Werken Openbare - Deken Adriaensstraat - Renovatie van de verlichting en de elektrische installaties - Aanpassing van de uitgave – 2.048,34 EUR BTW inbegrepen - – Art. 9220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – Leningsgelden
- 24 juli 2013 - Werken Openbare - Pevenagestadion - Kasteelstraat 1 - Vervanging van de ballenvangers - Aanpassing van de uitgave – 887,50 EUR BTW inbegrepen – Art. 7640/0724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 – leningsgelden;

BESLUIT :

Enig artikel:
de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0024# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken**

Marché de services relatif à la mission d'auteur de projet en vue de la construction de la nouvelle école néerlandophone primaire et maternelle à la rue Jean-Baptiste Decock, 54 – Projet – CC130041.

LE CONSEIL,

Considérant que pour procéder à la construction d'une nouvelle école maternelle et primaire néerlandophone à la rue Jean-Baptiste Decock, 54, il y a lieu de faire appel à un bureau d'études spécialisé du secteur privé en vue d'établir le projet ;

Considérant que la mission du bureau d'études comporte notamment la recherche d'éventuels subsides ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges ainsi que du projet d'avis de marché établis à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 1.161.600,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;

Considérant que les crédits relatifs aux honoraires sont prévus à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Considérant que la procédure visant à confier à un prestataire extérieur l'étude des projets entre dans le cadre du contrat à titre onéreux et relève du champ

d’application de la réglementation des marchés publics de services au sens des articles 2 et 3 de la Loi du 15.06.2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Considérant que, compte tenu du résultat à atteindre, à savoir la construction d'une nouvelle école maternelle et primaire néerlandophone à la rue Jean-Baptiste Decock, 54, le service des Travaux Publics est dans l'incapacité d'établir des clauses contractuelles techniques avec une précision suffisante pour permettre l'attribution selon la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres ;

Considérant que les dispositions de l'art. 26 §2-3° de la Loi du 15.06.2006 concernant les marchés de services autorisent les pouvoirs adjudicateurs à recourir à la procédure négociée avec publicité lorsque « la nature de la prestation à fournir est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre l'attribution du marché par procédure ouverte ou restreinte » ;

Considérant que les clauses techniques du cahier spécial des charges imposent des obligations de résultats, que dès lors un large champ d'appréciation sera laissé aux soumissionnaires dans les moyens qu'ils pourront mettre en œuvre pour atteindre lesdits résultats ;

Considérant que le présent marché qui vise à désigner un prestataire de services à qui il sera confié l'élaboration du projet fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel des Communautés Européennes ;

Considérant que les critères de sélections qualitatives ont été choisis pour à la fois s'assurer de la capacité technique des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées tout en permettant au plus grand nombre possible de candidats à se voir inviter à déposer une offre ;

Vu les articles 29 à 38 de l'A.R. du 15.07.2011 relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

Vu les art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

D E C I D E :

Article 1:

d'approuver le cahier spécial des charges ainsi que le projet d'avis de marché établis par le service des Travaux Publics relatifs à un marché de services d'auteur de projet en vue de la construction d'une nouvelle école maternelle et primaire néerlandophone à la rue Jean-Baptiste Decock, 54;

Article 2:

d'approuver la dépense globale pour les honoraires estimée à 1.161.600,00 EUR TVAC (montant arrondi) se détaillant comme suit ;

4 x € 2.500,00 pour la rémunération des soumissionnaires présélectionnés ayant remis une offre régulière et non désignés ;

1 x € 1.151.600 pour les honoraires du soumissionnaire désigné ;

Article 3:

d'engager cette dépense à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de la couvrir par des fonds d'emprunt ;

Article 4:

de recourir à la procédure négociée avec publicité européenne.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdracht voor diensten betreffende de ontwerpopdracht met het oog op de bouw van de nieuwe Nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat 54 – Ontwerp – GR130041.

DE RAAD,

Overwegende dat men, om tot de bouw van een nieuwe Nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat 54 over te gaan, een beroep moet doen op een gespecialiseerd studiebureau uit de privésector met het oog op de opstelling van het ontwerp;

Overwegende dat de opdracht van het studiebureau er met name in bestaat naar mogelijke subsidies te zoeken;

Neemt kennis van het bijzonder bestek en van het ontwerp van aankondiging van de opdracht, die hiertoe door de dienst Openbare Werken opgesteld werden;

Overwegende dat de globale uitgave voor de honoraria geraamd kan worden op 1.161.600,00 EUR incl. btw (afgerond bedrag);

Overwegende dat de kredieten met betrekking tot de honoraria voorzien zijn in art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013;

Overwegende dat de procedure die erin bestaat de studie van de ontwerpen aan een externe dienstverlener toe te vertrouwen, in het kader van het contract onder bezwarende titel past en onder het toepassingsgebied valt van de reglementering van de overheidsopdrachten voor diensten in de zin van artikelen 2 en 3 van de Wet van 15.06.2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat de dienst Openbare Werken, rekening houdend met het te behalen resultaat, namelijk de bouw van een nieuwe Nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat, 54, niet in staat is technische contractuele clausules voldoende nauwkeurig op te stellen om de gunning volgens de aanbestedings- of inschrijvingsprocedure mogelijk te maken;

Overwegende dat de bepalingen van art. 26 §2-3° van de Wet van 15.06.2006 betreffende de opdrachten voor diensten de aanbestedende overheden toelaten om een beroep te doen op de onderhandelingsprocedure met bekendmaking wanneer "de te verlenen diensten van die aard zijn dat de specificaties van de opdracht niet voldoende nauwkeurig kunnen worden vastgesteld om de opdracht bij open of beperkte procedure te gunnen.";

Overwegende dat de technische clausules van het bijzonder lastenboek resultaatsverbintenissen opleggen en dat de inschrijvers derhalve over een

ruime keuze beschikken met betrekking tot de middelen die ze kunnen inschakelen om deze resultaten te bereiken;

Overwegende dat deze opdracht, die de aanduiding beoogt van een dienstverlener aan wie de uitwerking van het ontwerp toevertrouwd wordt, in het Bulletin der Aanbestedingen en het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen bekendgemaakt zal worden;

Overwegende dat de kwalitatieve selectiecriteria gekozen werden zowel om zich ervan te vergewissen dat de kandidaten beschikken over de technische bekwaamheid om de taken die hen toevertrouwd worden, uit te voeren, als om ervoor te zorgen dat er zoveel mogelijk kandidaten zich aangesproken zouden voelen om een offerte in te dienen;

Gelet op artikelen 29 en 38 van het K.B. van 15.07.11 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikelen 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

het bijzonder bestek en het ontwerp van aankondiging van de opdracht die door de dienst Openbare Werken opgesteld werden met betrekking tot een ontwerpopdracht met het oog op de bouw van een nieuwe Nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat 54, goed te keuren;

Artikel 2:

de globale uitgave voor de honoraria die geraamd wordt op 1.161.600,00 EUR incl. btw (afgerond bedrag) en waarvan de details hieronder opgenomen zijn, goed te keuren;

4 x € 2.500,00 voor de vergoeding van de voorgeselecteerde inschrijvers die een regelmatige offerte ingediend hebben, maar niet aangeduid worden;

1 x € 1.151.600 voor de honoraria van de aangeduide inschrijver;

Artikel 3:

deze uitgave in art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 in te schrijven en met leenfondsen te dekken;

Artikel 4:

een beroep te doen op de onderhandelingsprocedure met Europese bekendmaking.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

**Plan triennal d'investissement et de développement 2010-2011-2012 –
Dotation URE Bâtiment et URE logement – Projet n°08 – Remplacement
de châssis à la Maison d'Accueil le Relais et à l'Antenne Maritime - Projet
CPAS – Maintien de sa décision en date du 25.10.2012 - CC13.0040.**

LE CONSEIL,

Revu sa décision en date du 25.10.2012 décidant e.a.:

Article 1

d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale relatif à l'installation d'une unité de Cogénération à la Maison d'Accueil Le Relais ;

Article 2

de valider le projet, le cahier spécial des charges, métrés et plans relatifs à l'installation d'une unité de Cogénération à la Maison d'Accueil Le Relais;

Article 3

de confirmer la demande de subsides du C.P.A.S. auprès de la Région de Bruxelles-Capitale.

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée au niveau de sa décision en date du 25.10.2012 aux articles 1 et 2 ;

Considérant que les articles 1 et 2 devraient être comme suit :

Article 1.

d'approuver le cahier spécial des charges, établi par le service des Travaux Publics, relatif au remplacement de châssis à la Maison d'Accueil le Relais et à l'Antenne Maritime ;

Article 2

De valider le projet, le cahier spécial des charges, métrés et plans relatifs au remplacement de châssis à la Maison d'Accueil le Relais et à l'Antenne Maritime ;

En lieu et place de :

Article 1

d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale relatif à l'installation d'une unité de Cogénération à la Maison d'Accueil Le Relais ;

Article 2

de valider le projet, le cahier spécial des charges, métrés et plans relatifs à l'installation d'une unité de Cogénération à la Maison d'Accueil Le Relais;

DECIDE :

Article 1:

de maintenir sa décision en date du 25.10.2012;

Article 2:

De modifier les articles 1 et 2 de ladite décision de la manière suivante :

Article 1.

d'approuver le cahier spécial des charges, établi par le service des Travaux Publics, relatif au remplacement de châssis à la Maison d'Accueil le Relais et à l'Antenne Maritime ;

Article 2.

De valider le projet, le cahier spécial des charges, métrés et plans relatifs au au remplacement de châssis à la Maison d'Accueil le Relais et à l'Antenne Maritime ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Driejarig investerings- en ontwikkelingsplan 2010-2011-2012 - Dotatie REG gebouw en woning – Ontwerp nr. 8 – Vervanging van ramen onthaaltehuis De Relais en Antenne Maritiem – OCMW-project – Behoud van zijn beslissing van 25.10.2012 - GR13.040.

DE RAAD,

Herziening van zijn beslissing van 25.10.2012, die o.a. inhoudt:

Artikel 1

om de beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn betreffende de installatie van een warmtekrachteenheid in het onthaaltehuis De Relais goed te keuren;

Artikel 2

om het ontwerp, het bestek, de meetstaten en plannen betreffende de installatie van een warmtekrachteenheid in het onthaaltehuis De Relais goed te keuren;

Artikel 3

om de subsidieaanvraag van het OCMW gericht aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te bekraftigen;

Overwegende dat er een materiële fout is geslopen in de beslissing van 25.10.2012 in de artikelen 1 en 2;

Overwegende dat de artikelen 1 en 2 als volgt zouden moeten luiden:

Artikel 1

om de beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn betreffende de vervanging van ramen in het onthaaltehuis De Relais en Antenne Maritiem goed te keuren;

Artikel 2

om het ontwerp, het bestek, de meetstaten en plannen betreffende de vervanging van ramen in het onthaaltehuis De Relais en Antenne Maritiem goed te keuren;

In plaats van:

Artikel 1

om de beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn betreffende de installatie van een warmtekrachteenheid in het onthaaltehuis De Relais goed te

keuren;

Artikel 2

om het ontwerp, het bestek, de meetstaten en plannen betreffende de installatie van een warmtekrachteenheid in het onthaaltehuis De Relais goed te keuren;

BESLUIT :

Artikel 1:

om bij zijn beslissing van 25.10.2012 te blijven;

Artikel 2 :

om de artikelen 1 en 2 van het genoemd besluit op de volgende manier te wijzigen :

Artikel 1.

om de beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn betreffende de vervanging van ramen in het onthaaltehuis De Relais en Antenne Maritiem goed te keuren;

Artikel 2.

om het ontwerp, het bestek, de meetstaten en plannen betreffende de vervanging van ramen in het onthaaltehuis De Relais en Antenne Maritiem goed te keuren;

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0026# Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En Wegenwerken

Subsides visant à soutenir la mise en œuvre de collaboration entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale – Projet du Groupe de Travail et d'Information – Marchés publics de la Région de Bruxelles-Capitale (GTI MP BXL) visant le développement des activités de la plateforme GTI MP BXL – CC130.036.

LE CONSEIL,

Considérant que le GTI MP BXL est un groupe de travail dans le secteur des marchés publics rassemblant les 19 communes de Bruxelles et que son but principal est la mise en commun des bonnes pratiques, des connaissances et des expériences dans le cadre du prescrit légal et du traitement des dossiers marchés publics et qu'il a été installé officiellement le 22 mars 2010 devant les

secrétaires communaux et les receveurs communaux des 19 communes invités pour l'occasion;

Vu la désignation de la représentation de la Commune d'Evere, lors de cette réunion du 20 novembre 2012, comme présidente du GTI MP BXL pendant 2 ans à partir du 22 mars 2013;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 06 juin 2013 qui concerne un appel à projets pour l'obtention de subsides visant à soutenir la mise en œuvre de collaborations entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale donnera priorité aux projets permettant de réaliser des économies d'échelle substantielles et associant le plus grand nombre de communes. Néanmoins, une seule commune, appelée commune coordinatrice, sera chargée de la mise en œuvre et de la réalisation proprement dite du projet ;

Considérant que ces subventions porteront sur une période s'écoulant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 ;

Considérant que le projet « développement des activités du GTI MP BXL » est actuellement subventionné par un subside visant à soutenir la mise en œuvre de collaboration entre les communes et que la présente demande porte sur l'assurance de la continuité de la gestion régulière des activités du groupe de travail (réunions, mailing, onglet internet, organisation rencontres, colloques, ...);

Considérant que les subsides sont octroyés à concurrence de 80% du coût de la collaboration avec un maximum de 80.000,00 € subsidiés par projet ;

Considérant que l'estimation totale comprenant tous les frais possibles pour le projet « développement des activités du GTI MP BXL » s'élève à 80.000 EUR dont 80 % représente 64.000 EUR ;

Considérant que les dossiers devaient parvenir au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale au plus tard le 20 juillet 2013 pour être recevables accompagnés d'une délibération du Conseil communal, ou à défaut d'une délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins ratifiée par le Conseil communal dans les 40 jours ;

Considérant le courrier électronique reçu de l'Administration des Pouvoirs locaux en date du 14 juin 2013 nous assurant pouvoir faire ratifier les délibérations des Collèges des Bourgmestre et Echevins par un Conseil communal organisé au-delà des 40 jours ;

Vu la délibération prise par le Collège des Bourgmestre et échevins de la commune d'Evere, en sa séance du 9 juillet 2013, décidant :

1. d'assurer le rôle de commune coordinatrice pour l'introduction d'un dossier de demande de subsides en tant que commune coordinatrice au nom du GTI MP BXL (Groupe de Travail et d'Information Marchés publics des 19 communes de Bruxelles-Capitale) auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'un appel à projets pour subsidier les communes dans le cadre de collaborations intercommunales;

2. d'approuver le dossier de demande de subsides, qui fait partie intégrante de la présente délibération, détaillant le projet et reprenant l'estimation de la

répartition des charges inhérentes à la mise sur pied de celui-ci et au fonctionnement de la collaboration pour le projet suivant : « Le développement des activités de la plate-forme GTI MP BXL », projet estimé à 80.000 EUR ;

3. de transmettre le dossier et la présente délibération au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale avant le 20 juillet 2013;
4. d'approuver le principe que le subside demandé dans le cadre de ce projet sera destiné à couvrir les frais exposés par la Commune d'Evere en tant que commune coordinatrice et que si tout ou une partie du projet en question n'étaient pas acceptés, les activités et initiatives ne seront pas organisées et les dépenses projetées ne seront pas exposées ;
5. de faire ratifier cette décision par le prochain Conseil communal;

Considérant que le dossier, qui fait partie intégrante de la présente délibération, détaille le projet et reprend l'estimation de la répartition des charges inhérentes à la mise sur pied du projet et au fonctionnement de la collaboration;

Considérant que les Conseils communaux des autres communes associées doivent arrêter une délibération décident d'adhérer au projet proposé;

Considérant que la Commune d'Evere transmettra au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, la délibération de ratification de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins par le Conseil communal ainsi que toutes les délibérations des Collèges ou des Conseils communaux des autres communes associées ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du Collège des bourgmestres et Echevins en date du 17.07.2013 ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le projet à savoir « Le développement des activités de la plate-forme GTI MP BXL ». Ce projet fera l'objet d'une demande de subside auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'appel à projets pour subsidier les communes en vue de collaborations intercommunales ainsi que le dossier qui fait partie intégrante de la présente délibération, détaille le projet et reprend l'estimation des charges inhérentes à la poursuite de celui-ci et au bon fonctionnement de la collaboration intercommunale.

Article 2 :

De désigner la commune d'Evere comme commune coordinatrice pour l'introduction du dossier de demande de subside et pour son suivi.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Project van de Werk- en Informatiegroep - Overheidsopdrachten van het Brussels Gewest (WIG OO Brussel) betreffende de ontwikkeling van de activiteiten van de WIG OO Brussel – GR130.036.

DE RAAD,

Overwegende dat de WIG OO Brussel een werkgroep is in de sector van de Overheidsopdrachten die de 19 gemeenten van Brussel samenbrengt en dat haar belangrijkste doelstelling de uitwisseling van de goede praktijken, de kennis en de ervaring binnen het voorgeschreven wettelijk kader en de behandeling van de dossiers betreffende overheidsopdrachten is en dat de WIG officieel op 22 maart 2010 werd geïnstalleerd in aanwezigheid van de gemeentesecretarissen en de gemeenteontvangers van de 19 gemeenten uitgenodigd bij deze gelegenheid;

Gelet op de aanduiding van de Gemeente Evere, op de vergadering dd. 20 november 2012, als voorzitster van de WIG OO Brussel gedurende 2 jaar, vanaf 22 maart 2013;

Gelet op het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd. 6 juni 2013, betreffende een projectoproep voor het verkrijgen van subsidies om de samenwerking tussen de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te ondersteunen;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal voorrang geven aan projecten die van aard zijn dat zij schaalvoordelen tot stand brengen en een zo groot mogelijk aantal gemeenten erbij te betrekken. Niettemin, wordt één enkele gemeente, coördinerende gemeente genoemd, belast met het uitvoeren en de eigenlijke realisatie van het project;

Overwegende dat deze subsidiëringen een periode betreffen gaande van 1 januari 2014 tot 31 december 2014;

Overwegende dat het project “ontwikkeling van de activiteiten van de WIG OO Brussel” heden is gesubsidieerd ter ondersteuning van samenwerkingen tussen gemeenten en dat de huidige aanvraag het verzekeren betreft van de continuïteit van het regelmatig beheer van de activiteiten van de werkgroep (vergaderingen, mailing, internet tab, organisatie van de bijeenkomsten, colloquium,…);

Overwegende dat de subsidies worden toegekend tot 80% van de kost van de samenwerking met een maximum van 80.000€ gesubsidieerd per project;

Overwegende dat de totale raming met inbegrip van alle mogelijke kosten voor het project “ontwikkeling van de activiteiten van de WIG OO Brussel” oploopt tot 80.000 EUR, waarvan 80 % 64.000 EUR vertegenwoordigt;

Overwegende dat de betrokken dossiers ten laatste op 20 juli 2013 bij het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hadden moeten zijn ingediend om ontvankelijk te zijn, vergezeld van de beslissing van de gemeenteraad of bij gebrek hieraan van een beslissing van het College die binnen de 40 dagen door de gemeenteraad werd goedgekeurd;

Overwegende het electronisch schrijven ontvangen van de Administratie

Lokale Besturen van 14 juni 2013 waarbij ons wordt verzekerd dat de beraadslagingen van de Colleges van Burgemeester en Schepenen kunnen worden bekrachtigd door een Gemeenteraad gehouden na meer dan 40 dagen ; Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Evere genomen ter zitting van 9 juli 2013 met als beslissing:

1. het waarnemen van de rol van coördinerende gemeente wat betreft het indienen van een dossier ter aanvraag van subsidie toegekend door de gemeente Evere in de hoedanigheid van coördinerende gemeente namens de WIG OO Brussel (werk- en infogroep voor openbare aanbestedingen voor de 19 Brusselse gemeenten) bij het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van een open oproep tot indienen van projecten ter subsidiëring van de gemeenten in het ruimere kader van de intergemeentelijke samenwerking;
2. het dossier voor aanvraag van subsidie dat deel uitmaakt van de huidige beslissing goed te keuren „waarin het project in detail vermeld staat alsook een mogelijke verdeling van de lasten verbonden aan de verwezenlijking van dit en aan de samenwerking i.v.m. volgend project “De ontwikkeling van de activiteiten van de WIG OO Brussel” geraamd op 80.000 EUR ;
3. het dossier en de huidige beslissing naar het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vóór 20 juli 2013 over te dragen;
4. het principe goed te keuren dat de subsidie die in het kader van dit project aangevraagd is bestemd is om de kosten gemaakt door de gemeente Evere in haar hoedanigheid van coördinerende gemeente te dekken en dat indien gans of een deel van dit project niet aanvaard wordt de geplande activiteiten en initiatieven niet plaatsvinden zodat ook de voorziene uitgaven niet besteed worden;
5. deze beslissing door de volgende zitting van de gemeenteraad te laten goedkeuren;

Overwegende dat het dossier, dat volledig deel uitmaakt van de huidige beslissing, een uitvoerige omschrijving van het project inhoudt en een raming van de verdeling van de lasten die gepaard gaan met het opzetten van dit en met de nodige samenwerking;

Overwegende dat de gemeenteraden van de andere betrokken gemeenten een beslissing dienen te nemen die het voorgesteld project goedkeuren;

Overwegende dat de gemeente Evere de goedkeuring van de beslissing van de gemeenteraad door het College van Burgemeester en Schepenen aan het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overmaakt alsook alle beslissingen van de colleges of al de goedkeuringen van gemeenteraden van de andere betrokken gemeenten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 17.07.2013;

B E S L U I T :

Artikel 1:

Het project namelijk: “de ontwikkeling van de activiteiten van het platform WIG OO Brussel” goed te keuren. Dit project maakt het voorwerp uit van een subsidieaanvraag aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de projectaanvraag van de gemeenten om de intercommunale samenwerkingen te subsidiëren. Dit dossier, dat een integrerend onderdeel van deze beraadslaging is, beschrijft uitvoerig dit project en neemt de schatting van de verdeling van de lasten op inherent aan de oprichting van deze projecten en de uitvoering van de intercommunale samenwerkingen.

Artikel 2 :

De gemeente Evere als coördinerende gemeente voor de invoering van de subsidieaanvraag van en haar opvolging aan te duiden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0027# Démographie - Demografie

Passage à la Biométrie des Titres d'Identité pour les ressortissants des Pays Tiers et pour les passeports Belges.

LE CONSEIL

Vu le règlement (CE) n°1030/2002 du Conseil, du 13 juin 2002, établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers tel que modifié par le règlement (CE) n° 380/2008 du Conseil, du 18 avril 2008, modifiant le règlement (CE) n° 1030/2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers ;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et, particulièrement, son article 6, § 5, alinéa 1 disposant que : « *L'autorité fédérale met à la disposition de la commune, qui en devient propriétaire, le matériel technique nécessaire à la carte électronique. La commune est responsable du stockage et de l'entretien du matériel.* » ;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu la réglementation en matière de passeports et, plus particulièrement :

L'article 1^{er}, alinéa 2, du règlement (CE) n° 2252/2004 du Conseil, du 13

décembre 2004, établissant des normes pour les éléments de sécurité et les éléments biométriques intégrés dans les passeports et les documents de voyage délivrés par les Etats membres disposant que : « *Les passeports et les documents de voyage comportent un support de stockage qui contient une photo faciale. Les Etats membres ajoutent des empreintes digitales enregistrées dans des formats interopérables (...)* » ;

L'article 4 de la loi du 14 août 1974 relative à la délivrance de passeports disposant que : « *Les passeports ou documents en tenant lieu sont délivrés aux Belges, en Belgique, par le Ministre des Affaires étrangères et par les fonctionnaires de l'Etat, des provinces et des communes délégués par lui (...)* » ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 23 mars 2012, mettant à la disposition des communes l'équipement nécessaire à l'enregistrement de données biométriques dans les titres de séjour délivrés aux ressortissants de pays tiers et étendant le projet du Service public fédéral Intérieur relatif aux titres de séjour à la délivrance des passeports et approuvant l'accord de coopération entre le Service public fédéral Intérieur et le Service public fédéral Affaires étrangères relatif à l'implémentation de la biométrie des les communes de Belgique ;

Vu l'accord de coopération du 20 avril 2012 entre la Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Affaires étrangères relatif à l'implémentation de la biométrie dans les communes belges ;

Considérant que la généralisation de la Biométrie pour les Titres d'Identité des ressortissants pays tiers et des passeports belge aura lieu d'ici fin janvier 2014; Considérant que pour ce faire, différentes démarches doivent avoir lieu et que ces démarches incombent à l'Administration Communale ;

Considérant que pour ce faire, l'Administration Communale doit signer une convention avec l'Etat Belge et passer un marché public pour l'acquisition du matériel ;

Considérant que le matériel sera financé par l'Etat belge ;

DECIDE

Article 1 :

De signer la convention avec l'Etat Belge

Article 2 :

De passer le marcher public pour l'acquisition du matériel de Biométrie

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 32 votes positifs, 1 vote négatif.

A voté contre cette proposition : Dirk De Block.

landen en van de biometrische paspoorten aan Belgische burgers.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels van onderdanen van derde landen zoals gewijzigd bij verordening (EG) nr 380/2008, van de Raad van 18 april 2008 tot wijziging van verordening (EG) nr 1030/2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen;

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en meer bepaald artikel 6, § 5, lid 1 dat het volgende bepaalt: « *De federale overheid stelt de technische apparatuur nodig voor de elektronische kaart ter beschikking van de gemeente, die er eigenaar van wordt. De gemeente staat in voor de opslag en het onderhoud van de apparatuur.* » ;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op de regelgeving inzake paspoorten en meer bepaald:

Artikel 1, lid 2, van verordening (EG) nr. 2252/2004 van de Raad van 13 december 2004 betreffende normen voor de veiligheidskenmerken van en biometrische gegevens in door de Lidstaten afgegeven paspoorten en reisdocumenten, dat bepaalt dat « voor paspoorten en reisdocumenten een opslagmedium wordt gebruikt dat een gezichtsopname bevat. *De Lidstaten nemen ook vingerafdrukken in een interoperabel formaat op (...)* »;

Artikel 4 van de wet van 14 augustus 1974 betreffende de afgifte van paspoorten dat het volgende bepaalt: « *Paspoorten of als zodanig geldende bescheiden worden aan Belgen afgegeven : in België, door de Minister van Buitenlandse Zaken en de door hem gemachtigde ambtenaren van de Staat, de provincies of de gemeenten (...)* »;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 23 maart 2012 waarbij de nodige apparatuur voor de registratie van biometrische gegevens in de verblijfstitels voor onderdanen van derde landen ter beschikking wordt gesteld van de gemeenten en waarbij het project van de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken betreffende de verblijfstitels wordt uitgebreid tot de afgifte van paspoorten en waarbij de goedkeuring wordt gehecht aan de samenwerkingsovereenkomst tussen de federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken en de federale overheidsdienst Buitenlandse Zaken inzake de invoering van biometrie in de Belgische gemeenten ;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 20 april 2012 tussen de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Buitenlandse Zaken inzake de

invoering van biometrie in de Belgische gemeenten ;

Gelet op de generalisering van de invoering van de Biometrie in de verblijfstitels voor onderdanen van derde landen en in de belgische paspoorten die plaats vindt voor het einde van januari 2014 ;

Gelet op het feit dat de gemeente ertoe gehouden is om alles in het werk te stellen om volledig operationeel te zijn ;

Gelet dat daarvoor de Gemeente een overeenkomst moet sluiten met de Belgische staat en moet overgaan tot een openbare aanbesteding voor het verwerven van het materiaal ;

Gelet dat het materiaal zal gefinancierd worden door de Belgische staat ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

de overeenkomst met de Belgische staat te tekenen ;

Artikel 2 :

tot de openbare aanbesteding over te gaan voor het verwerven van het Biometrisch materiaal.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

Stemde zij tegen dit voorstel : Dirk De Block.

#012/28.08.2013/A/0028# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Achat de logiciels bureautiques - Approbation de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 24/04/2013 par laquelle il a été décidé de procéder à l'achat de logiciels bureautique via la centrale de marché de GIAL pour un montant de 92.047,73 EUR TVAC à l'article 1391/123/13 du budget ordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la dépense susvisée ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à

l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Aankoop bureautica logicielen - goedkeuring van de uitgave.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 24/04/2013 waarbij besloten werd over te gaan tot de aankoop van bureautica logicielen via de aankoopcentrale vanGIAL voor een bedrag van € 92.074,73 BTWI op artikel 1391/123/13 van de gewone begroting van 2013;
Gezien het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;
Overwegende dat het nodig is deze uitgave goed te keuren;

BESLUIT :

Enig artikel:

De bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnance van 14 mei 1998 tot regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/28.08.2013/A/0029# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Achats de matériel informatique - C.I.R.B. - Approbation du mode de financement.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 10 juillet 2013 par laquelle il a été décidé de procéder à l'achat de matériel informatique via la centrale de marché du CIRB pour un montant de 15.903,91 EUR TVAC à l'article 1390/742/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 financé par des fonds d'emprunts ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité

communale ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Aankoop van informaticamateriaal - C.I.B.G. - Goedkeuring van de financieringswijze.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 10 juli 2013 waarbij besloten werd over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal via de aankoopcentrale van het CIRB voor een bedrag van € 15.903,91 BTWI op artikel 1390/742/53 van de buitengewone begroting van 2013 gefinancierd door leningsfondsen;

Gezien het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is de financieringswijze van deze uitgave goed te keuren;

BESLUIT :

Enig artikel:

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 tot regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Convention entre l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'Agence Bruxelles-Propreté - Installation de bulles à verre enterrées sur le site de la Place de la Duchesse de Brabant.

LE COLLEGE,

Vu l'ordonnance organique du 7 octobre 1993 portant revitalisation des quartiers, modifiée par l'ordonnance du 27 juin 2002;

Vu l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets ;

Considérant le souhait de Bruxelles-Propreté de promouvoir les bulles à verres enterrées en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'accord de principe du Collège, en sa séance du 19 novembre 2008, sur l'installation de bulles à verre enterrées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant les travaux de réaménagement en cours d'exécution sur la place de la Duchesse de Brabant et l'opportunité d'y installer une;

Considérant la nécessité de la signature d'une Convention entre les deux parties ;

Considérant que le texte a été soumis pour examen au service des Affaires juridiques;

DECIDE :

Article unique

De la signature d'une Convention, entre l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'Agence Bruxelles-Propreté, portant installation de bulles à verre enterrées sur le site de la Place de la Duchesse de Brabant.

Expédition de la présente délibération sera adressée aux services du Contentieux (B19), de l'Economat (B10), des Finances (B6) et de la Caisse communale(4).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en het Agentschap Net Brussel - Installatie van ingegraven glascontainers die ingegraven op de locatie van de Hertogin Van Brabantplaats

HET COLLEGE

Gelet op de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 betreffende de revitalisering van wijken, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 27 juni 2002;
Gelet op de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen ;

Gelet op de wens van Net Brussel om het ingraven van glascontainers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te moedigen ;

Gelet op het principeakkoord van het College, in zitting van 19 november 2008, over de installatie van verzonken glasbollen op het grondgebied van Sint-Jans- Molenbeek ;

Gelet op de aan de gang zijnde herinrichtingswerken op de Hertogin van Brabantplaats, en de mogelijkheid om er een aan te brengen ;

Gelet op de noodzaak van ondertekening van een Overeenkomst tussen de beide partijen ;

Overwegende dat de tekst voor onderzoek werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken;

BESLUIT :

Enig artikel

over de ondertekening van een Overeenkomst, tussen het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean en het Agentschap Net Brussel, houdende de installatie van verzonken glascontainers op de locatie van de Hertogin van Brabantplaats

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de diensten Geschillen (B19), Economaat (B10), Financiën (B6) en Gemeentekas (4).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0031# Organisation Générale - Algemene Organisatie

Marché public de services juridiques relatifs au contentieux administratifs en matière d'urbanisme et d'environnement - Nouvelle Loi Communale article 234 alinéa 3 - Communication du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, al.3 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée sans publicité en vertu de l'article

26, §1^{er}, 1°, a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

EST INFORMÉ DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- Décision du 10 juillet 2013 approuvant le mode de passation du marché public « Services juridiques relatifs au contentieux administratif en matière d'urbanisme et d'environnement » par la procédure négociée sans publicité et approuvant le cahier spécial des charges ;

- Décision du 24 juillet 2013 attribuant le marché public à Maître Philippe Levert, avocat au barreau de Bruxelles et travaillant au sein de la S.C.R.L "DLM" dont le siège social est établi avenue Louise, 149/22 à 1050 Bruxelles ; Considérant que la dépense est estimée à un montant allant de 10.000,00 à 15.000,00 EUR par an, tous frais compris ; qu'elle est imputée et ventilée aux articles budgétaires du budget ordinaire de l'exercice concerné suivants :

- 1040/123-15 pour les frais ;
- 1040/122-03 pour les honoraires ;

Considérant que le marché en question est prévu pour une durée de trois ans, avec une évaluation après six mois ; que ce marché a débuté le 25 juillet 2013 et se terminera le 24 juillet 2016 ;

DECIDE:

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Expédition de la présente délibération au(x) service(s) suivant(s) : B19 (AR - 011).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Overheidsopdracht van juridische diensten met betrekking tot
administrative contentieux op het vlak van stedenbouw en milieu - Nieuwe
Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Mededeling van de beslissingen van het
College van Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, al.3 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking volgens artikel 26, §1, 1°, a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

**WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN
HET COLLEGE :**

- Beslissing van 10 juli 2013 tot goedkeuring van de wijze waarop de overheidsopdracht "Juridische diensten met betrekking tot administrative

contentieux op het vlak van stedenbouw en milieu " wordt gegund door een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en tot goedkeuring van het bijzonder lastenboek ;

- Beslissing van 24 juli 2013 tot toekenning van de overheidsopdracht aan Meester Philippe LEVERT, advocaat aan de balie van Brussel en werkend bij de C.V.B.A. "DLM" waarvan het hoofdkantoor is zeteld Louizalaan 149/22, te 1050 Brussel ;

Overwegende dat de uitgave wordt geraamd op een bedrag geschat tussen 10.000,00 EUR en 15.000,00 EUR per jaar, inclusief alle kosten ; dat het aan de volgende artikelen van de begroting van de gewone begroting van het betreffende boekjaar toegeschreven en uitgesplitst wordt :

- 1040/123-15 voor de kosten ;
- 1040/122-03 voor de erelonen ;

Overwegende dat deze overheidsopdracht is gepland voor een periode van 3 jaar, met een evaluatie om de 6 maanden ; dat deze overheidsopdracht begon op 25 juli 2013 en eindigt op 24 juli 2016 ;

BESLUIT:

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Gelieve een kopie van de huidige beraadslaging over te maken aan de volgende diensten: B19 (AR-011).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0032# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Ratification de la décision du Collège portant sur la participation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Groupe de Travail et d'Information Archives (GTI-Archives).

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège du 31 juillet 2013 portant sur la participation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Groupe de Travail et d'Information Archives (GTI-Archives) en cours de constitution ;

Considérant que la commune d'Ixelles est chargée de l'établissement du dossier de subside et centralise dès lors toutes les informations communiquées par les diverses communes participantes ;

Considérant que pour que cette décision soit valable pour être jointe au dossier de demande de subside pour la création du GTI-Archives à introduire auprès du Ministère la Région de Bruxelles-Capitale, elle doit être ratifiée par le

Conseil Communal ;

DECIDE :

Article unique :

De ratifier la décision du Collège du 31 juillet 2013 portant sur la participation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Groupe de Travail Archives (GTI-Archives).

Expédition de la présente délibération sera transmise à la commune d'Ixelles et à l'autorité de tutelle, conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Bekrachtiging van de beslissing van het College betreffende de deelneming van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan de « Groupe de Travail et d'Information Archives (GTI-Archives) ».

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College—van 31 juli 2013 betreffende de deelneming van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan de « Groupe de Travail et d'Information Archives (GTI-Archives) » in vorming;

Overwegende dat de gemeente Elsene belast is met het opmaken van het subsidiedossier en dus al de informaties medegedeeld door de verschiedenen deelnemende gemeenten centraliseert ;

Overwegende dat deze beraadslaging door de Gemeenteraad moet bekrachtigd worden om geldig te zijn voor het indienen van de subsidieaanvraag voor de creatie van de werkgroep “GTI-Archives” bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

BESLUIT :

Enig artikel :

De beslissing van het College van 31 juli 2013 betreffende de deelneming van het gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan de « Groupe de Travail et d'Information Archives (GTI-Archives) » te bekrachtigen.

Onderhavige beraadslaging zal aan de gemeente Elsene en aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden, overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Approbation de la convention relative au projet de centralisation de l'aide scolaire.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège en sa séance du 10/10/2012 concernant le projet de centralisation de l'aide scolaire;

Considérant que le projet est mené en partenariat avec l'asbl Atouts Jeunes ;

Considérant qu'une convention fixant les droits et obligations des parties doit être établie ;

Considérant que cette convention est jointe en annexe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins.

DECIDE :

Article unique
d'approuver la convention ci-jointe.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Goedkeuring overeenkomst inzake de voorgenomen centralisatie van de schoolsteun.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college genomen in zitting van 10.10.2012 betreffende de voorgenomen centralisatie van de schoolsteun voor het schooljaar;

Overwegende dat het project wordt uitgevoerd in samenwerking met "asbl Atouts Jeunes";

Overwegende dat een overeenkomst houdende vaststelling van de rechten en plichten van de verschillende partijen dient te worden opgemaakt;

Overwegende dat deze overeenkomst als bijlage toegevoegd is;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLUIT :

Enig artikel
de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0034# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Approbation d'une convention entre l'Administration communale et le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean pour l'occupation de locaux de cours à l'Institut Machtens, Enseignement communal de Promotion sociale.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que l'article 114 du décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités déterminées à l'article 7 dudit décret :

- Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels ;

Vu la demande du CPAS de Molenbeek sollicitant l'autorisation de disposer à titre gratuit de : 2 classes de cours en matinée (de 9h à 12h) et de 5 classes de cours en après-midi (de 13h à 17h) à l'Institut Machtens – Cours de Promotion sociale, rue Tazieaux 25, du 1^{er} septembre 2013 au 30 juin 2014, du lundi au vendredi, afin d'y organiser des cours d'alphabétisation et de français langue étrangère;

Considérant que les cours s'inscrivent dans le cadre du trajet d'insertion socioprofessionnelle développé pour les usagers du CPAS ;

Considérant en effet que le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ne dispose pas des locaux nécessaires au bon déroulement des formations ;

Considérant que cette formation s'adresse aux Molenbeekois aidés par le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver la convention ci-annexée établie entre la Commune de Molenbeek-

Saint-Jean, pouvoir organisateur de l’Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale et le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Goedkeuring van een overeenkomst tussen het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek voor de bezetting van de lokalen in het Institut Machtens, gemeentelijk onderwijs van sociale promotie.

De leden van de Gemeenteraad worden verzocht om zich uit te spreken over een beraadslaging betreffende een overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het OCMW van Molenbeek voor de bezetting Institut Machtens, Gemeentelijk onderwijs voor Sociale Promotie.

Deze overeenkomst beslaat het schooljaar 2013-2014 en gaat over de bezetting van 2 lokalen ‘s ochtends en 5 lokalen in de namiddag. De bezetting wordt aan het Institut Machtens gratis toegekend.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0035# **Finances - Financiën**

Fabrique d'église Sainte Barbe - Compte 2012.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Sainte-Barbe nous a fait parvenir le compte de l'exercice 2012 ;

Considérant que ce compte se présente comme suit :

RECETTES	25.168,05 EUR
DEPENSES	22.172,11 EUR
BONI	2.995,94 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique:

- d'émettre un avis favorable sur le compte 2012 de la fabrique d'église Sainte-Barbe ;

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 32 votes positifs, 1 abstention.

Kerkfabriek Sint Barbara - Rekening 2012.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Barbara ons de rekening van het dienstjaar 2012 heeft laten geworden ; Overwegende dat de rekening, zich als volgt voordoet :
--

ONTVANGSTEN	25.168,05 EUR
UITGAVEN	22.172,11 EUR
BONI	2.995,94 EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel:

Een gunstig advies te geven over de rekening 2012 van de kerkfabriek Sint-Barbara,

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/28.08.2013/A/0036# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 – Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1°, a) de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Est informé de la décision du Collège suivante :

27/02/2013 - Projets subsidiés - PGV – Adaptation de la grille de la cour du Centre Communautaire Maritime – Relance

Marché de travaux par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 11.000,00 € - engagement de la dépense – article budgétaire 9304/731-60 - budget extraordinaire 2013 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, §1, 1°, a) de la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Est informé des décisions du Collège suivantes :

10/07/2013 - Contrat de quartier Autour de Léopold II – Marché de travaux - Mise aux normes de l'installation électrique à basse tension pour deux bâtiments situés Boulevard Léopold II n° 170 à Molenbeek-Saint-Jean – Cahier Spécial des Charges.

Marché de travaux par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 15.000,00 € TVAC – cahier spécial des charges et engagement de la dépense – article budgétaire 9301/125/06 – Budget ordinaire 2013 - Dépense

couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Autour de Léopold ;

21/08/2013 - Projets Subsidiés - Contrat de quartier durable Autour de Léopold – Marché de services - Mission d'auteur de projet pour l'aménagement de la rue de l'Avenir à Molenbeek-Saint-Jean – Cahier Spécial des Charges, mode de passation et engagement de la dépense. Marché de service par procédure négociée sans publicité - Estimation de la dépense de 15.939, 63 € TVAC – cahier spécial des charges et engagement de la dépense – article budgétaire 9301/731/60 – Budget extraordinaire 2013 - Dépense couverte pour la tranche 1 par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Autour de Léopold II / Beliris et par fonds d'emprunt, pour les tranches 2 et 3 par le Programme Toolbox Mobilité, la Politique des Grandes Villes et/ou d'autres subsides ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 – Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3;
Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 17, § 2, 1°, a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissing van het College:

27/02/2013 - Gesubsidieerde Projecten - Grootstedenbeleid – Aanpassing van het hek van de binnenplaats van het Gemeenschapscentrum Maritiem – Herlancering Opdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave van 11.000,00 EUR – aanrekening

van de uitgave – begrotingsartikel 9304/731-60 – buitengewone begroting 2013 – uitgave gedekt door de subsidies toegekend in het kader van het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden ;
Gezien de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3;
Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 26, §1, 1°, a) van de wet van 15/06/2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissingen van het College:

10/07/2013 - Wijkcontract Rond Leopold II - Opdracht voor werken – Aanpassing aan de normering van een elektrische installatie onder laagspanning voor twee gebouwen gelegen in de Leopold II laan 170 te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek

Werkenopdracht door onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Raming van de uitgave van 15.000,00 € BTW inbegrepen – Bijzonder bestek en aanrekening van de uitgave – Begrotingsartikel 9301/125/06 – gewone begroting 2013 – Uitgave gedekt door de subsidies in het kader van Wijkcontract Rond Leopold II;

21/08/2013 - Gesubsidieerde projecten - Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II - Opdracht voor diensten – Opdracht voor een projectontwerper voor de herinrichting van de Toekomststraat te Sint-Jans-Molenbeek – Bestek, gunningswijze en aanrekening van de uitgave.

Opdracht door onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Raming van de uitgave van 15.939, 63 € BTW inbegrepen - Bijzonder lastenboek en aanrekening van de uitgave - begrotingsartikel 9301/731/60 - Buitengewone begroting 2013 - Uitgave gedekt door voor schijf 1 subsidies toegekend in het kader van het wijkcontract Rond Leopold II en leningsgelden, voor de schijven 2 en 3 door het Programma Toolbox Mobiliteit, Grootstedenbeleid en/of andere subsidies;

BESLUIT:

Enig artikel:

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

**Nouvelle Loi communale article 236 alinéa 2 – Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, §1, 2°, a) de la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Est informé de la décision du Collège suivante :

Séance du 21/08/2013 - Projets subsidiés - Contrat de quartier maritime – Politique Grandes Villes – Projet 2. Construction d'une salle polyvalente et d'un logement, rue P.V. Jacobs 17-19 – avenant exe. N°1

Engagement de la dépense - Marché de service - Estimation de la dépense supplémentaire forfaitaire de € 18.620,27 TVAC, montant revu à 20.000 € (montant arrondi) pour l'extension de la mission d'architecture relative à la construction d'une salle polyvalente et d'un logement rue P.V. Jacobs 17-19 – Article budgétaire 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours - Subsides octroyés par le programme « Politique des Grandes Villes» et le solde par des fonds d'emprunt ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 – Overheidsopdrachten -
Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en
Schepenen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 zoals gewijzigd

door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 26, §1, 2°, a) van de wet van 15/06/2013 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissing van het College :

Zitting van 21/08/2013 – Gesubsidieerde projecten – Wijkcontract Maritiem – Grootstedenbeleid – Project 2. Bouw van een polyvalente zaal en een woning in de P.V. Jacobsstraat 17-19 – aanhangsel exe. Nr.1

Aanrekening van de uitgave – Opdracht voor diensten – Raming van de forfaitaire aanvullende uitgave van 18.620,27 EUR btw inbegrepen, herzien bedrag aan 20.000 EUR (afgerond bedrag) voor de uitbreiding van de architecturopdracht met betrekking tot de bouw van een polyvalente zaal en een woning in de P.V. Jacobsstraat 17-19 – Begrotingsartikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar - Subsidies toegekend door het programma « Grootstedenbeleid » en het saldo door leningsgelden;

BESLIST:

Enig artikel:

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0038# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Contrat de quartier Cinéma-belle-Vue - Plan crèche de la Commission Communautaire française – Appel à projets 2013 - Projet Merchtem / 19 chaussée de Merchtem 1080 Bruxelles/ création de 48 nouvelles places - Approbation du dossier de candidature.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 10

décembre 2009 approuvant le programme de base du contrat de quartier Cinéma - Belle-Vue ;

Vu la modification de programme approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14 septembre 2011 ;

Vu le dossier de base modifié dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations 5a.8a, 5a.8b et 5a.8c « Crèche, Locaux extrascolaires, Local pour Gardiens de parc/aire de sport » ;

Vu l'appel à projets 2013 de la Commission Communautaire Française visant la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Vu le dossier de candidature intitulé « Crèche Merchtem » rédigé par la Division des Projets Subsidiés ;

Considérant que l'appel à projets prévoit la possibilité de bénéficier de taux d'intervention majorés qui s'appliquent en cas de création de nouveaux milieux d'accueil 0-3 ans situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande de subside, inférieur de 10 % ou plus au revenu médian de la RBC publié annuellement par l'Institut National des Statistiques et qui sont situés dans l'EDRLR ;

Considérant que l'appel à projets prévoit la possibilité de bénéficier directement d'un accord définitif d'octroi de subvention à la date de la sélection des projets par le Collège de la Commission communautaire française lorsqu'on peut fournir les documents visés aux différentes étapes de la procédure d'octroi de subsides ;

Considérant que les dossiers de candidatures doivent être remis impérativement pour le 16 septembre 2013 à la Commission Communauté Française, Cellule Enfance et Milieux d'Accueil de l'Enfant, rue des palais 42 – 1030 Bruxelles.

Considérant que l'appel à projets stipule que le dossier de candidature doit contenir une copie certifiée conforme de la délibération du Conseil communal qui sollicite un subside dans le cadre du présent appel à projets, qui s'engage à augmenter par le biais des travaux ou de l'acquisition le nombre de places indiquées dans le dossier de candidature et à ne pas modifier l'affectation du bâtiment suivant l'année de l'octroi du subside pendant 33 ans pour la construction, 15 ans pour la rénovation et pendant 25 ans dans le cas d'une acquisition, à assurer l'entretien et la gestion du bien, à ne pas aliéner le bien, à s'engager à prévenir la Commission Communautaire française si des subsides sont sollicités auprès d'autres pouvoirs subsidiants, s'il n'y a pas d'autres pouvoirs subsidiants, à s'engager à ne pas solliciter de subsides pour le projet par la suite, à appliquer la réglementation de l'ONE en matière de participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale définie par le Collège de la Commission Communautaire Française et enfin à demander l'autorisation de l'ONE ;

DECIDE :

Article 1 :

de solliciter un subside dans le cadre du plan crèche de la Commission Communautaire Française - appel – projets 2014- visant à soutenir la création

de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Article 2 :

de solliciter un subside pour les travaux de 632.564,32 EUR;

Article 3 :

de solliciter un subside pour l'équipement et le premier ameublement de 128.706,06 EUR;

Article 4 :

d'approuver et de faire suivre les termes du dossier de candidature « Crèche Merchtem»;

Article 5 :

de communiquer le dossiers de candidature et les documents demandés dans le cadre de l'appel à projets pour le 16 septembre 2013 à la Commission Communauté Française, Cellule Enfance et Milieux d'Accueil de l'Enfant, rue des palais 42 – 1030 Bruxelles ;

Article 6 :

de solliciter la possibilité de bénéficier directement d'un accord définitif d'octroi de subvention à la date de sélection des projets par le Collège de la commission communautaire française ;

Article 7 :

de répondre aux engagements repris en point 2 de l'appel à projets et de s'engager formellement et sur l'honneur à:

- augmenter par le biais des travaux ou de l'acquisition le nombre de places indiquées dans le dossier de candidature, c'est-à-dire minimum 48 nouvelles places dans le cas du présent projet ;
- ne pas modifier l'affectation du bâtiment pendant 33 ans;
- assurer l'entretien et la gestion du bien ;
- ne pas aliéner le bien ;
- prévenir la Commission Communautaire française si des subsides sont sollicités auprès d'autres pouvoirs subsidants en mentionnant la nature des subsides et les montants concernés (en aucun cas le financement total du projet ne dépassera le coût réel de l'investissement) ;
- appliquer la réglementation de l'ONE en matière de participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale définie par le Collège de la Commission Communautaire Française
- demander l'autorisation de l'ONE.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Wijkcontract Cinema Belle-Vue - Crècheplan van de Franse Gemeenschapscommissie – projectoproep 2013 – Project Merchtem / Steenweg op Merchtem 19 te 1080 Brussel/ inrichting van 48 nieuwe plaatsen – Goedkeuring van het kandidatuurdossier.

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en haar uitvoeringsbesluiten ;

Gezien het besluit van 10 december 2009 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende goedkeuring van het basisprogramma van Wijkcontract Cinema Belle-Vue ;

Gezien de op 14 september 2011 door het College van Burgemeester en Schepenen goedgekeurde programmawijziging ;

Gezien het gewijzigde basisdossier waarin de ingrepen 5a.8a, 5a.8b en 5a.8c « Kinderdagverblijf, lokalen voor buitenschoolse opvang, Lokaal voor de Bewakers van het park/sportterrein » als prioritair worden vermeld ;

Gezien de projectoproep 2013 van de Franse Gemeenschapscommissie die gericht is op de inrichting van nieuwe opvangplaatsen voor kinderen van 0-3 jaar ;

Gezien het kandidatuurdossier met als titel « Kinderdagverblijf Merchtem » opgesteld door de afdeling Gesubsidieerde projecten ;

Overwegende dat de projectoproep de mogelijkheid voorziet om te genieten van een vermeerderd percentage tussenkomst dat wordt toegepast in geval van de oprichting van nieuwe opvangmilieus voor kinderen van 0-3 jaar in gemeenten waarvan de inkomensmediaan van de bewoners op het ogenblik van de subsidieaanvraag 10% of meer lager is dan het mediaaninkomen van het Brussels Hoofdstedelijk gewest dat jaarlijks wordt gepubliceerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek en die gelegen zijn in de RVOHR ;

Overwegende dat de projectoproep de mogelijkheid voorziet om te rechtstreeks genieten van een definitief akkoord voor de toekenning van subsidies op de datum van de selectie van de projecten door het College van de Franse Gemeenschapscommissie wanneer men de documenten kan leveren die bedoeld zijn in de verschillende etappes van de procedure voor de toekenning van subsidies ;

Overwegende dat de kandidatuurdossiers verplicht moeten worden ingediend voor 16 september 2013 bij de Franse Gemeenschapscommissie, ‘Cellule Enfance et Milieux d’Accueil de l’Enfant’, Paleizenstraat 42 – 1030 Brussel.

Overwegende dat de projectoproep bepaalt dat het kandidatuurdossier een voor eenvormig verklaarde kopie moet bevatten van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die in het kader van deze projectoproep verzoekt om een subsidie, die zich ertoe verbindt door middel van werken of de aankoop het aantal plaatsen die in het kandidatuurdossier worden vermeld te verhogen en de bestemming van het gebouw niet te wijzigen vanaf het jaar volgend op de toekenning van de subsidie gedurende 33 jaar voor de bouw, 15 jaar voor de renovatie en gedurende 25 jaar in het geval van een aankoop, het onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren, om het goed niet te vervreemden, om zich ertoe te verbinden om de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies worden aangevraagd bij andere subsidiërende besturen, indien er geen andere subsidiërende besturen zijn, om zich ertoe te verbinden daarna geen subsidies voor het project meer te vragen, om de reglementering van het ONE toe te passen op het vlak van de financiële bijdragen van de

ouders of om de sociale tarieven opgelegd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie te respecteren en ten slotte de toelating te vragen van het ONE;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een subsidie aan te vragen in het kader van het Crècheplan van de Franse Gemeenschapscommissie - projectoproep 2014- gericht op de ondersteuning van de inrichting van nieuwe opvangplaatsen voor kinderen van 0-3 jaar ;

Artikel 2 :

een subsidie aan te vragen voor de werken van 632.564,32 EUR;

Artikel 3:

een subsidie aan te vragen voor de uitrusting en de eerste bemeubeling van 128.706,06 EUR;

Artikel 4 :

om de bepalingen van het kandidatuurdossier « Kinderdagverblijf Merchtem » goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 5 :

om het kandidatuurdossier en de in het kader van de projectoproep gevraagde documenten voor 16 september 2013 over te maken aan de Franse Gemeenschapscommissie, “Cellule Enfance et Milieux d’Accueil de l’Enfant”, Paleizenstraat 42 – 1030 Brussel

Artikel 6 :

om te verzoeken om rechtstreeks te kunnen genieten van een definitief akkoord voor de toekenning van subsidies op de datum van de selectie van de projecten door het College van de Franse Gemeenschapscommissie ;

Artikel 7 :

te voldoen aan de verbintenissen vermeld in punt 2 van de projectoproep en zich formeel en op erewoord te verbinden om:

- door middel van werken of de aankoop het aantal plaatsen dat vermeld is in het kandidatuurdossier, d.w.z. minstens 48 nieuwe plaatsen in het geval van dit project, te verhogen;

- de bestemming van het gebouw niet te wijzigen gedurende 33 jaar voor de bouw en gedurende 25 jaar in het geval van een aankoop ;

- het onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren;

- het goed niet te ontvreemden ;

- de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies worden aangevraagd bij andere subsidiërende besturen, door de aard van de subsidies en de desbetreffende bedragen te vermelden (in geen enkel geval mag de totale financiering van het project de reële kostprijs van de investering overstijgen);

- de reglementering van het ONE toe te passen op het vlak van de financiële bijdrage van de ouders of de sociale tarieven die zijn vastgelegd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie te respecteren

- de toelating te vragen van het ONE.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0039# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Contrat de quartier Escaut-Meuse- Plan crèche de la Commission Communautaire française – Appel à projets 2013 - Projet L 28 /224-226 avenue Jean Dubrucq 1080 Bruxelles/ création de 24 nouvelles places - Approbation du dossier de candidature.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet et leurs arrêtés d'application ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 21 décembre 2004 approuvant le programme de base du contrat de quartier Escaut-Meuse ;

Vu que cette décision stipule l'obligation de créer des structures d'accueil de la petite enfance;

Considérant que le programme de base du Contrat de quartier Escaut-Meuse prévoit l'implantation d'une crèche pour 24 lits au 224-226 avenue Jean Dubrucq à 1080 Bruxelles ;

Vu l'appel à projets 2013 de la Commission Communautaire Française visant la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Vu le dossier de candidature intitulé « Crèche L28 » rédigé par la division des Projets Subsidiés ;

Considérant que l'appel à projets prévoit la possibilité de bénéficier de taux d'intervention majorés qui s'appliquent en cas de création de nouveaux milieux d'accueil 0-3 ans situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande de subside, inférieur de 10 % ou plus au revenu médian de la RBC publié annuellement par l'Institut National des Statistiques et qui sont situés dans l'EDRLR ;

Considérant que les dossiers de candidatures doivent être remis impérativement pour le 16 septembre 2013 à la Commission Communauté Française, Cellule Enfance et Milieux d'Accueil de l'Enfant, rue des palais 42 – 1030 Bruxelles.

Considérant que l'appel à projets stipule que le dossier de candidature doit contenir une copie certifiée conforme de la délibération du Conseil communal qui sollicite un subside dans le cadre du présent appel à projets, qui s'engage à augmenter par le biais des travaux ou de l'acquisition le nombre de places indiquées dans le dossier de candidature et à ne pas modifier l'affectation du bâtiment suivant l'année de l'octroi du subside pendant 33 ans pour la construction, 15 ans pour la rénovation et pendant 25 ans dans le cas d'une

acquisition, à assurer l'entretien et la gestion du bien, à ne pas aliéner le bien, à s'engager à prévenir la Commission Communautaire française si des subsides sont sollicités auprès d'autres pouvoirs subsidants, s'il n'y a pas d'autres pouvoirs subsidants, à s'engager à ne pas solliciter de subsides pour le projet par la suite, à appliquer la réglementation de l'ONE en matière de participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale définie par le Collège de la Commission Communautaire Française et enfin à demander l'autorisation de l'ONE ;

DECIDE :

Article 1 :

de solliciter un subside dans le cadre du plan crèche de la Commission Communautaire Française - appel – projets 2014- visant à soutenir la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Article 2 :

de solliciter un subside majoré de 95% pour de l'équipement et pour le premier ameublement/marché de fourniture de 70.733,33 EUR;

Article 3 :

d'approuver et de faire sien les termes du dossier de candidature « Crèche L28 »;

Article 4 :

de communiquer le dossiers de candidature et les documents demandés dans le cadre de l'appel à projets pour le 16 septembre 2013 à la Commission Communauté Française, Cellule Enfance et Milieux d'Accueil de l'Enfant, rue des palais 42 – 1030 Bruxelles

Article 5 :

de répondre aux engagements repris en point 2 de l'appel à projets et de s'engager formellement et sur l'honneur à:

- augmenter par le biais des travaux ou de l'acquisition le nombre de places indiquées dans le dossier de candidature, c'est-à-dire minimum 24 nouvelles places dans le cas du présent projet ;
- ne pas modifier l'affectation du bâtiment pendant 33 ans pour la construction et pendant 25 ans dans le cas d'une acquisition ;
- assurer l'entretien et la gestion du bien ;
- ne pas aliéner le bien ;
- prévenir la Commission Communautaire française si des subsides sont sollicités auprès d'autres pouvoirs subsidants en mentionnant la nature des subsides et les montants concernés (en aucun cas le financement total du projet ne dépassera le coût réel de l'investissement) ;
- appliquer la réglementation de l'ONE en matière de participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale définie par le Collège de la Commission Communautaire Française
- demander l'autorisation de l'ONE.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Wijkcontract Schelde-Maas - Crècheplan van de Franse
Gemeenschapscommissie – Projectoproep 2013 – Project L 28/Jean
Dubrucqlaan 224-226 te 1080 Brussel/ inrichting van 24 nieuwe plaatsen –
Goedkeuring van het kandidatuurdossier.**

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en haar uitvoeringsbesluiten ;

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 december 2004 houdende goedkeuring van het wijkcontract Schelde-Maas ;

Gezien deze beslissing de verplichting vermeldt om structuren op te richten voor de opvang van peuters;

Overwegende dat het basisprogramma van Wijkcontract Schelde-Maas voorziet in de inplanting van een kinderdagverblijf voor 24 bedden op de Jean-Dubrucqlaan 224-226 te 1080 Brussel ;

Gezien de projectoproep 2013 van de Franse Gemeenschapscommissie die gericht is op de inrichting van nieuwe opvangplaatsen voor kinderen van 0-3 jaar ;

Gezien het kandidatuurdossier met als titel « Kinderdagverblijf L 28 » opgesteld door de afdeling Gesubsidieerde projecten ;

Overwegende dat de projectoproep de mogelijkheid voorziet om te genieten van een vermeerderd percentage tussenkomst dat wordt toegepast in geval van de oprichting van nieuwe opvangmilieus voor kinderen van 0-3 jaar in gemeenten waarvan de inkomensmediaan van de bewoners op het ogenblik van de subsidieaanvraag 10% of meer lager is dan het mediaaninkomen van het Brussels Hoofdstedelijk gewest dat jaarlijks wordt gepubliceerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek en die gelegen zijn in de RVOHR ;

Overwegende dat de kandidatuurdossiers verplicht moeten worden ingediend voor 16 september 2013 bij de Franse Gemeenschapscommissie, ‘Cellule Enfance et Milieux d’Accueil de l’Enfant’, Paleizenstraat 42 – 1030 Brussel.

Overwegende dat de projectoproep bepaalt dat het kandidatuurdossier een voor eenvormig verklaarde kopie moet bevatten van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die in het kader van deze projectoproep verzoekt om een subsidie, die zich ertoe verbindt door middel van werken of de aankoop het aantal plaatsen die in het kandidatuurdossier worden vermeld te verhogen en de bestemming van het gebouw niet te wijzigen vanaf het jaar volgend op de toekenning van de subsidie gedurende 33 jaar voor de bouw, 15 jaar voor de renovatie en gedurende 25 jaar in het geval van een aankoop, het onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren, om het goed niet te vervreemden, om zich ertoe te verbinden om de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies worden aangevraagd bij andere subsidiërende besturen,

indien er geen andere subsidiërende besturen zijn, om zich ertoe te verbinden daarna geen subsidies voor het project meer te vragen, om de reglementering van het ONE toe te passen op het vlak van de financiële bijdragen van de ouders of om de sociale tarieven opgelegd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie te respecteren en ten slotte de toelating te vragen van het ONE;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een subsidie aan te vragen in het kader van het Crècheplan van de Franse Gemeenschapscommissie - projectoproep 2014- gericht op de ondersteuning van de inrichting van nieuwe opvangplaatsen voor kinderen van 0-3 jaar ;

Artikel 2 :

een met 95% vermeerderde subsidie aan te vragen voor uitrusting en eerste bemeubeling /opdracht voor een levering voor 70.733,33 EUR;

Artikel 3 :

om de bepalingen van het kandidatuurdossier « Kinderdagverblijf L28 » goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 4 :

om het kandidatuurdossier en de in het kader van de projectoproep gevraagde documenten voor 16 september 2013 over te maken aan de Franse Gemeenschapscommissie, “Cellule Enfance et Milieux d’Accueil de l’Enfant”, Paleizenstraat 42 – 1030 Brussel

Artikel 5 :

te voldoen aan de verbintenissen vermeld in punt 2 van de projectoproep en zich formeel en op erewoord te verbinden om:

- door middel van werken of de aankoop het aantal plaatsen dat vermeld is in het kandidatuurdossier, d.w.z. minstens 24 nieuwe plaatsen in het geval van dit project, te verhogen;
- de bestemming van het gebouw niet te wijzigen gedurende 33 jaar voor de bouw en gedurende 25 jaar in het geval van een aankoop ;
- het onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren;
- het goed niet te ontvreemden ;
- de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies worden aangevraagd bij andere subsidiërende besturen, door de aard van de subsidies en de desbetreffende bedragen te vermelden (in geen enkel geval mag de totale financiering van het project de reële kostprijs van de investering overstijgen);
- de reglementering van het ONE toe te passen op het vlak van de financiële bijdrage van de ouders of de sociale tarieven die zijn vastgelegd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie te respecteren
- de toelating te vragen van het ONE.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Contrat de Quartier Rives Ouest - Programme Politique des Grandes Villes – Opération B7/ Rénovation d'un bâtiment industriel en un centre de compétences - Rue Joseph Schols - Chaussée de Gand 393 – Travaux – Cahier spécial des charges, Avis de marché, mode de passation et réservation de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du 13 décembre 2007 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le programme quadriennal du Contrat de quartier Rives-Ouest ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 juin 2009 approuvant la modification de programme du Contrat de Quartier Rives Ouest comprenant l'opération B7 : Rénovation d'un bâtiment industriel en un centre de compétences sis rue Joseph Schols - Chaussée de Gand 393, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu la lettre du 08 octobre 2009 du Cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck approuvant la modification de programme du Contrat de Quartier Rives Ouest; Vu les conventions « Contrat Ville Durable 2009, 2010 et 2011 » de la Politique des Grandes Villes avec introduction d'un projet « 5. Opérations visant à intensifier les mécanismes économiques sur le territoire communal » pour un montant d'investissement de 1.100.000 euros, dont minimum 700.000 euros pour l'opération « Centre de Compétences - Schols » ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevinal en date du 31 mars 2010 décident e.a. de désigner et de passer commande pour la mission d'architecture relative à la rénovation d'un bâtiment industriel en un centre de compétences, rue Joseph Schols 2-4 à Molenbeek-Saint-Jean au bureau d'étude **CIPOLAT architecture sprl**, Rue d'Erpent-val 44, 5101 Erpent – Namur (TVA BE 476-557-337) pour un montant de **€ 125.000,00 HTVA** , soit **€ 151.250,00 TVAC** ;

Considérant que la demande de permis d'urbanisme du présent dossier a été introduite le 15 novembre 2010;

Vu la délibération du Conseil communal du 30 juin 2011 décident :

- d'approuver et de faire siéner le dossier d'exécution comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché en vue de la rénovation d'un bâtiment industriel en un centre de compétences sis rue Joseph Schols - Chaussée de Gand 393, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
- d'approuver la dépense pour les travaux estimée à € 1.443.260,53 HTVA, soit € 1.746.345,24 TVAC ;
- d'imputer un montant de **€ 2.100.000,00** dont **€ 1.800.000,00** à l'article

9301/731/60 et € **300.000,00** à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2011 et de la couvrir par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier Rives- Ouest, du contrat « Politique des Grandes Villes » et le solde par des fonds d'emprunt ;

- de recourir à la procédure de l'adjudication publique ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevinal en date du 20 octobre 2011 décident de renoncer au projet vu les prix inacceptables suite à l'ouverture des offres et de charger la Division des Projets Subsidiés de rédiger une délibération de non-attribution - après rédaction du rapport final d'analyse des offres – à soumettre lors d'un prochain Collège ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevinal en date du 26 octobre 2011 décident :

- D'approuver le rapport d'analyse des offres, repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- De ne pas sélectionner l'entreprise « Gillion Construct sa » ;

- Vu le dépassement important du prix par rapport à l'estimation du marché (60% en plus par rapport à l'estimation du marché), de ne pas continuer la procédure et de renoncer à passer le marché conformément à l'article 18 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Vu le projet de convention « Ville Durable 2013 », à conclure entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Politique fédérale des Grandes Villes, approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 février 2013, comprenant le projet intitulé « 4. Activation via le travail et lutte contre la pauvreté » dont fait partie le projet « Centre de Compétences – Schols » pour un montant d'investissement de 1.502.872,00 euros,

Considérant que cette intervention financière permettra de financer les honoraires de la mission d'étude d'architecture et une partie des travaux, et que le solde éventuel des travaux est à charge de la Commune ;

Considérant que le marché est soumis à la publicité belge ;

Prend connaissance du dossier d'exécution comprenant cahier spécial des charges, plans, métrés et avis de marché, établi en vue de la réalisation de ces travaux ;

Considérant que le présent marché est fractionné en 3 tranches :

- **Tranche 1 (ferme)** : Rénovation d'un bâtiment industriel en un centre de compétences. Les travaux comportent la construction d'une nouvelle partie à l'avant et la rénovation de la partie arrière (casco). La tranche ferme comprend aussi les travaux de finition du rez-de-chaussée. Le bâtiment devra répondre au standard basse énergie.

- **Tranche 2 (conditionnelle 1)** : les travaux de finitions du premier et deuxième étage

- **Tranche 3 (conditionnelle 2)** : les travaux de finitions du troisième et quatrième étage

Considérant que la nécessité de fractionner le marché et d'insérer des tranches conditionnelles est motivée par le fait que la commune n'a pas encore les budgets nécessaires pour réaliser l'ensemble des travaux ;

Considérant que l'exécution des tranches conditionnelles (tranches 2&3) est donc subordonnée à la capacité du pouvoir adjudicateur de pouvoir bénéficier de subsides complémentaires du Programme « Politique des Grandes Villes » et/ou d'un autre pouvoir subsidiant ;

Considérant que cette conditionnalité sera levée maximum 6 mois après l'envoi du bon de commande de la tranche 1 pour la tranche 2 et de maximum 3 mois après l'envoi du bon de commande de la tranche 2 pour la tranche 3 ;

Considérant que la dépense pour les travaux peut être estimée à **1.486.796,55 € HTVA** (1.799.023,83 € TVAC) pour la tranche 1, **330.069,35 € HTVA** (399.383,92 € TVAC) pour la tranche 2 et **235.363,23 € HTVA** (284.789,51 € TVAC) pour la tranche 3;

Considérant que le taux de TVA à appliquer aux travaux de construction est de 21% ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2007 concernant la circulaire du 02 août 2006 demandant de tenir compte lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public des conséquences des clauses contractuelles du cahier spécial des charges telles que la révision des prix ou les quantités présumées ;

Considérant que le montant de cette marge peut être fixé à 20% du montant de l'estimation (**2.483.197,26 € TVAC**), soit 496.639,45 € TVAC, arrondi à 496.640,00 € ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits aux articles 9301/731/60 & 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires n°1 par le Conseil communal ainsi que par les autorités de tutelle et que la dépense sera couverte par les subsides dans le cadre de la PGV, par des subsides divers et le solde par fonds d'emprunt

Considérant que les travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu les articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 ;

Vu les articles 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatifs à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 5,§2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'article 37,§1 de la loi du 15 juin 2006 relatif au marché à tranches ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver et de faire siéner le dossier d'exécution comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché en vue de la rénovation d'un bâtiment industriel en un centre de compétences sis rue Joseph Schols - Chaussée de Gand 393, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

D'approuver la dépense estimée à **1.486.796,55 € HTVA** (1.799.023,83 € TVAC) pour la tranche 1, **330.069,35 € HTVA** (399.383,92 € TVAC) pour la tranche 2 et **235.363,23 € HTVA** (284.789,51 € TVAC) pour la tranche 3 ;

Article 3

De réserver un montant de **2.979.835 €**, dont :

- **1.799.025 €** à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 sous réserve de l'approbation des modifications budgétaires n°1 par le Conseil communal ainsi que par les autorités de tutelle et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de la « Politique des Grandes Villes » et le solde par des fonds d'emprunt ;
- **1.180.810 €** à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de la « Politique des Grandes Villes », par divers subsides et le solde par des fonds d'emprunt ;

Article 4 :

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte ;

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4. B6 ainsi que aux autorités subsidiantes .

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Wijkcontract West Oevers – Programma Grootstedenbeleid – Ingreep B7/ Renovatie van een industrieel gebouw in een centrum voor vaardigheden - Joseph Scholsstraat – Steenweg op Gent 393 – Werken – Bestek, Aankondiging van de opdracht, gunningswijze en voorbehoud van de uitgave.

DE RAAD,

Gezien het besluit van 13 december 2007 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende goedkeuring van het vierjarenprogramma van Wijkcontract West Oevers ;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van 18 juni 2009 houdende goedkeuring van de wijziging van het programma van Wijkcontract West Oevers met inbegrip van ingreep B7: Renovatie van een industrieel gebouw in een centrum voor de ontwikkeling van vaardigheden in de Joseph Scholsstraat – Steenweg op Gent 393, 1080 Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de brief van 08 oktober 2009 van het Kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck houdende goedkeuring van de programmawijziging van Wijkcontract West Oevers;

Gezien de overeenkomsten « Overeenkomst Duurzame Stad 2009, 2010 en

2011 » van het Grootstedenbeleid met indiening van een project « 5. Ingrepes bedoeld om de economische processen op het gemeentelijk grondgebied te versterken » voor een investeringsbedrag van 1.100.000 euro, waarvan minstens 700.000 euro voor de ingreep « Centrum voor de ontwikkeling van Vaardigheden - Schols » ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 31 maart 2010 houdende beslissing ondermeer om voor de architecturopdracht betreffende de renovatie van een industrieel gebouw in een centrum voor de ontwikkeling van vaardigheden, Joseph Scholsstraat 2-4 te Sint-Jans-Molenbeek, het studiebureau **CIPOLAT architecture sprl**, Rue d'Erpent-val 44, 5101 Erpent – Namur (TVA BE 476-557-337) aan te duiden en er de bestelling bij te plaatsen voor een bedrag van **125.000,00 EUR btw niet inbegrepen**, hetzij **151.250,00 EUR btw inbegrepen** ;

Overwegende dat de aanvraag voor de stedenbouwkundige vergunning voor het onderhavige dossier ingediend werd op 15 november 2010;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30 juni 2011 houdende beslissing :

- Het uitvoeringsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingsstaten en de aankondiging van de opdracht bevat, en opgesteld is door de architect, alsook de aankondiging van de opdracht met het oog op de renovatie van een industrieel gebouw in een centrum voor de ontwikkeling van vaardigheden in de Joseph Scholsstraat – steenweg op Gent 393, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken ;
- de uitgave voor de werken geraamd op 1.443.260,53 EUR btw niet inbegrepen, hetzij 1.746.345,24 btw inbegrepen, goed te keuren;
- Een bedrag van **2.100.000,00 EUR** aan te rekenen, waarvan **1.800.000,00 EUR** op artikel 9301/731/60 en **300.000,00 EUR** op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2011, en de uitgave te dekken door de in het kader van Wijkcontract West Oevers en de overeenkomst « Grootstedenbeleid » toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

- Over te gaan tot de procedure van de openbare aanbesteding ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 oktober 2011 houdende beslissing af te zien van het project gezien de onaanvaardbare prijzen naar aanleiding van de opening van de offertes en de Afdeling Gesubsidieerde Projecten te belasten met het opstellen van een beraadslaging van niet-gunning – na opstelling van het eindrapport met de analyse van de offertes – voor te leggen op een volgend College ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2011 houdende beslissing :

- Het analyserapport van de offertes, dat is opgenomen in bijlage en integraal deel uitmaakt van deze beslissing, goed te keuren ;
- De onderneming « Gillion Construct sa » niet te selecteren;
- Gezien de belangrijke overschrijding van de prijs ten opzichte van de raming van de opdracht (60% meer in vergelijking met de raming van de opdracht), de procedure niet verder te zetten en af te zien van het plaatsen van

de opdracht overeenkomstig artikel 18 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Gezien het ontwerp voor de tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Grootstedenbeleid te sluiten overeenkomst « Duurzame Stad 2013 », dat werd goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen op 20 februari 2013, en dat het project bevat met als titel « 4. Activering via het werk en de armoedebestrijding » waarvan het project « Centrum voor de ontwikkeling van vaardigheden – Schols » voor een investeringsbedrag van 1.502.872,00 EUR deel uitmaakt;

Overwegende dat deze financiële tussenkomst het mogelijk zal maken om de honoraria voor de opdracht van de architectuurstudie en een deel van de werken te financieren, en dat het eventuele saldo van de werken ten laste is van de Gemeente ;

Overwegende dat de opdracht onderworpen is aan de Belgische bekendmaking ;

Neemt kennis van het uitvoeringsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingsstaten en de aankondiging van de opdracht bevat en opgesteld is met het oog op de uitvoering van deze werken ;

Overwegende dat deze opdracht is opgeplitst in 3 gedeelten :

- **Gedeelte 1 (vast)**: Renovatie van een industrieel gebouw in een centrum voor vaardigheden. De werken omvatten de bouw van een nieuw deel aan de voorkant en de renovatie van het deel aan de achterkant (casco). Het vaste gedeelte omvat ook de afwerkingswerken van de gelijkvloers. Het gebouw moet beantwoorden aan de lage-energiestandaard.

- **Gedeelte 2 (voorwaardelijk 1)**: de werken voor de afwerking van de eerste en tweede verdieping

- **Gedeelte 3 (voorwaardelijk 2)**: de werken voor de afwerking van de derde en vierde verdieping

Overwegende dat de noodzaak om de opdracht op te splitsen en voorwaardelijke gedeelten in te voegen gemotiveerd is door het feit dat de gemeente nog niet de nodige budgetten heeft om het geheel van de werken te realiseren ;

Overwegende dat de uitvoering van de voorwaardelijke gedeelten (gedeelten 2 & 3) dus onderworpen is aan de mogelijkheid van de aanbestedende overheid om te kunnen genieten van aanvullende subsidies van het Programma « Grootstedenbeleid » en/of van een andere subsidiërende overheid ;

Overwegende dat voor gedeelte 2 deze voorwaardelijke staat maximum 6 maand na de verzending van de bestelbon van gedeelte 1 van deze overheidsopdracht zal worden opgeheven, en dat voor gedeelte 3 deze voorwaardelijke staat maximum 3 maand na de verzending van de bestelbon van gedeelte 2 van deze overheidsopdracht zal worden opgeheven.

Overwegende dat de uitgave voor de werken kan geraamd worden op **1.486.796,55 EUR** btw niet inbegrepen (1.799.023,83 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 1, **330.069,35 EUR** btw niet inbegrepen (399.383,92 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 2 en **235.363,23 EUR** btw niet inbegrepen

(284.789,51 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 3;

Gezien het BTW-percentage dat moet worden toegepast bij de bouwwerken 21% bedraagt ;

Gezien de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest van 13 juli 2007, betreffende de omzendbrief van 02 augustus 2006, die vraagt om bij de aanrekening van de uitgave betreffende de gunning van een overheidsopdracht rekening te houden met de gevolgen van de contractuele clausules van het bestek zoals de prijsherziening of de vermoedelijke hoeveelheden ;

Overwegende dat het bedrag van deze marge kan worden vastgelegd op 20% van het geraamde bedrag (**2.483.197,26 EUR btw inbegrepen**), hetzij 496.639,45 EUR btw inbegrepen, afgerond op 496.640,00 EUR ;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op de artikelen 9301/731/60 en 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013 onder voorbehoud van de goekeuring van de eerste wijzigingen van de gemeentelijke begroting door de Gemeenteraad et door de Toechzichthoudende overheid en dat de uitgave zal worden gedekt door subsidies in het kader van het Grootstedenbeleid, door verschillende subsidies en het saldo door leningsgelden;

Overwegende dat de werken kunnen worden toevertrouwd aan de private sector door middel van een open aanbesteding ;

Gezien artikel 23 en 24 van de wet van 15 juni 2006 ;

Gezien artikel 80 tot en met 104 van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien artikel 37, §1 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de opdrachten in gedeelten ;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1

Het uitvoeringsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingsstaten die zijn opgesteld door de architect, alsook de aankondiging van de opdracht bevat, met het oog op de renovatie van een industrieel gebouw in een centrum voor de ontwikkeling van vaardigheden in de Joseph Scholsstraat – steenweg op Gent 393, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken ;

Artikel 2

de uitgave voor de werken die geraamd kan worden op **1.486.796,55 EUR btw niet inbegrepen** (1.799.023,83 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 1, **330.069,35 EUR btw niet inbegrepen** (399.383,92 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 2 en **235.363,23 EUR btw niet inbegrepen** (284.789,51 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 3, goed te keuren.

Artikel 3

Een bedrag van **2.979.835 EUR** voorbehouden op:

- een bedrag van **1.799.025 EUR** op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 onder voorbehoud van de goekeuring van de eerste wijzigingen van de gemeentelijke begroting door de Gemeenteraad et door de Toechzichthoudende overheid en dat de uitgave zal worden gedekt door subsidies in het kader van het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden
- een bedrag van **1.180.810 EUR** op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en dat de uitgave zal worden gedekt door door subsidies in het kader van het Grootstedenbeleid, door verschillende subsidies en het saldo door leningsgelden

Artikel 4

Over te gaan tot de procedure van de open aanbesteding ;

Kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan de volgende diensten : B4, B6 alsook aan de subsidiërende overheden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0041# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Contrat de quartier Rives Ouest- Plan crèche de la Commission Communautaire française – appel à projets 2013 - Projet Crèche Gand 375 chaussée de gand à 1080 Bruxelles/ création de 48 nouvelles places - Approbation du dossier de candidature

LE COLLEGE,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2007 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale approuvant le programme quadriennal du Contrat de quartier « Rives Ouest »;

Vu la délibération du 18 juin 2009 du Conseil communal approuvant la modification de programme du Contrat de Quartier Rives Ouest comprenant le projet « CQRO Crèche Gand - T14 » - FR – 48 places

Vu la lettre du 08 octobre 2009 du Cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck approuvant la modification de programme du Contrat de Quartier Rives

Ouest du 18 juin 2009;

Vu l'appel à projets 2013 de la Commission Communautaire Française visant la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Vu le dossier de candidature intitulé « Crèche Gand » rédigé par la Division des Projets Subsidiés ;

Considérant que l'appel à projets prévoit la possibilité de bénéficier de taux d'intervention majorés qui s'appliquent en cas de création de nouveaux milieux d'accueil 0-3 ans situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande de subside, inférieur de 10 % ou plus au revenu médian de la RBC publié annuellement par l'Institut National des Statistiques et qui sont situés dans l'EDRLR ;

Considérant que les dossiers de candidatures doivent être remis impérativement pour le 16 septembre 2013 à la Commission Communauté Française, Cellule Enfance et Milieux d'Accueil de l'Enfant, rue des palais 42 – 1030 Bruxelles.

Considérant que l'appel à projets stipule que le dossier de candidature doit contenir une copie certifiée conforme de la délibération du Conseil communal qui sollicite un subside dans le cadre du présent appel à projets, qui s'engage à augmenter par le biais des travaux ou de l'acquisition le nombre de places indiquées dans le dossier de candidature et à ne pas modifier l'affectation du bâtiment suivant l'année de l'octroi du subside pendant 33 ans pour la construction, 15 ans pour la rénovation et pendant 25 ans dans le cas d'une acquisition, à assurer l'entretien et la gestion du bien, à ne pas aliéner le bien, à s'engager à prévenir la Commission Communautaire française si des subsides sont sollicités auprès d'autres pouvoirs subsidiaires, s'il n'y a pas d'autres pouvoirs subsidiaires, à s'engager à ne pas solliciter de subsides pour le projet par la suite, à appliquer la réglementation de l'ONE en matière de participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale définie par le Collège de la Commission Communautaire Française et enfin à demander l'autorisation de l'ONE ;

DECIDE :

Article 1 :

de solliciter un subside dans le cadre du plan crèche de la Commission Communautaire Française - appel – projets 2014- visant à soutenir la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Article 2 :

de solliciter un subside majoré de 95% pour de l'équipement et pour le premier ameublement/marché de fourniture de 128.706,06 EUR;

Article 3 :

d'approuver et de faire siens les termes du dossier de candidature « Crèche Gand»;

Article 4 :

de communiquer le dossiers de candidature et les documents demandés dans le cadre de l'appel à projets pour le 16 septembre 2013 à la Commission Communauté Française, Cellule Enfance et Milieux d'Accueil de l'Enfant, rue

des palais 42 – 1030 Bruxelles

Article 5 :

de répondre aux engagements repris en point 2 de l'appel à projets et de s'engager formellement et sur l'honneur à:

- augmenter par le biais des travaux ou de l'acquisition le nombre de places indiquées dans le dossier de candidature, c'est-à-dire minimum 48 nouvelles places dans le cas du présent projet ;
- ne pas modifier l'affectation du bâtiment pendant 33 ans pour la construction et pendant 25 ans dans le cas d'une acquisition ;
- assurer l'entretien et la gestion du bien ;
- ne pas aliéner le bien ;
- prévenir la Commission Communautaire française si des subsides sont sollicités auprès d'autres pouvoirs subsidiaires en mentionnant la nature des subsides et les montants concernés (en aucun cas le financement total du projet ne dépassera le coût réel de l'investissement) ;
- appliquer la réglementation de l'ONE en matière de participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale définie par le Collège de la Commission Communautaire Française
- demander l'autorisation de l'ONE.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Wijkcontract West Oevers - Crècheplan van de Franse
Gemeenschapscommissie – projectoproep 2013 – Project
Kinderdagverblijf Gent steenweg op Gent te 1080 Brussel/ inrichting van
48 nieuwe plaatsen – Goedkeuring van het kandidatuurdossier**

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en haar uitvoeringsbesluiten ;

Gezien het besluit van 13 december 2007 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende goedkeuring van het vierjarig programma van Wijkcontract « West Oevers »;

Gezien de beraadslaging van 18 juni 2009 van de Gemeenteraad houdende goedkeuring van de programmawijziging van Wijkcontract West Oevers dat het project « Wijkcontract West Oevers Kinderdagverblijf Gent - T14 » - FR – 48 plaatsen omvat;

Gezien de brief van 08 oktober 2009 van het kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck houdende goedkeuring van het programma van Wijkcontract West Oevers van 18 juni 2009;

Gezien de projectoproep 2013 van de Franse Gemeenschapscommissie die gericht is op de inrichting van nieuwe opvangplaatsen voor kinderen van 0-3 jaar ;

Gezien het kandidatuurdossier met als titel « Kinderdagverblijf Gent » opgesteld door de afdeling Gesubsidieerde projecten ;

Overwegende dat de projectoproep de mogelijkheid voorziet om te genieten van een vermeerderd percentage tussenkomst dat wordt toegepast in geval van de oprichting van nieuwe opvangmilieus voor kinderen van 0-3 jaar in gemeenten waarvan de inkomensmediaan van de bewoners op het ogenblik van de subsidieaanvraag 10% of meer lager is dan het mediaaninkomen van het Brussels Hoofdstedelijk gewest dat jaarlijks wordt gepubliceerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek en die gelegen zijn in de RVOHR ;

Overwegende dat de kandidatuurdossiers verplicht moeten worden ingediend voor 16 september 2013 bij de Franse Gemeenschapscommissie, ‘Cellule Enfance et Milieux d’Accueil de l’Enfant’, Paleizenstraat 42 – 1030 Brussel.

Overwegende dat de projectoproep bepaalt dat het kandidatuurdossier een voor eenvormig verklaarde kopie moet bevatten van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die in het kader van deze projectoproep verzoekt om een subsidie, die zich ertoe verbindt door middel van werken of de aankoop het aantal plaatsen die in het kandidatuurdossier worden vermeld te verhogen en de bestemming van het gebouw niet te wijzigen vanaf het jaar volgend op de toekenning van de subsidie gedurende 33 jaar voor de bouw, 15 jaar voor de renovatie en gedurende 25 jaar in het geval van een aankoop, het onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren, om het goed niet te vervreemden, om zich ertoe te verbinden om de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies worden aangevraagd bij andere subsidiërende besturen, indien er geen andere subsidiërende besturen zijn, om zich ertoe te verbinden daarna geen subsidies voor het project meer te vragen, om de reglementering van het ONE toe te passen op het vlak van de financiële bijdragen van de ouders of om de sociale tarieven opgelegd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie te respecteren en ten slotte de toelating te vragen van het ONE;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een subsidie aan te vragen in het kader van het Crècheplan van de Franse Gemeenschapscommissie - projectoproep 2014- gericht op de ondersteuning van de inrichting van nieuwe opvangplaatsen voor kinderen van 0-3 jaar ;

Artikel 2 :

een met 95% vermeerderde subsidie aan te vragen voor uitrusting en eerste bemeubeling /opdracht voor een levering voor 128.706,06 EUR;

Artikel 3 :

om de bepalingen van het kandidatuurdossier « Kinderdagverblijf Gent» goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 4 :

om het kandidatuurdossier en de in het kader van de projectoproep gevraagde documenten voor 16 september 2013 over te maken aan de Franse Gemeenschapscommissie, “Cellule Enfance et Milieux d’Accueil de l’Enfant”,

Paleizenstraat 42 – 1030 Brussel

Artikel 5 :

te voldoen aan de verbintenissen vermeld in punt 2 van de projectoproep en zich formeel en op erewoord te verbinden om:

- door middel van werken of de aankoop het aantal plaatsen dat vermeld is in het kandidatuurdossier, d.w.z. minstens 48 nieuwe plaatsen in het geval van dit project, te verhogen;
- de bestemming van het gebouw niet te wijzigen gedurende 33 jaar voor de bouw en gedurende 25 jaar in het geval van een aankoop ;
- het onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren;
- het goed niet te ontvreemden ;
- de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies worden aangevraagd bij andere subsidiërende besturen, door de aard van de subsidies en de desbetreffende bedragen te vermelden (in geen enkel geval mag de totale financiering van het project de reële kostprijs van de investering overstijgen);
- de reglementering van het ONE toe te passen op het vlak van de financiële bijdrage van de ouders of de sociale tarieven die zijn vastgelegd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie te respecteren
- de toelating te vragen van het ONE.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0042# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Contrat de quartier Ecluse-Saint-Lazare- Plan crèche de la Commission Communautaire française – appel à projets 2013 - Projet Crèche Bonne-Enghien/ création de 36 nouvelles places - Approbation du dossier de candidature.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2008 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale approuve le programme quadriennal du Contrat de quartier « Ecluse Saint-Lazare »;

Vu le dossier de base dans lequel l'opération 5a.1 « création d'une crèche de 36 places à l'angle Bonne-Enghien » est reprise comme prioritaire ;

Vu l'appel à projets 2013 de la Commission Communautaire Française visant la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Vu le dossier de candidature intitulé « Crèche Bonne-Enghien » rédigé par la Division des Projets Subsidiés ;

Considérant que l'appel à projets prévoit la possibilité de bénéficier de taux d'intervention majorés qui s'appliquent en cas de création de nouveaux milieux d'accueil 0-3 ans situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande de subside, inférieur de 10 % ou plus au revenu médian de la RBC publié annuellement par l'Institut National des Statistiques et qui sont situés dans l'EDRLR ;

Considérant que les dossiers de candidatures doivent être remis impérativement pour le 16 septembre 2013 à la Commission Communauté Française, Cellule Enfance et Milieux d'Accueil de l'Enfant, rue des palais 42 – 1030 Bruxelles.

Considérant que l'appel à projets stipule que le dossier de candidature doit contenir une copie certifiée conforme de la délibération du Conseil communal qui sollicite un subside dans le cadre du présent appel à projets, qui s'engage à augmenter par le biais des travaux ou de l'acquisition le nombre de places indiquées dans le dossier de candidature et à ne pas modifier l'affectation du bâtiment suivant l'année de l'octroi du subside pendant 33 ans pour la construction, 15 ans pour la rénovation et pendant 25 ans dans le cas d'une acquisition, à assurer l'entretien et la gestion du bien, à ne pas aliéner le bien, à s'engager à prévenir la Commission Communautaire française si des subsides sont sollicités auprès d'autres pouvoirs subsidiaires, s'il n'y a pas d'autres pouvoirs subsidiaires, à s'engager à ne pas solliciter de subsides pour le projet par la suite, à appliquer la réglementation de l'ONE en matière de participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale définie par le Collège de la Commission Communautaire Française et enfin à demander l'autorisation de l'ONE ;

DECIDE :

Article 1 :

de solliciter un subside dans le cadre du plan crèche de la Commission Communautaire Française - appel – projets 2014- visant à soutenir la création de nouvelles places d'accueil pour les 0-3 ans ;

Article 2 :

de solliciter un subside majoré de 95% pour de l'équipement et pour le premier ameublement/marché de fourniture de 96.529,54 EUR;

Article 3 :

d'approuver et de faire siens les termes du dossier de candidature « Crèche Bonne-Enghien»;

Article 4 :

de communiquer le dossiers de candidature et les documents demandés dans le cadre de l'appel à projets pour le 16 septembre 2013 à la Commission Communauté Française, Cellule Enfance et Milieux d'Accueil de l'Enfant, rue des palais 42 – 1030 Bruxelles

Article 5 :

de répondre aux engagements repris en point 2 de l'appel à projets et de s'engager formellement et sur l'honneur à:

- augmenter par le biais des travaux ou de l'acquisition le nombre de places

indiquées dans le dossier de candidature, c'est-à-dire minimum 36 nouvelles places dans le cas du présent projet ;

- ne pas modifier l'affectation du bâtiment pendant 33 ans pour la construction et pendant 25 ans dans le cas d'une acquisition ;
- assurer l'entretien et la gestion du bien ;
- ne pas aliéner le bien ;
- prévenir la Commission Communautaire française si des subsides sont sollicités auprès d'autres pouvoirs subsidiaires en mentionnant la nature des subsides et les montants concernés (en aucun cas le financement total du projet ne dépassera le coût réel de l'investissement) ;
- appliquer la réglementation de l'ONE en matière de participations financières des parents ou à respecter la tarification sociale définie par le Collège de la Commission Communautaire Française
- demander l'autorisation de l'ONE.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Wijkcontract Sluis Sint-Lazarus - Crècheplan van de Franse Gemeenschapscommissie – projectoproep 2013 – Project Kinderdagverblijf Bonne-Edingen/ inrichting van 36 nieuwe plaatsen – Goedkeuring van het kandidatuurdossier.

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en haar uitvoeringsbesluiten ;

Gezien het besluit van 18 december 2008 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat jet vierjarig programma van Wijkcontract « Sluis Sint-Lazarus » goedkeurt;

Gezien het basisdossier waarin de Ingrep 5a.1 “Bouw van een kinderdagverblijf met 36 plaatsen op de hoek Bonne-Edingen “ als prioritair wordt vermeld;

Gezien de projectoproep 2013 van de Franse Gemeenschapscommissie die gericht is op de inrichting van nieuwe opvangplaatsen voor kinderen van 0-3 jaar ;

Gezien het kandidatuurdossier met als titel « Kinderdagverblijf Bonne-Edingen» opgesteld door de afdeling Gesubsidieerde projecten;

Overwegende dat de projectoproep de mogelijkheid voorziet om te genieten van een vermeerderd percentage tussenkomst dat wordt toegepast in geval van de oprichting van nieuwe opvangmilieus voor kinderen van 0-3 jaar in gemeenten waarvan de inkomensmediaan van de bewoners op het ogenblik van de subsidieaanvraag 10% of meer lager is dan het mediaaninkomen van het Brussels Hoofdstedelijk gewest dat jaarlijks wordt gepubliceerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek en die gelegen zijn in de RVOHR ;

Overwegende dat de kandidatuurdossiers verplicht moeten worden ingediend voor 16 september 2013 bij de Franse Gemeenschapscommissie, ‘Cellule Enfance et Milieux d’Accueil de l’Enfant’, Paleizenstraat 42 – 1030 Brussel.

Overwegende dat de projectoproep bepaalt dat het kandidatuurdossier een voor eenvormig verklaarde kopie moet bevatten van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die in het kader van deze projectoproep verzoekt om een subsidie, die zich ertoe verbindt door middel van werken of de aankoop het aantal plaatsen die in het kandidatuurdossier worden vermeld te verhogen en de bestemming van het gebouw niet te wijzigen vanaf het jaar volgend op de toekenning van de subsidie gedurende 33 jaar voor de bouw, 15 jaar voor de renovatie en gedurende 25 jaar in het geval van een aankoop, het onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren, om het goed niet te vervreemden, om zich ertoe te verbinden om de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies worden aangevraagd bij andere subsidiërende besturen, indien er geen andere subsidiërende besturen zijn, om zich ertoe te verbinden daarna geen subsidies voor het project meer te vragen, om de reglementering van het ONE toe te passen op het vlak van de financiële bijdragen van de ouders of om de sociale tarieven opgelegd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie te respecteren en ten slotte de toelating te vragen van het ONE;

BESLUIT :

Artikel 1 :

een subsidie aan te vragen in het kader van het Crècheplan van de Franse Gemeenschapscommissie - projectoproep 2014- gericht op de ondersteuning van de inrichting van nieuwe opvangplaatsen voor kinderen van 0-3 jaar ;

Artikel 2 :

een met 95% vermeerderde subsidie aan te vragen voor uitrusting en eerste bemeubeling /opdracht voor een levering voor 96.529,54 EUR;

Artikel 3 :

om de bepalingen van het kandidatuurdossier « Kinderdagverblijf Bonne-Edingen» goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 4 :

om het kandidatuurdossier en de in het kader van de projectoproep gevraagde documenten voor 16 september 2013 over te maken aan de Franse Gemeenschapscommissie, “Cellule Enfance et Milieux d’Accueil de l’Enfant”, Paleizenstraat 42 – 1030 Brussel

Artikel 5 :

te voldoen aan de verbintenissen vermeld in punt 2 van de projectoproep en zich formeel en op erewoord te verbinden om:

- door middel van werken of de aankoop het aantal plaatsen dat vermeld is in het kandidatuurdossier, d.w.z. minstens 36 nieuwe plaatsen in het geval van dit project, te verhogen;
- de bestemming van het gebouw niet te wijzigen gedurende 33 jaar voor de

- bouw en gedurende 25 jaar in het geval van een aankoop ;
- het onderhoud en het beheer van het goed te verzekeren;
 - het goed niet te ontvreemden ;
 - de Franse Gemeenschapscommissie te verwittigen indien er subsidies worden aangevraagd bij andere subsidiërende besturen, door de aard van de subsidies en de desbetreffende bedragen te vermelden (in geen enkel geval mag de totale financiering van het project de reële kostprijs van de investering overstijgen);
 - de reglementering van het ONE toe te passen op het vlak van de financiële bijdrage van de ouders of de sociale tarieven die zijn vastgelegd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie te respecteren
 - de toelating te vragen van het ONE.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

**#012/28.08.2013/A/0043# Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur
Adaptation du règlement de travail pour l'enseignement communal néerlandophone.**

Note aux membres du Conseil communal

Les membres du Conseil communal sont invités à approuver de règlement de travail pour le personnel de l'enseignement communal fondamental néerlandophone.

Ce règlement règle :

- les droits et devoirs des écoles
- les droits et devoirs du personnel, aussi bien le personnel enseignant que le personnel paramédical et le personnel administratif

Il remplacera le règlement en vigueur qui avait été approuvé en séance du Conseil en date du 29 août 2012.

La COPALOC néerlandophone (ABOC) a signé le protocole d'accord en date du 28 août 2013.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Aanpassing arbeidsreglement voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 29 augustus 2012 waarin hij de wijzigingen van het arbeidsreglement voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs goedkeurde;

Gelet op de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, artikelen 1, 4 en 11 tot en met 15sexies;

Gelet op de wet van 18 december 2002 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs et de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;

Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad;

Gelet op de wet van 19 december 1994 tot regeling van de relaties tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de bijkomende opmerkingen van de syndicale afgevaardigden tijdens de vergadering van het overlegcomité;

Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikel 42 en 43;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 119;

Overwegende dat een goede schoolorganisatie steunt op duidelijke afspraken tussen het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat alle personen die onder gezag arbeid verrichten in het gemeentelijk onderwijs, moeten worden geïnformeerd over de voorwaarden die op hun arbeidsverhouding van toepassing zijn;

Overwegende dat het decreet rechtspositie en het decreet basisonderwijs voldoende ruimte laten om lokaal en autonoom concrete afspraken te maken rond rechten en plichten van het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat het bestaande arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad d.d. 29 augustus 2012 geactualiseerd diende te worden;

Overwegende de besprekking in het schoolteam en de opmerkingen van de directie;

Gelet op het protocolakkoord van het ABOC van heden;

BESLUIT:

Artikel 1

het bestaande arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad in datum van 29 augustus 2012 op te heffen.

Artikel 2

Het herwerkte arbeidsreglement voor de personen die onder het gezag arbeid verrichten de het Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs in bijlage goed te keuren.

Artikel 3

Een afschrift van dit besluit en van het herwerkte arbeidsreglement ter kennisgeving te bezorgen aan de personen die onder gezag arbeid verrichten in de Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs.

Artikel 4

Een afschrift van dit besluit ter kennisgeving te bezorgen aan de Directie Toezicht op de Sociale Wetten.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0044# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Approbation de la convention entre l'Administration communale et het IBO Verliefde Wolk (De Vaartkapoen) Sint-Jans-Molenbeek pour l'utilisation de l'infrastructure.

Les membres du Conseil communal sont invités à approuver la convention entre l'administration communale de Molenbeek et l'IBO De Verliefde Wolk (De Vaartkapoen) Sint-Jans-Molenbeek en ce qui concerne la location de la salle de gym pour la période de septembre 2013 à juin 2014. La location aura lieu chaque lundi, mardi et jeudi matin (10.35 - 12.15) pour une période de 2 heures pour le prix de €2120.

Les membres du Conseil sont également invités à approuver la clôture de deux polis d'assurance

1° en ce qui concerne la responsabilité civile et contractuelle (nr . de polis 45.057.703)

2° en ce qui concerne dégats d'eau et incendie (nr de polis 38.027.292)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst tussen het gemeentebestuur en het IBO Verliefde Wolk (De Vaartkapoen) Sint-Jans-Molenbeek voor het gebruik van de infrastructuur.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige basisschool Windroos geen turnzaal heeft;

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige basisschool Windroos in het verleden kon beschikken over de turnzaal van Ecole 1;

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige basisschool Windroos niet meer zal kunnen beschikken over de turnzaal van Ecole 1 gezien Ecole 1 in het schooljaar 2013-2014 zelf haar turnzaal nodig zal hebben wegens uitbreiding van groepen voor lichamelijke opvoeding;

Overwegende dat het IBO Verliefde Wolk (De Vaartkapoen) Sint-Jans-Molenbeek over een sportzaal beschikt;

Overwegende dat de sportzaal iedere

- Maandag:10.35 - 12.15 (zaal De Kameel)
- Dinsdag 10.35 -12.15 (zaal De Haas)
- Donderdag 10.35 - 12.15 (Zaal De Kameel)

gedurende het schooljaar 2013-2014 gebruikt kan worden en dit 34 maandagen, 37 dinsdagen en 35 donderdagen in totaal;

Gelet school Paloke ook over geen sportzaal beschikt en dat er reeds enkele jaren een overeenkomst bestaat voor school Paloke tussen het Koninklijk Atheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek en het gemeentebestuur voor het gebruik van de infrastructuur;

Gelet op het advies van de dienst Betwiste zaken;

BESLUIT:

Artikel 1 :

de volgende overeenkomst goed te keuren :

Overeenkomst voor het gebruik van de infrastructuur (sportzaal)
van het IBO Verliefde Wolk (De Vaartkapoen) Sint-Jans-Molenbeek.

Overeenkomst tussen ondergetekenden :

enerzijds het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek vertegenwoordigd door Jacques De Winne, Gemeentesecretaris of Carine Van Campenhout, waarnemend secretaris, en Annalisa Gadaleta, Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden, Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Brussel,

Carolien Moens, Coördinator van het IBO De Verliefde Wolk (De Vaartkapoen), Schoolstraat 76 l, 1080 Brussel

voor het gebruik van de sportzaal van IBO Verliefde Wolk (De Vaartkapoen) te Sint-Jans-Molenbeek iedere:

- Maandag:10.35 - 12.15 (zaal De Kameel)
- Dinsdag 10.35 -12.15 (zaal De Haas)
- Donderdag 10.35 - 12.15 (Zaal De Kameel)

telkens voor 2 lestijden aan de prijs van € 10 per uur door de Nederlandstalige gemeenteschool Windroos vanaf 1 september 2013 tot en met 30 juni 2014 (34 maandagen, 37 dinsdagen en 35 donderdagen in totaal);

Het gemeentebestuur is verplicht twee verzekeringspolissen af te sluiten :

- 1° inzake burgerlijke en contractuele afspraken (polisnummer 45.057.703)
- 2° tegen brand- en waterschade (polisnummer 38.027.292)

De storting van de verzekeringspremies gebeurt rechtstreeks op rekeningnummer van Ethias Hasselt;

Het bedrag van het huurgeld en de verschuldigde premies wordt gestort na goedkeuring door de gemeenteraad en volgens de betalingsmodaliteiten van het gemeentebestuur. De betalingsbewijzen worden op verzoek afgeleverd.

Opgemaakt te Sint-Jans-Molenbeek op 2013

Op last,

Jacques De Winne, Moens Gemeentesecretaris, van het Of Carine Van Campenhout, Verliefde Wolk Waarnenemend secretaris	Annalisa Gadaleta, Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden	Carolien Coördinator IBO De
--	---	-----------------------------------

Artikel 2:

- Het gebruik van de sportzaal van het IBO De Verliefde Wolk (De Vaartkapoen), iedere Maandag:10.35 - 12.15 (zaal De Kameel)- 34 maandagen
- Dinsdag 10.35 -12.15 (zaal De Haas) – 37dinsdagen
- Donderdag 10.35 - 12.15 (Zaal De Kameel) – 35 donderdagen telkens voor 2 lestijden aan de prijs van € 2120 door de Nederlandstalige gemeenteschool Windroos vanaf 1 september 2013 tot en met 30 juni 2014 goed te keuren;

Artikel 3:

de uitgave voor de huur van de sportzaal geraamd op € 2120 voor het schooljaar 2013-2014 te boeken op artikel 7220/126/01 van de begroting 2013 en de uitgave voor de verzekeringen geraamd op € 125 te boeken op artikel 0500/124/08 van de begroting 2013.

Artikel 4:

Twee verzekeringspolissen af te sluiten:

- 1° inzake burgerlijke en contractuele afspraken (polisnummer 45.057.703)
 - 2° tegen brand- en waterschade (polisnummer 38.027.292)
- En de verzekeringspremies rechtstreeks op rekeningnummer van Ethias Hasselt te storten.

Beslissing over te maken aan de Gemeentekassa (B4), aan de Dienst Begroting (B6) en de dienst Betwiste Zaken (B19)

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0045# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Approbation de la convention entre l'Administration communale et het Koninklijk Atheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek pour l'utilisation de l'infrastructure.

Les membres du Conseil communal sont invités à approuver la convention entre l'administration communale de Molenbeek et l'Athénée Royal Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek en ce qui concerne la location de la salle de gym pour la période de septembre 2013 à juin 2014. La location aura lieu chaque vendredi matin pour une période de 4 heures pour le prix de € 2728..

Les membres du Conseil sont également invités à approuver la clôture de deux polis d'assurance
1° en ce qui concerne la responsabilité civile et contractuelle (nr . de polis 45.057.703)
2° en ce qui concerne dégats d'eau et incendie (nr de polis 38.027.292)

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst tussen het gemeentebestuur en het Koninklijk Aheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek voor het gebruik van de infrastructuur.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentelijke Nederlandstalige basisschool Paloke geen turnzaal heeft;

Overwegende dat het Koninklijk Atheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek over een sportzaal beschikt;

Overwegende dat de sportzaal iedere vrijdagvoormiddag gedurende het schooljaar 2013-2014 gebruikt kan worden en dit 32 keer;

Gezien tijdens het schooljaar 2012-2013 school Toverfluit de bezetting van haar sportzaal door school Paloke eenmalig op vrijdag annuleerde omwille van een schoolfeest;

Overwegende dat deze annulatie in mindering wordt gebracht voor de

bezetting van het schooljaar 2013-2014 en er bijgevolg slechts 31 vrijdagvoormiddagen in rekening mogen worden gebracht;

Gelet op het advies van de dienst Betwiste zaken van de identieke overeenkomst van de 3 voorbije schooljaren;

BESLUIT:

Artikel 1 :

de volgende overeenkomst goed te keuren :

Overeenkomst voor het gebruik van de infrastructuur (sportzaal) van het Koninklijk Atheneum Toverfluit Sint-Jans-Molenbeek.

Overeenkomst tussen ondergetekenden :

enerzijds het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek vertegenwoordigd door Jacques De Winne, Gemeentesecretaris of Carine Van Campenhout, waarnemend secretaris, en Annalisa Gadaleta, Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden, Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Brussel,

en anderzijds Erwin De Mulder, directeur van het Koninklijk Atheneum Toverfluit, Toverfluitstraat 19-21, 1080 Brussel

voor het gebruik van de sportzaal van het Koninklijk Atheneum Toverfluit iedere vrijdagvoormiddag voor 4 lestijden aan de prijs van €88 per voormiddag door de Nederlandstalige gemeenteschool Paloke vanaf 1 september 2013 tot en met 30 juni 2014;

Het gemeentebestuur is verplicht twee verzekeringspolissen af te sluiten :

1° inzake burgerlijke en contractuele afspraken (polisnummer 45.057.703)

2° tegen brand- en waterschade (polisnummer 38.027.292)

De storting van de verzekeringspremies gebeurt rechtstreeks op rekeningnummer van Ethias Hasselt;

Het bedrag van het huurgeld en de verschuldigde premies dient minstens vijftien dagen voor de datum van de ingebruikneming gestort te worden en de betalingsbewijzen afgeleverd.

Opgemaakt te Sint-Jans-Molenbeek op 2013

Op last,

Jacques De Winne,
De Mulder,
Gemeentesecretaris,

Annalisa Gadaleta,
Schepen van Nederlandstalige

Erwin

Directeur van
Of Carine Van Campenhout, aangelegenheden
Toverfluit
Waarnemend secretaris

Artikel 2:

Het gebruik van de sportzaal van het Koninklijk Atheneum Toverfluit iedere vrijdagvoormiddag voor 4 lestijden aan de prijs van € 2728 door de Nederlandstalige gemeenteschool Paloke vanaf 1 september 2013 tot en met 30 juni 2014 goed te keuren;

Artikel 3:

de uitgave voor de huur van de sportzaal geraamd op € 2728 voor het schooljaar 2013-2014 te boeken op artikel 7220/126/01 van de begroting 2013 en de uitgave voor de verzekeringen geraamd op € 125 te boeken op artikel 0500/124/08 van de begroting 2013.

Artikel 4:

Twee verzekeringspolissen af te sluiten:

- 1° inzake burgerlijke en contractuele afspraken (polisnummer 45.057.703)
 - 2° tegen brand- en waterschade (polisnummer 38.027.292)
- En de verzekeringspremies rechtstreeks op rekeningnummer van Ethias Hasselt te storten.

Beslissing over te maken aan de Gemeentekassa (B4), aan de Dienst Begroting (B6) en de dienst Betwiste Zaken (B19)

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0046# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Plan déchets pour l'enseignement communal fondamental
néerlandophone.

Note aux membres du Conseil communal

Les membres du Conseil communal sont invités à se prononcer sur une délibération visant à approuver le Plan Déchets pour l'enseignement communal fondamental néerlandophone.

Suite à la liste de documents à présenter lors d'une inspection du Département de l'Enseignement néerlandophone, la nécessité se présente d'établir un Plan Déchets.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Afvalbeheersplan van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs

DE RAAD,

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;

Gelet op het decreet van 8 mei 2009 betreffende de kwaliteit van onderwijs;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 8 juli 1997 betreffende de erkenning, de financiering en subsidiëring van scholen in het gewoon en buitengewoon onderwijs;

Gelet het besluit van de Vlaamse regering van 1 oktober 2010 tot uitvoering van het decreet van 8 mei 2009 betreffende de kwaliteit van onderwijs met betrekking tot de wijze waarop sommige bevoegdheden van de inspectie worden uitgevoerd;

Gelet op de lijst van documenten van het vooronderzoek basisonderwijs dat de scholen moeten dienen voor te leggen in geval van doorlichting;

Gelet op het feit dat volgens de lijst van documenten voor het vooronderzoek basisonderwijs een afvalbeheerplan moet kunnen voorgelegd worden aan de doorlichting;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988,;

Overwegende de besprekking in het directiecomité en de opmerkingen van de directies;

BESLUIT:

Enig artikel :

het afvalbeheersplan voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0047# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Projet d'établissement pour les écoles communales fondamentales néerlandophones.

Note aux membres du Conseil communal

Le décret du 25.2.1997 détermine que l'autorité scolaire doit élaborer un projet d'établissement pour chaque de ses écoles néerlandophones, ce qui a été fait en sa séance du 17.6.1999.

Au décret du 10.7.2003 concernant le paysage de l'enseignement fondamental un point au sujet du projet d'établissement en ce qui concerne la gestion des soins avait ajouté. Désormais ce décret a été abrogé et remplacé par le décret 'onderwijs XXI' du 1.07.2011.

Vu que la communauté scolaire 1080 a fortement changé depuis quelques années, une actualisation du projet d'établissement était également nécessaire.

Les membres du Conseil sont invités à approuver l'adaptation du projet d'établissement pour les écoles fondamentales néerlandophones conformément au décret Onderwijs XXI du 1.07.2011.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Schoolwerkplan voor de Nederlandstalige gemeentelijke basisscholen.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in datum van 18 maart 2004 waarin het schoolwerkplan voor de Scholengemeenschap 1080" goedgekeurd werd;

Overwegende dat het decreet van 25.2.1997 bepaalt dat ieder schoolbestuur van elk van zijn scholen een schoolwerkplan moet opstellen met ingang van 1.9.1999;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 47 van het decreet het schoolwerkplan volgende minimumbepalingen moet bevatten :

- de omschrijving van het pedagogisch project zijnde het geheel van fundamentele uitgangspunten dat door het schoolbestuur voor de school wordt vastgesteld;
- de organisatie van de school en voornamelijk de indeling in leerlingengroepen;
- de wijze waarop het leerproces van de leerlingen wordt beoordeeld en hoe daarover wordt gerapporteerd;
- de voorzieningen in het gewoon onderwijs voor leerlingen met een handicap of die leerbedreigd zijn, inclusief de samenwerkingsvormen met andere scholen voor gewoon en/of buitengewoon onderwijs.

Overwegende dat het decreet betreffende het landschap basisonderwijs van 10.7.2003, met ingang van 1.9.2003, een punt in verband met het voeren van zorgbeleid toevoegde aan artikel 47 van het decreet van 25.2.1997;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;

Gelet op het decreet van 8 mei 2009 betreffende de kwaliteit van onderwijs;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988;

Gelet het schoolwerkplan goedgekeurd door de Gemeenteraad in datum van 18 maart 2004 volledig aan actualisatie toe was, zowel qua inhoud als qua vorm;

Overwegende de besprekingen in het directiecomité en de opmerkingen van de directies;

BESLUIT:

Enig artikel:

het schoolwerkplan voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs – Scholengemeenschap 1080- in bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0048# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

**Règlement scolaire de l'enseignement communal néerlandophone -
Adaptation.**

Note aux membres du Conseil communal

Les membres du Conseil communal sont invités à se prononcer sur une délibération visant à approuver la modification au règlement scolaire pour les écoles communales fondamentales néerlandophones.

Ce règlement scolaire a été approuvé en séance du Conseil du 17.10.2002 et a

connu depuis lors plusieurs modifications (dernière modification approuvée par le Conseil le 29.08.2012).

Les modifications concernent les modalités pour les inscriptions réglementées par la Communauté Flamande, les montants maximums pour les frais extra-scolaires, la modification des horaires d'écoles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 32 votes positifs, 1 vote négatif.

A voté contre cette proposition : Dirk De Block.

Schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs - Aanpassing.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 oktober 2002 waarbij hij het schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs goedkeurde;

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 18 december 2003, 9 september 2004, 17 februari 2005, 8 september 2005, 1 maart 2007, 25 oktober 2007, 19 februari 2009, 22 oktober 2009, 23 december 2010, 24 augustus 2011 en 29 augustus 2012 waarbij hij de aanpassingen aan het schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs goedkeurde;

Gelet op het decreet van 30 mei 2012 houdende technische en praktische aanpassingen aan het decreet van 25 november 2011 betreffende het inschrijvingsrecht;

Gelet op het decreet betreffende het inschrijvingsrecht van 25 november 2011; Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 24 november 1998 betreffende de regels voor het uitreiken van het getuigschrift van basisonderwijs en het vastleggen van de vorm ervan, artikel 13, bijlage 1;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 12 november 1997 betreffende de controle op de inschrijvingen van leerlingen in het basisonderwijs.

Overwegende de omzendbrief van 5 juni 2012 betreffende het inschrijvingsrecht en de aanmeldingsprocedures in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22 juni 2007 betreffende kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende dat tot nu toe de informatie over de kostenbeheersing verspreid stond in zowel het schoolreglement als de afsprakennota, en het schoolbestuur de ouders een duidelijk overzicht moet geven over de bijdrageregeling;

Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad, artikel 21;

Gelet het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 de artikelen 27, 27bis-

27quater en art.37

Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikelen 42 en 43;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 104 en 119;

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Overwegende dat het huidig schoolreglement basisonderwijs goedgekeurd werd op 29 augustus 2012 door de Gemeenteraad en aan actualisatie toe is;

Overwegende de besprekingen in het schoolteam en het advies van de directie;

Gelet op het overleg in de schoolraad ;

Gelet op het model van schoolreglement van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

BESLUIT :

Artikel 1:

Het bestaande schoolreglement gewoon basisonderwijs goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 29 augustus 2012 op te heffen.

Artikel 2:

Het hierbijgevoegde schoolreglement goed te keuren.

Artikel 3:

Het schoolreglement gewoon basisonderwijs bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging, ter beschikking te stellen (op papier of via een elektronische drager) aan de ouders, die voor akkoord ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 32 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

Stemde zij tegen dit voorstel : Dirk De Block.

#012/28.08.2013/A/0049# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Règlement scolaire de l'enseignement communal néerlandophone - Note explicative de commun accord - Adaptation.

Note aux membres du Conseil communal

Les membres du Conseil communal sont invités à se prononcer sur une délibération visant à approuver la modification au règlement scolaire pour les

écoles communales fondamentales néerlandophones, plus précisément la Note explicative de commun accord.

Cette note explicative a été approuvée en séance du Collège du 5.06.1998 et modifiée le 29.08.2012.

Suite à quelques modifications au règlement scolaire, la nécessité se présente désormais de modifier cette note explicative de commun accord également (car lié au règlement scolaire).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Schoolreglement van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs -
Afsprakennota - Aanpassing.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen 5 juni 1998 waarbij hij de afsprakennota van het gemeentelijk Nederlandstalig basisonderwijs goedkeurde;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad in datum van 29 augustus 2012 waarbij hij de aanpassingen van de afsprakennota goedkeurde;

Gelet op het decreet van 30 mei 2012 houdende technische en praktische aanpassingen aan het decreet van 25 november 2011 betreffende het inschrijvingsrecht;

Gelet op het decreet betreffende het inschrijvingsrecht van 25 november 2011;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 24 november 1998 betreffende de regels voor het uitreiken van het getuigschrift van basisonderwijs en het vastleggen van de vorm ervan, artikel 13, bijlage 1;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 12 november 1997 betreffende de controle op de inschrijvingen van leerlingen in het basisonderwijs.

Overwegende de omzendbrief van 5 juni 2012 betreffende het inschrijvingsrecht en de aanmeldingsprocedures in het basisonderwijs;

Overwegende de aanpassingen aan de ministeriële omzendbrief van 22 juni 2007 betreffende kostenbeheersing in het basisonderwijs;

Overwegende dat tot nu toe de informatie over de kostenbeheersing verspreid stond in zowel het schoolreglement als de afsprakennota, en het schoolbestuur de ouders een duidelijk overzicht moet geven over de bijdrageregeling;

Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad, artikel 21;

Gelet het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997 de artikelen 27, 27bis-27quater en art.37

Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikelen 42 en 43;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 104 en 119;

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn basisscholen een schoolreglement, met een afsprakennota die er integraal deel van uitmaakt, moet opstellen dat de betrekkingen tussen het schoolbestuur en de ouders en de leerlingen regelt;

Overwegende dat de huidige afsprakennota basisonderwijs goedgekeurd werd in de zitting van de Gemeenteraad van 29 augustus 2012 aan actualisatie toe is wegens de wijzigingen in het schoolreglement;

Overwegende de besprekingen in het schoolteam en het advies van de directie;
Gelet op het overleg in de schoolraad ;

Gelet op het model van de afsprakennota van het Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap;

BESLUIT:

Artikel 1:

De bestaande afsprakennota gewoon basisonderwijs goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen in zitting van 29 augustus 2012 op te heffen.

Artikel 2:

De hierbijgevoegde afsprakennota, die integraal deel uitmaakt van het schoolreglement goed te keuren.

Artikel 3:

De afsprakennota gewoon basisonderwijs bij elke inschrijving van een leerling en nadien bij elke wijziging, ter beschikking te stellen (op papier of via een elektronische drager) aan de ouders, die ondertekenen voor akkoord.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0050# **Logistique - Logistik**

Contrat de Quartier Cinéma Belle-Vue - Projet « Quartier vert » (Op. 5b.4b volet 5b) : convention sur l'installation de potagers dans des cours d'intérieurs d'ilots – Approbation de la convention-type.

LE CONSEIL,

Vu les politiques sectorielles inscrites dans la volonté communale de participer à l'effort commun pour un développement durable de la planète ;

Vu l'ordonnance organique du 7 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêtés d'application;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 février 2009 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme quadriennal du contrat de quartier "Cinéma Bellevue" ;

Considérant que ledit programme prévoit l'opération 5b.4b « Quartier Vert » pour le CQ Cinéma Bellevue ;

Considérant que pour poursuivre les objectifs du projet, il y a lieu de mener durant l'année 2013 pour l'opération précitée, diverses actions de « verdurisation » et d'aménagements végétaux ;

Considérant que parmi les différentes actions envisagées en 2013, est prévue la réalisation de potagers participatifs dans les cours d'intérieurs d'îlots ;

Considérant que de telles activités contribuent à l'éducation et à la sensibilisation du public à la nature et à une alimentation saine ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir une convention pour la bonne réalisation dudit projet ;

Considérant que ladite convention décrit la méthodologie du projet ;

Considérant l'approbation du service des affaires juridiques pour l'application de la convention proposée ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la convention-type

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Wijkcontract Cinema Belle-Vue - Project « Groene wijk » (Ingreep 5b.4b luik 5b) : overeenkomst betreffende de installatie van moestuinen in binnenplaatsen – Goedkeuring van de type-overeenkomst.

DE RAAD,

Gezien het sectorale beleid dat kadert in de wil van de gemeente om deel te nemen aan de gemeenschappelijke inspanning voor de duurzame ontwikkeling van de planeet ;

Gezien de Organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 betreffende de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en hun toepassingsbesluiten;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 februari 2009 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het vierjarig programma van wijkcontract "Cinema Bellevue" goedkeurt;

Overwegende dat het vermelde programma voorziet in ingreep 5b.4b « Groene Wijk » voor Wijkcontract Cinema Bellevue ;

Overwegende dat om de doelstellingen van het project te bereiken er voor de

hierboven vermelde ingreep gedurende het jaar 2013 verscheidene acties voor « vergroening » en inrichting met planten moeten worden uitgevoerd ;
Overwegende dat bij de verschillende geplande acties in 2013 de realisatie van participatieve moestuinen in binnenplaatsen voorzien is ;
Overwegende dat zulke activiteiten bijdragen aan natuureducatie en - sensibilisatie van het publiek en aan een gezonde voeding ;
Overwegende dat er een overeenkomst moet voorzien worden voor de goede uitvoering van het vermelde project ;
Overwegende dat deze overeenkomst de methodologie van het project beschrijft ;
Overwegende dat de dienst juridische zaken de toepassing van de voorgestelde overeenkomst heeft goedgekeurd ;

BESLUIT:

Enig artikel:

De type-overeenkomst goed te keuren

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

#012/28.08.2013/A/0051# Secrétaire Communal - Gemeentesecretaris

Interpellation déposée par Monsieur Jef Van Damme concernant la propriété rue Vandenneperboom.

Le point est reporté à la prochaine réunion.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Jef Van Damme betreffende de netheid in de Vandennenboomstraat.

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

#012/28.08.2013/A/0052# Organisation Générale - Algemene Organisatie

Interpellation introduite par Monsieur Jamal Ikazban relative au festival "Bruxellons".

Le point est reporté à la prochaine réunion.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Jamal Ikazban betreffende het festival "Bruxellons".

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting
Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

#012/28.08.2013/A/0053# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation introduite par Madame Paulette Piquard concernant l'Ecole Tamaris.

**AUX MEMBRES DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS
INTERPELLATION**

CONCERNE : ECOLE TAMARIS

La période de vacances m'a à nouveau amenée à promener le chien de ma petite fille. Et oui, lorsque l'on promène un chien, on a le temps de lever les yeux et d'observer ce qui évolue dans notre environnement.

C'est la raison pour laquelle, je vous soumets une problématique d'infrastructure scolaire que j'ai eu l'occasion de constater.

J'ai donc eu l'occasion et ce, à plusieurs reprises, d'observer la façade de l'école Tamaris et de m'apercevoir que quelques caoutchouc d'isolation de certaines fenêtres pendouillaient dans le vide tant au 1er qu'au 2e étage.

Il s'agit d'une école de construction récente et pour laquelle je me souviens l'architecte avait soigné l'éclairage naturel via l'installation de nombreuses fenêtres.

En juin 2012 l'ouverture de l'école datait de 9 ans. Elle aura donc de 10 ans à cette prochaine rentrée. Est-ce pour autant qu'il faille ne pas y consacrer de façon urgente un entretien global avant que les choses n'empirent et que cela coûte des deniers publics supplémentaires et inutiles si l'on laisse aller les choses?

Bien sûr l'entretien des écoles coûte cher, bien sûr le collège n'y voit-il pas d'urgence au vu de la vétusté d'autres bâtiments scolaires (bâtiments et locaux plus anciens). Mais comme il me plaît à le dire : au plus une personne prend de l'âge au plus elle coûte cher à l'INAMI, mais il en est de même pour tout bâtiment qui lui coûte plus cher en frais de fonctionnement ! Seuls les soins apportés aux uns et aux autres peuvent pallier les frais inutiles.

Toutefois et au vu du trottoir d'en face, il me semble qu'actuellement une réparation des isolants des fenêtres là où c'est nécessaire, je ne sais ce qu'il en est des vitres internes, permettrait des économies de chauffage durant l'hiver à venir.

Quelle initiative et priorité compte prendre le collège en vue de limiter les frais de fonctionnement dans les bâtiments scolaires, même si je ne prends pour exemple que celui de l'école Tamaris ?

PAULETTE PIQUARD

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie ingediend door Mevrouw Paulette Piquard betreffende de school Tamaris.

AUX MEMBRES DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS
INTERPELLATION

CONCERNE : ECOLE TAMARIS

La période de vacances m'a à nouveau amenée à promener le chien de ma petite fille. Et oui, lorsque l'on promène un chien, on a le temps de lever les yeux et d'observer ce qui évolue dans notre environnement.

C'est la raison pour laquelle, je vous soumets une problématique d'infrastructure scolaire que j'ai eu l'occasion de constater.

J'ai donc eu l'occasion et ce, à plusieurs reprises, d'observer la façade de l'école Tamaris et de m'apercevoir que quelques caoutchouc d'isolation de certaines fenêtres pendouillaient dans le vide tant au 1er qu'au 2e étage.

Il s'agit d'une école de construction récente et pour laquelle je me souviens l'architecte avait soigné l'éclairage naturel via l'installation de nombreuses fenêtres.

En juin 2012 l'ouverture de l'école datait de 9 ans. Elle aura donc de 10 ans à cette prochaine rentrée. Est-ce pour autant qu'il faille ne pas y consacrer de façon urgente un entretien global avant que les choses n'empirent et que cela coûte des deniers publics supplémentaires et inutiles si l'on laisse aller les choses?

Bien sûr l'entretien des écoles coûte cher, bien sûr le collège n'y voit-il pas d'urgence au vu de la vétusté d'autres bâtiments scolaires (bâtiments et locaux plus anciens). Mais comme il me plaît à le dire : au plus une personne prend de l'âge au plus elle coûte cher à l'INAMI, mais il en est de même pour tout bâtiment qui lui coûte plus cher en frais de fonctionnement ! Seuls les soins apportés aux uns et aux autres peuvent pallier les frais inutiles.

Toutefois et au vu du trottoir d'en face, il me semble qu'actuellement une réparation des isolants des fenêtres là où c'est nécessaire, je ne sais ce qu'il en

est des vitres internes, permettrait des économies de chauffage durant l'hiver à venir.

Quelle initiative et priorité compte prendre le collège en vue de limiter les frais de fonctionnement dans les bâtiments scolaires, même si je ne prends pour exemple que celui de l'école Tamaris ?

PAULETTE PIQUARD

De Raad neemt kennis.

#012/28.08.2013/A/0054# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation introduite par Madame Paulette Piquard concernant la propriété publique.

Aux membres du collège des Bourgmestre et Echevins
Interpellation

CONCERNE : PROPRETE PUBLIQUE

J'ai récemment été approchée par une habitante de la rue Osseghem (immeuble de la boulangerie de la queue de vache) qui se plaint de ce que depuis plusieurs mois, il existe un dépôt clandestin devant son immeuble.

Ces dépôts ne sont pas nécessairement des sacs de briques etc... mais se composent de divers objets et notamment en un vieux fauteuil qui est resté campé plusieurs semaines devant la façade.

L'intéressée ayant téléphoné à plusieurs reprises au service de la propriété publique s'est entendue répondre qu'elle devait « donner la plaque de ou des voiture(s) » afin que puisse(nt) plus facilement être identifié(s) le ou les auteurs de ces méfaits.

Concevant que tout citoyen n'est pas un assisté communal, si je peux m'exprimer ainsi, mais surtout qu'il a le droit de s'impliquer dans la vie de sa commune ; concevant également que tout service communal se doit d'être un réel service rendu aux habitants, il m'est difficile d'admettre qu'une telle réponse puisse être donnée aux personnes s'adressant pour un problème ou l'autre à un service communal et tout précisément en matière de propriété publique!

A juste titre, la personne concernée me dit « je ne puis tout de même pas passer mes nuits à guetter qui commet ces incivilités !»

A mon sens l'horaire d'été ne peut être la réponse qui peut m'être faite, sachant

que tout employé, ouvrier, travaille durant un horaire complet celui-ci étant tout simplement décalé.

Ne pas courir derrière tout dépôt à l'heure près peut être une réponse, mais de là à ce que ce délai soit vécu par l'habitant comme une « négligence communale » il y a un bail !

Quelle réponse globale peut me donner le collège face à cette problématique qui semble s'amplifier dans divers quartiers de la commune ?

PAULETTE PIQUARD

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie ingediend door Mevrouw Paulette Piquard betreffende de openbare netheid.

Aux membres du collège des Bourgmestre et Echevins
Interpellation

CONCERNE : PROPRETE PUBLIQUE

J'ai récemment été approchée par une habitante de la rue Osseghem (immeuble de la boulangerie de la queue de vache) qui se plaint de ce que depuis plusieurs mois, il existe un dépôt clandestin devant son immeuble.

Ces dépôts ne sont pas nécessairement des sacs de briques etc... mais se composent de divers objets et notamment en un vieux fauteuil qui est resté campé plusieurs semaines devant la façade.

L'intéressée ayant téléphoné à plusieurs reprises au service de la propreté publique s'est entendue répondre qu'elle devait « donner la plaque de ou des voiture(s) » afin que puisse(nt) plus facilement être identifié(s) le ou les auteurs de ces méfaits.

Concevant que tout citoyen n'est pas un assisté communal, si je peux m'exprimer ainsi, mais surtout qu'il a le droit de s'impliquer dans la vie de sa commune ; concevant également que tout service communal se doit d'être un réel service rendu aux habitants, il m'est difficile d'admettre qu'une telle réponse puisse être donnée aux personnes s'adressant pour un problème ou l'autre à un service communal et tout précisément en matière de propreté publique!

A juste titre, la personne concernée me dit « je ne puis tout de même pas passer mes nuits à guetter qui commet ces incivilités !»

A mon sens l'horaire d'été ne peut être la réponse qui peut m'être faite, sachant que tout employé, ouvrier, travaille durant un horaire complet celui-ci étant tout simplement décalé.

Ne pas courir derrière tout dépôt à l'heure près peut être une réponse, mais de

là à ce que ce délai soit vécu par l'habitant comme une « négligence communale » il y a un bail !

Quelle réponse globale peut me donner le collège face à cette problématique qui semble s'amplifier dans divers quartiers de la commune ?

PAULETTE PIQUARD

De Raad neemt kennis.

#012/28.08.2013/A/0055# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation introduite par Madame Paulette Piquard concernant les garderies scolaires.

AUX MEMBRES DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS
INTERPELLATION

CONCERNE : GARDERIES SCOLAIRES

Un nouveau règlement concernant le paiement des garderies scolaires à la toute prochaine rentrée vient d'être voté par la majorité lors d'un des derniers conseils communaux.

Plusieurs parents m'ont approchée du fait du coût supplémentaire engendré par celui-ci dans les frais globaux de la scolarité de leurs enfants.

Ayant pris l'occasion de le lire de façon plus précise et à l'aise, il m'est venu quelques réflexions que je vous soumets :

- Globalement, pour 2 parents qui travaillent et disposent d'un revenu « moyen », il en coûtera 30€ mensuel par enfant, hors tout autre frais parascolaire et sans aucune possibilité de dégrèvement qu'il soit d'ordre fiscal mais encore de dégressivité du fait du nombre d'enfants d'une même fratrie.
- Retenant que les jours de petites vacances et durant les congés facultatifs voire même les journées pédagogiques, il en coûtera par enfant 3,5€ de plus, soit si je ne m'abuse au minimum 17,50€ durant la semaine de congé du carnaval pour autant qu'il n'y ait pas une journée pédagogique se jouxtant à une période de petites vacances ! d'où un forfait mensuel de 47,50€ !
- Il est prévu un supplément de 10€ pour tout retard non justifié et par heure entamée à la garderie du soir mais sans aucune précision ?
- Il est également prévu que lorsqu'un enfant quitte la garderie, repris par l'un des parents ou par toute autre personne disposant d'une autorité parentale ou d'une autorisation que toute la fratrie soit emmenée également.

Sachant qu'à la réflexion tout peut être amendé en vue d'être amélioré, je vous livre mes réflexions et questions :

Politiquement, il me paraît que ce règlement vise essentiellement à rentrer de l'argent dans les budgets communaux, qu'il est rédigé sans aucune souplesse à l'égard des familles et ne vise nullement le confort personnel des enfants (si ce n'est qu'ils soient moins nombreux à être gardés au sein des structures communales). Gardés, il s'agit bien de cela et ce, sauf quand il fait beau, dans des locaux bruyants voire inadaptés.

Effectivement, tout enfant a le droit au contact social et d'être encadré et ce, même ceux issus de parents qui ne disposent pas d'un travail reconnu, qui parfois sont en quête de formation professionnelle ou pratiquent des petits boulots en horaires décalés pour s'en sortir financièrement. Ces personnes en quête de formation ou de travail ne disposeront pas des moyens suffisants pour payer les garderies de leurs enfants et, en cette matière, rien n'est prévu. Retenons encore que beaucoup de familles vivent dans des logements exigus qui ne permettent pas une scolarité harmonieuse aux enfants ; l'obligation de reprendre toute une fratrie à la même heure ne prend également pas en compte cette problématique.

1. Quid d'une prévision de dégressivité financière liée au nombre d'enfants d'une même fratrie ?
2. Sachant que les parents ne disposent pas TOUS de familles ou de relations étendues ni des congés adéquats pour s'occuper de leurs enfants. Il me paraît opportun de ne pas leur imputer financièrement les frais de garde lors des jours de congés facultatifs et journées pédagogiques, régis par décret scolaire !
3. Les 10€ attendus par le collège par heure de retard entamée à la garderie du soir, si celle(s)-ci n'est (ne) sont pas justifiable(s) :
 - a. Jusqu'à quelle heure l'enfant sera-t-il gardé ? (non prévu dans le règlement)
 - b. Qui déterminera la validité du justificatif ? La direction d'école ? une surveillante scolaire ayant elle-même quelques obligations privées après ses horaires?
 - c. Qu'est-il prévu comme critère justifiant le retard (non énoncé dans le règlement remis aux parents) ? Une directive communale commune est-elle adressée aux écoles ?
4. Quid de l'obligation parentale de reprendre à la même heure tous ses enfants ? Quelle possibilité existe-t-il pour ceux-ci d'emmener (durant les heures de garderies normales) un de leur enfant chez le médecin ? A une activité

parascolaire qu'elle soit sportive ou culturelle ? Quid de la liberté d'un parent de s'occuper plus ponctuellement d'un de ses enfants en difficulté scolaire ?

5. je souhaite savoir dans quel projet parascolaire sera réinvesti l'argent récolté par les garderies payantes :

a. les enfants disposeront-ils d'un espace d'étude dans TOUTES les écoles, ce qui n'est actuellement pas le cas?

b. des activités concrètes seront-elles instaurées pour les enfants durant les garderies, ou se contentera-t-on encore de l'occupationnel actuel?

c. Sera-t-il prévu une amélioration d'infrastructure dans les locaux accueillant les enfants en garderie ? Notamment en matière d'acoustique ?

d. Le personnel d'accueil suivra-t-il une formation spécifique « d'accueil de l'enfance » ?

Je vous remercie de vos réponses ponctuelles mais surtout j'attends une pratique politique menée dans une vision plus globale en matière d'accueil de l'enfance.

PAULETTE PIQUARD

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie ingediend door Mevrouw Paulette Piquard betreffende de buitenschoolse opvang .

AUX MEMBRES DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS
INTERPELLATION

CONCERNE : GARDERIES SCOLAIRES

Un nouveau règlement concernant le paiement des garderies scolaires à la toute prochaine rentrée vient d'être voté par la majorité lors d'un des derniers conseils communaux.

Plusieurs parents m'ont approchée du fait du coût supplémentaire engendré par celui-ci dans les frais globaux de la scolarité de leurs enfants.

Ayant pris l'occasion de le lire de façon plus précise et à l'aise, il m'est venu quelques réflexions que je vous soumets :

- Globalement, pour 2 parents qui travaillent et disposent d'un revenu « moyen », il en coûtera 30€ mensuel par enfant, hors tout autre frais parascolaire et sans aucune possibilité de dégrèvement qu'il soit d'ordre fiscal mais encore de dégressivité du fait du nombre d'enfants d'une même fratrie.

- Retenant que les jours de petites vacances et durant les congés facultatifs voire même les journées pédagogiques, il en coûtera par enfant 3,5€ de plus, soit si je ne m'abuse au minimum 17,50€ durant la semaine de congé du carnaval pour autant qu'il n'y ait pas une journée pédagogique se jouxtant à une période de petites vacances ! d'où un forfait mensuel de 47,50€ !

- Il est prévu un supplément de 10€ pour tout retard non justifié et par heure entamée à la garderie du soir mais sans aucune précision ?
- Il est également prévu que lorsqu'un enfant quitte la garderie, repris par l'un des parents ou par toute autre personne disposant d'une autorité parentale ou d'une autorisation que toute la fratrie soit emmenée également.

Sachant qu'à la réflexion tout peut être amendé en vue d'être amélioré, je vous livre mes réflexions et questions :

Politiquement, il me paraît que ce règlement vise essentiellement à rentrer de l'argent dans les budgets communaux, qu'il est rédigé sans aucune souplesse à l'égard des familles et ne vise nullement le confort personnel des enfants (si ce n'est qu'ils soient moins nombreux à être gardés au sein des structures communales). Gardés, il s'agit bien de cela et ce, sauf quand il fait beau, dans des locaux bruyants voire inadaptés.

Effectivement, tout enfant a le droit au contact social et d'être encadré et ce, même ceux issus de parents qui ne disposent pas d'un travail reconnu, qui parfois sont en quête de formation professionnelle ou pratiquent des petits boulots en horaires décalés pour s'en sortir financièrement. Ces personnes en quête de formation ou de travail ne disposeront pas des moyens suffisants pour payer les garderies de leurs enfants et, en cette matière, rien n'est prévu. Retenons encore que beaucoup de familles vivent dans des logements exigus qui ne permettent pas une scolarité harmonieuse aux enfants ; l'obligation de reprendre toute une fratrie à la même heure ne prend également pas en compte cette problématique.

1. Quid d'une prévision de dégressivité financière liée au nombre d'enfants d'une même fratrie ?
2. Sachant que les parents ne disposent pas TOUS de familles ou de relations étendues ni des congés adéquats pour s'occuper de leurs enfants. Il me paraît opportun de ne pas leur imputer financièrement les frais de garderie lors des jours de congés facultatifs et journées pédagogiques, régis par décret scolaire !
3. Les 10€ attendus par le collège par heure de retard entamée à la garderie du soir, si celle(s)-ci n'est (ne) sont pas justifiable(s) :
 - a. Jusqu'à quelle heure l'enfant sera-t-il gardé ? (non prévu dans le règlement)
 - b. Qui déterminera la validité du justificatif ? La direction d'école ? une surveillante scolaire ayant elle-même quelques obligations privées après ses horaires?

- c. Qu'est-il prévu comme critère justifiant le retard (non énoncé dans le règlement remis aux parents) ? Une directive communale commune est-elle adressée aux écoles ?
4. Quid de l'obligation parentale de reprendre à la même heure tous ses enfants ? Quelle possibilité existe-t-il pour ceux-ci d'emmener (durant les heures de garderies normales) un de leur enfant chez le médecin ? A une activité parascolaire qu'elle soit sportive ou culturelle ? Quid de la liberté d'un parent de s'occuper plus ponctuellement d'un de ses enfants en difficulté scolaire ?
5. Je souhaite savoir dans quel projet parascolaire sera réinvesti l'argent récolté par les garderies payantes :
- a. les enfants disposeront-ils d'un espace d'étude dans TOUTES les écoles, ce qui n'est actuellement pas le cas?
 - b. des activités concrètes seront-elles instaurées pour les enfants durant les garderies, ou se contentera-t-on encore de l'occupationnel actuel?
 - c. Sera-t-il prévu une amélioration d'infrastructure dans les locaux accueillant les enfants en garderie ? Notamment en matière d'acoustique ?
 - d. Le personnel d'accueil suivra-t-il une formation spécifique « d'accueil de l'enfance » ?
- Je vous remercie de vos réponses ponctuelles mais surtout j'attends une pratique politique menée dans une vision plus globale en matière d'accueil de l'enfance.

PAULETTE PIQUARD

De Raad neemt kennis.

#012/28.08.2013/A/0056# Organisation Générale - Algemene Organisatie

Interpellation introduite par Monsieur Dirk Berckmans concernant le règlement communal relatif à l'utilisation des locaux communaux par des associations.

Lors d'une séance du conseil communal, il y a quelques mois, le Collège des bourgmestre et échevins a annoncé qu'un règlement communal sera rédigé concernant l'utilisation des locaux (communaux) par des associations (Molenbeekois). Ce règlement aura notamment comme but d'instaurer les mêmes règles (droits et devoirs) pour toutes les associations qui veulent introduire une demande afin de pouvoir utiliser un local communal. Autrement dit, le règlement visera à éviter d'attribuer l'utilisation de ces locaux de manière arbitraire.

Je pose, à ce sujet, les questions suivantes :

1° Que l'est l'état des lieux en ce qui concerne la rédaction de ce règlement ? Avez-vous déjà une idée à quel moment le projet de règlement pourra être soumis à l'approbation du conseil communal ?

2° La communication précitée, au nom du Collège, a été faite par l'échevine qui a la politique de la jeunesse dans ses compétences. Je trouve tout à fait positif que les associations des jeunes pourront faire appel à ce règlement pour introduire une demande pour l'utilisation d'un local communal si c'est nécessaire pour leur bonne organisation, pour leur bon fonctionnement.

a) Est-ce que les autres associations – je pense aux associations qui sont actives dans les domaines du sport, de la culture, dans le domaine sociale, etc. – pourront également introduire une demande pour pouvoir utiliser un local communal ? J'ose imaginer que la réponse à cette question est positive comme ces autres associations contribuent également à la vie sociale dans une commune, à une meilleure cohésion sociale. Mais je pose quand-même la question pour m'en rassurer.

b) Est-ce qu'il y a des associations que seront exclues par le règlement et qui ne pourront donc pas utiliser un local communal ? Si oui, il s'agit de quelles catégories d'associations ?

3° Est-il possible de mettre, déjà à ce moment, le projet de règlement à dispositions des conseillers communaux qui sont intéressés à cette matière ?

Est-il possible d'organiser une réunion de travail (réunion de commission) pour discuter le projet de règlement, ceci bien avant que le projet sera soumis à l'approbation du conseil communal ? Je suis d'avis qu'il peut être enrichissant de se changer, préalablement, les idées à ce sujet. Il est également possible que les conseillers communaux intéressés apportent des idées positives quant à la rédaction dudit règlement.

Je vous remercie.

Dirk Berckmans.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Dirk Berckmans betreffende het gemeentelijk reglement inzake het gebruik van lokalen door verenigingen.

Tijdens een vorige gemeenteraadszitting, enkele maanden geleden, kondigde het College van burgemeester en schepenen aan dat er wordt gewerkt aan een gemeentelijk reglement inzake het gebruik van (gemeentelijke) lokalen door (Molenbeekse) verenigingen. In dit reglement zou o.a. worden voorzien dat ter zake dezelfde regels (rechten en plichten) zouden gelden voor alle verenigingen die een aanvraag indienen om een gemeentelijk lokaal te kunnen gebruiken met als doel een arbitraire toewijzing van die lokalen te vermijden.

Ik stel hierover de volgende vragen :

1° Wat is de stand van zaken inzake de redactie van dit reglement ? Heeft u reeds een idee wanneer dit ontwerp van reglement ter goedkeuring aan de gemeenteraad zal kunnen worden voorgelegd ?

2° De voormelde aankondiging werd namens het College gedaan door de

schepen die bevoegd is voor het jeugdbeleid. Ik vind het natuurlijk goed dat jeugdverenigingen en aanverwante organisaties zich op dit reglement zullen kunnen beroepen om, indien zij dit nodig achten, een aanvraag te kunnen indienen voor het gebruik van een gemeentelijk lokaal.

a) Zullen andere verenigingen – ik denk aan sportverenigingen, cultuur- en sociale verenigingen, ... - die geen eigen lokaal hebben ook een aanvraag kunnen indienen om een gemeentelijk lokaal te kunnen gebruiken ? Ik ga ervan uit dat dit het geval zal zijn maar zekerheidshalve stel ik toch de vraag. Immers, zowel jeugd- als andere verenigingen leveren, in een gemeente, een positieve bijdrage tot het sociale leven en tot meer sociale samenhang.

b) Zijn er verenigingen die door het reglement in wording zullen worden uitgesloten om een gemeentelijk lokaal te kunnen gebruiken ? Zo ja, over welke categorieën verenigingen gaat het ?

3° Kan het ontwerp van reglement nu reeds ter beschikking worden gesteld van de gemeenteraadsleden die interesse hebben voor deze aangelegenheid ?

Kan voor de geïnteresseerde gemeenteraadsleden een werkvergadering (commissievergadering) worden georganiseerd om het ontwerp van reglement te bespreken, dit ruime tijd vooraleer het reglement ter goedkeuring aan de gemeenteraad zal worden voorgelegd ? Het kan volgens mij immers verrijkend zijn om hierover vooraf van gedachten te wisselen en misschien kunnen geïnteresseerde gemeenteraadsleden op die manier ook een positieve en inhoudelijke inbreng doen wat de redactie van het reglement betreft ?

Ik dank u.

Dirk Berckmans.

De Raad neemt kennis.

Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting

Khadija El Hajjaji quitte la séance / verlaat de zitting

Michel Eylenbosch quitte la séance / verlaat de zitting

La séance est levée à 23h55.

De zitting wordt gesloten om 23u55.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :

Le Secrétaire du Conseil,
De Secretaris van de Raad,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch